Entretiens sur la Crise de la Gouvernance mondiale

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Messieurs les Ministres Conseillers,

Mesdames et Messieurs les membres du personnel diplomatique des ambassades sises à Paris,

Chers Adhérents,

Chers Lecteurs,

GEOPRAGMA a le plaisir de vous présenter aujourd'hui les premières réponses apportées au Questionnaire sur la « Crise de la Gouvernance mondiale ».

Les lignes géopolitiques du monde en effet n'ont jamais bougé aussi vite. Multilatéralisme, bipolarité, cynisme et moralisme s'entremêlent pour contribuer à une confusion dangereuse où chacun interprète et projette sur les autres, consciemment ou non, ses attentes et ses travers.

Dans ce cadre, GEOPRAGMA a lancé une enquête inédite auprès d'une cinquantaine de pays sur leur perception de la crise de la gouvernance mondiale, sur leur vision et leurs espérances concernant l'avenir des relations internationales, ainsi que sur le rôle que la France pourrait et devrait, selon eux, y jouer, y compris à leurs côtés.

Notre souhait était d'offrir la possibilité à ces États ou à leurs diplomates de haut niveau de s'exprimer sur le sujet sans filtre ni biais d'interprétation. Par conséquent, tout ce qui est publié l'a été avec l'accord exprès des ambassades.

Afin que les entretiens soient conduits de manière la plus homogène possible, un questionnaire servant de base a été élaboré. D'autres questions ont cependant été posées, au gré des discussions.

Questionnaire

1. Comment analysez-vous l'état actuel des relations internationales à l'échelle mondiale et les modes de coopération ou confrontation entre Etats ou groupes d'Etats ? Comment pensez-vous que cette situation va évoluer à court, moyen et long terme ?

2. Comment la politique étrangère de votre nation s'inscrit-elle dans cette réalité ? Comment vos relations évolueront-elles dans les prochaines années avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, ou encore l'Union Européenne ? Qu'attendez-vous d'eux ?

3. Quels sont pour vous les axes d'alliance(s) à venir ? Et quid de vos « adversaires », « concurrents » ou « partenaires » ?

4. Quels sont vos principaux enjeux énergétiques, économiques, environnementaux et numériques à court et moyen termes ?

5. Peut-on encore parler de « choc des civilisations » ou la mondialisation a-t-elle rendu ce concept obsolète ?

6. Quel(s) rôle(s) souhaitez-vous que la France joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ? Sinon à quelles conditions ?

7. Verriez-vous votre pays s'associer à la France sur une initiative ou un dossier international d'envergure ? Lequel ? Quel rôle jouerait la France aux côtés de votre pays pour régler ce dossier ou mettre en œuvre cette initiative ?

8. Quel(s) rôle(s) souhaitez-vous que l'Union européenne joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ?

9. Pensez-vous que la souveraineté soit une notion dépassée ou moderne ? Et celle de peuple ? Quels sont pour vous les conditions de la cohésion nationale et ses facteurs de dilution ?

10. Selon vous, quels sont les fondements de l'influence internationale de demain ?

11. Que pensez-vous de l'invocation de valeurs et de principes moraux en matière internationale ?

12. Sujet libre

À ce jour, sept ambassades se sont prêtées à la totalité de l'exercice qui est aujourd'hui publié. D'autres entretiens le seront dans les semaines à venir.

Geopragma adresse ses remerciements les plus vifs à l'ensemble des ambassadeurs et des diplomates qui ont accepté de nous répondre. Leur contribution fut à tous égards passionnante.

Les perceptions sur la crise de la gouvernance mondiale étant bien évidemment évolutives, l'idée selon laquelle cet exercice devait devenir permanent s'est imposée à nous.

Certains Etats nous ont indiqué leur souhait d'y participer à terme mais ne pouvaient le faire pour diverses raisons sur cette première publication. Par conséquent, si certaines ambassades souhaitent actualiser leur contribution ou que d'autres souhaitent participer à l'exercice, elles peuvent toujours se rapprocher du secrétariat de Geopragma (desk@geopragma.fr).

En espérant que ce recueil constituera pour chacun d'entre vous une source d'informations intéressantes pour mieux comprendre la richesse des perceptions et des attentes de ces Etats, et que cela permettra à terme, de contribuer à définir des orientations et des propositions concrètes pour une coexistence plus favorable aux intérêts communs des acteurs du monde, nous vous souhaitons à tous une très bonne lecture.

Geopragma

République d'Autriche

Le 21 octobre 2019

Ambassade de la République d'Autriche en France
Monsieur Wolfgang Wagner, Ministre Plénipotentiaire
Monsieur Gilbert Schenkenbach, Premier secrétaire

L'ambassade, compte tenu de l'évolution du contexte international depuis l'entretien initial, a souhaité modifier récemment certaines parties de l'entretien et de ses déclarations.

Geopragma : Comment analysez-vous l'état actuel des relations internationales à l'échelle mondiale et les modes de coopération ou confrontation entre Etats ou groupes d'Etats ? Comment pensez-vous que cette situation va évoluer à court, moyen, et long terme ?

Ambassade de la République d'Autriche : Pour évoquer d'abord rapidement le titre de cet entretien, la crise de la gouvernance mondiale, oui, bien-sûr, l'Autriche la constate. Il y a une crise du multilatéralisme. C'est notre ministre des Affaires étrangères Alexander Schallenberg qui vient de l'évoquer lors de son discours à New-York. Mais l'Autriche fait aussi un constat : en dépit de la crise, cela fonctionne toujours. Pour un pays comme l'Autriche, le multilatéralisme est un atout essentiel car nous sommes un petit pays, ou moyen si l'on veut, cela dépend de la comparaison. Ce n'est pas un hasard si nous avons rejoint l'Union européenne en 1995, dès que c'était possible. Pendant la période de la Guerre froide, le meilleur moyen pour défendre notre souveraineté était alors la neutralité. Ensuite, dès que cela a été possible, nous sommes devenus membre de l'Union européenne, tout en gardant la neutralité qui reste ancrée dans notre Constitution. Désormais, nous voyons dans la coopération européenne notre meilleur moyen de défendre notre souveraineté. La souveraineté partagée pour défendre aussi notre souveraineté nationale. Le multilatéralisme en Europe n'est pas en crise puisque la coopération européenne fonctionne en principe. Au niveau global pourtant, il faut se battre pour défendre le multilatéralisme, et l'Autriche est tout à fait prête à le faire, parce que nous sommes aussi l'un des quatre pays-hôte des Nations Unies. Le bon fonctionnement des Nations Unies est, pour plusieurs raisons, un but primordial pour l'Autriche. C'est l'une des bases de la politique

étrangère autrichienne. Il est évident que le système du multilatéralisme est en crise à l'échelle mondiale. Nous, en Europe, on se réveille et on voit que c'est le cas, et on essaye de réagir, d'améliorer nos propres moyens d'action, de continuer à faire compter nos valeurs.
Je trouve que certains traités internationaux sont de bons exemples de cette situation. Par exemple, il y a le traité de la COP21 qui a été conclu ici à Paris. Cela a été un grand succès pour la diplomatie française et européenne, mais malheureusement les Américains s'en sont retirés. Mais il y a d'autres sujets pour lesquels on conclut de nouveaux traités. Par exemple, en Autriche, il y a eu une grande conférence pour la protection des victimes civiles dans les zones peuplées. C'est un sujet assez spécialisé, mais important, et où l'Autriche fait des efforts pour progresser.

Geopragma : Comment pensez-vous que cette crise de la gouvernance mondiale va évoluer ? Comment vous voyez ces deux blocs Chine/Etats-Unis qui sont « en confrontation » sur pas mal de sujets ? Pensez-vous que ce monde-là sera le même dans quelques temps ? Ou y a-t-il d'autres schémas qui sont possibles ?

Ambassade de la République d'Autriche : Possible, c'est une question difficile, mais en même temps, nous pensons que les structures que l'on a vont survivre dans le court et le moyen terme. Pour l'instant, même si on parle d'une crise, ça fonctionne toujours. On l'a vu aussi à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, nous discutons des questions internationales comme la Syrie, même si on a vu qu'au Conseil de sécurité, il y avait différentes opinions, mais pour l'essentiel, les structures sont là, et nous sommes contents de les avoir. Elles vont survivre et évoluer à court et moyen terme. Les conflits vont rester au niveau actuel, c'est-à-dire plutôt « stagnant », comme le conflit en mer de Chine par exemple. Avec l'initiative de la Route de la Soie, c'est la première fois que la Chine sort de son « introvertisme », et cela change la donne complètement.

Geopragma : Comment la politique étrangère de votre nation s'inscrit-elle dans cette réalité ?

Ambassade de la République d'Autriche : Pour nous, c'est très clair. Pour notre ministère, l'Union européenne est le point de référence le plus important. C'est la structure dont nous avons besoin et en laquelle nous avons confiance. Nous essayons toujours de trouver un consensus avec les partenaires européens. Cela dit, il existe également des sujets où l'on a des positions spécifiques comme celle qui touche aux armes nucléaires. Là, nous avons des opinions et des positions assez strictes. Sinon, nous recherchons toujours le *consensus*.

Geopragma : Quels sont les pays avec lesquels aujourd'hui vous avez besoin particulièrement d'un dialogue ? Quels sont pour vous les axes d'alliance(s) à venir ? Et quid de vos « adversaires », « concurrents » ou « partenaires » ?

Ambassade de la République d'Autriche : L'alliance la plus importante se trouve sans aucun doute dans le cadre de l'Union européenne. Cela étant, ce sont les Etats-Unis, en dépit de la politique de la présidence actuelle, qui sont des alliés traditionnels...

Geopragma : Ce sont des alliés obligatoires ?

Ambassade de la République d'Autriche : Oui, toujours. Sur la Russie, nous sommes assez contents de la politique d'Emmanuel Macron. Parce que c'est aussi plus ou moins notre position. Nous voyons dans la Russie le plus important voisin de l'Union européenne, et il n'est pas possible de rester dans un « non-dialogue ». Il faut rechercher le dialogue, il faut trouver des moyens pour progresser vers un vrai dialogue. L'Autriche, comme tous les pays européens, a condamné l'annexion de la Crimée comme illégale du point de vue du droit international. C'est là vraiment le cœur de notre politique étrangère en tant que petit pays neutre. Nous défendons toujours le droit international. Et en même temps, nous cherchons une issue à cette crise. Mais s'il y a de nouvelles transgressions du droit international, nous nous en tenons au « pacta sunt servanda ».

Geopragma : Pendant les deux années que j'ai passées à Bruxelles, on n'a pas arrêté d'appliquer des sanctions contre les Russes. Maintenant la France a compris. J'étais députée dans le groupe centriste. Mais ils sont devenus *Renew Europe* maintenant, et il est certain que cette obsession de la Russie est assez pathétique. Même si vous avez raison pour la Crimée, il n'y a pas vraiment de visibilité. Maintenant, le président Macron a compris que pour régler les affaires dans le monde — comme l'Amérique est en train de nous laisser un peu tomber —, le plus proche partenaire restait tout de même la Russie. Au Moyen-Orient, c'est la Russie qui est en train de s'engager contre le terrorisme. Il est vrai qu'au niveau européen, on a le sentiment qu'on court derrière les événements. On ne les voit pas venir. Et c'est ce qu'a fait notre président récemment, en disant qu'il était important de reprendre le dialogue avec Moscou. Donc vous comprenez désormais le positionnement de M. Macron ?

Ambassade de la République d'Autriche : Nous, comme la France – et peut-être même plus si on regarde les pourcentages –, nous sommes dépendants, interdépendants aussi, mais nous avons aussi des intérêts économiques en Russie, de même que la France également. Mais malgré cela nous appliquons certaines sanctions.
On le comprend. En même temps il est clair que l'économie autrichienne comme celle de la France a de grands intérêts en Russie, et que les sanctions que nous avons décidées sont aussi des sanctions qui jouent contre nos propres intérêts économiques. Mais pour des raisons de droit international, il fallait les prendre.
Et quel est le point de vue de votre Think Tank sur la relation que devraient avoir les Européens et la France vis à vis de la Russie ?

Geopragma : Pendant les deux ans que j'ai passés à Bruxelles, nous étions minoritaires.

Ambassade de la République d'Autriche : Les deux ans à Bruxelles ?

Geopragma : Oui. Nous étions trois ou quatre députés de notre groupe à penser qu'il fallait absolument améliorer les relations avec la Russie. Mais je ne vous cache pas que c'était très difficile. Dès que vous commenciez à parler de la Russie, soit on vous considérait comme étant "Front National", soit on nous plaçait dans le groupe de l'ultra-gauche avec les mélenchonistes français et la gauche européenne. C'était très difficile. Donc je pense qu'avec les décisions de Monsieur Macron par rapport à la Russie, maintenant, ils doivent être tous complètement ébranlés dans le groupe auquel j'appartenais car c'était le groupe le plus antirusse. Il y avait beaucoup de Lituaniens, de Polonais qui avaient des réactions très épidermiques.

Ambassade de la République d'Autriche : Quand vous dites qu'il faut améliorer les relations, pour aboutir à cet objectif, il faut que les deux parties coopèrent. Les Russes doivent aussi reconstruire la confiance et cela passe par l'Ukraine. Et là encore, nous disons « Merci Monsieur Macron » car il essaye de redynamiser le processus.

Geopragma : Quel est l'état de vos relations avec la Chine ?

Ambassade de la République d'Autriche : C'est comme avec tous les pays européens, la relation représente un énorme potentiel économique. La Chine est une grande puissance économique maintenant. La question est de savoir comment Pékin va utiliser cette puissance économique sur le plan stratégique. L'Autriche essaye d'utiliser en même temps ce potentiel en étant partenaire et observateur, par exemple de l'initiative 17+1, qui était 16+1. Mais en même temps, nous sommes observateurs et pas membre. Et nous ne sommes pas prêts à accepter les paramètres de la Chine coûte que coûte.

Geopragma : Vous faites référence aux Ouïghours ou pas du tout ?

Ambassade de la République d'Autriche : Nous faisons référence à la liberté d'expression, en général. Ce sont des droits fondateurs auxquels nous tenons.

Geopragma : Ce qui se passe à Hong Kong va vous empêcher d'avancer ou pas ?

Ambassade de la République d'Autriche : C'est quelque chose d'assez fondamental. Nous devons défendre la liberté d'expression, même si cela nous coûte un petit peu en termes de commerce.

Geopragma : Quand vous pensez au duo franco-allemand, il faut, selon vous, qu'il reste solide et que vous vous agrégiez à cela ?

Ambassade de la République d'Autriche : Oui. Même si nous n'avons pas les mêmes structures que vous, les Français et les Allemands, pour des raisons historiques, politiques, et pour des raisons économiques aussi. Si on parle de la politique de sécurité, la France est même plus importante comme elle est membre permanent au Conseil de sécurité. Par cette seule présence, la France a déjà une position primordiale pour l'Union européenne en général, surtout depuis le Brexit, et par ce moyen aussi pour l'Autriche. Sinon, nos relations historiques étaient bien sûr un peu difficiles parfois. Mais aujourd'hui nos relations bilatérales avec la France sont les meilleures. Mis à part nos opinions divergentes sur les armes nucléaires et l'énergie nucléaire. C'est le seul sujet où nous ayons des avis différents.

Geopragma : Quels sont vos principaux enjeux énergétiques, économiques, environnementaux et numériques à court et moyen terme ?

Ambassade de la République d'Autriche : Nous voudrions atteindre les objectifs fixés dans l'Accord de Paris sur le climat. Cela veut dire qu'il faut réduire les gaz à effet de serre. Et l'Autriche est assez bien placée puisque 75% de notre production électrique est déjà renouvelable. Jusqu'en 2030, on veut atteindre les 100%. Les gaz à effet de serre n'ont pas trop diminué à cause de la circulation et du chauffage dans les foyers. Alors d'où vient nos approvisionnements de gaz ? Principalement de la Russie pour le moment avec laquelle on a des contrats à très long terme. Comme tout le monde dans l'Est de l'Europe, avec Gazprom. Cela va continuer pour le moment, mais si on arrive à réduire la consommation, ça va changer... Nous avons déjà pas mal de gaz qui vient aussi des Pays-Bas, de Belgique, et de Norvège. En Autriche, 10% du pétrole vient du territoire autrichien. On a des réserves de pétrole à l'Est du pays.
Du point de vue énergétique, nous sommes dans une position favorable, car nous sommes un pays montagneux. Il y a beaucoup de ruisseaux, de fleuves, de rivières qu'on peut utiliser pour la production hydroélectrique. C'est un vrai atout.

Geopragma : Vous avez toujours été assez « écologiques ».

Ambassade de la République d'Autriche : Oui. Nous avons eu un certain avantage.

Geopragma : Même de l'avance !

Ambassade de la République d'Autriche : Oui. Maintenant tout cela fait *consensus* au-delà de notre pays. Et l'Autriche est dans le *mainstream*, je dirais. Nous ne sommes plus les pionniers. Nous avons aussi beaucoup de production énergétique éolienne, surtout à l'Est de notre pays. Mais nous recherchons la diversification, qui est pour nous l'enjeu le plus important, même s'il faut aussi ajouter que la Russie ne nous a jamais causé de problèmes pour l'importation de gaz. Même lors de la petite crise de 2006.

Plus globalement, l'économie autrichienne se porte plutôt bien. Il y a toujours un taux de chômage très bas, fondé sur les exportations. Et nous avons le bénéfice historique de notre maillage puissant de PME. Elles sont notre colonne vertébrale.

Geopragma : Un peu comme les Allemands avec le *Mittelstand*.

Ambassade de la République d'Autriche : C'est très similaire. Le *Mittelstand* fonctionne très bien en Autriche. Mais nos dirigeants font très attention à ce que ce système continue, à le renouveler, à faciliter la croissance. Pour le moment tout se passe très bien. Pour rajouter un chiffre, sur 10€ en Autriche, 6€ proviennent de l'exportation.

Geopragma : On aborde le numérique ? Le combat contre le cybercrime ?

Ambassade de la République d'Autriche : On voit l'importance croissante de la défense dans les cyberguerres. Nous devons davantage développer nos compétences.

Geopragma : Peut-on encore parler de « choc des civilisations » ou la mondialisation a-t-elle rendu ce concept obsolète ?

Ambassade de la République d'Autriche : En Autriche, nous n'avons jamais parlé du choc des civilisations. Comme beaucoup de monde, on avait certaines critiques contre le terme en soi. Evidemment, à cause de la mondialisation, il y a une forte tendance contre le choc des civilisations. Si on parle de bipolarité, aujourd'hui c'est tout à fait autre chose que la bipolarité entre la Russie et les États-Unis. Déjà, à cause de l'interdépendance économique. Il y a aussi des observateurs et des analystes qui disent que Trump ne va pas avoir à nouveau du succès, parce que la guerre commerciale contre la Chine coûte trop cher aux États-Unis. Nous croyons aussi qu'il faut réguler la mondialisation et utiliser ses possibilités.

Geopragma : Le KAICIID traite du dialogue inter-religieux ?

Ambassade de la République d'Autriche : Oui. Il s'agit de promouvoir toute la culture, non seulement au niveau religieux, mais aussi pour promouvoir la coopération et la cohabitation des civilisations. Mais ce n'est pas sans critique, notamment à cause de la politique de l'Arabie Saoudite.

Geopragma : Ils sont partout. L'Arabie Saoudite s'est mise au cœur de tous les colloques, et de toutes les initiatives en matière de dialogue inter-religieux et interconfessionnel.

Ambassade de la République d'Autriche : Il y a eu certains évènements comme celui de l'assassinat de Khashoggi... Hélas, ce dialogue est un peu difficile, mais il est nécessaire. C'est l'un des moyens par

lequel l'Autriche essaye de jouer son ancien rôle de médiateur, même si le KAICIID a annoncé son intention de quitter Vienne pour Genève.

Geopragma : Qu'est-ce que l'Autriche a fait par rapport aux ventes d'armes à l'Arabie Saoudite ?

Ambassade de la République d'Autriche : Nous n'en vendons pas. Déjà, on n'en vendait pas beaucoup.

Geopragma : Quel(s) rôle(s) souhaitez-vous que la France joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ?

Ambassade de la République d'Autriche : Quand la Grande-Bretagne sortira de l'Union européenne, ce rôle devient plus important qu'avant.
Mais je ne crois pas que ça va aboutir à l'utilisation du français plus que maintenant. L'anglais va rester la langue de l'Union européenne. C'est plutôt une question linguistique, mais la puissance et l'influence de la France vont bien sûr augmenter avec la sortie de la Grande-Bretagne. En même temps, il va être très important de maintenir le lien entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne.

Geopragma : Est-ce que vous pensez qu'il y a d'autres domaines où la France peut prendre un leadership ? On a parlé un peu du Format de Normandie, de l'Ukraine...

Ambassade de la République d'Autriche : Le leadership est important dans les relations internationales, mais il n'est pas nécessaire que cela soit toujours du côté français… Mais, par exemple, nous avons absolument besoin d'un leadership de la partie française dans le dossier iranien. Là, on est aussi du côté des Français pour sauvegarder le JCPOA.

Geopragma : Il semblerait que les Iraniens ne soient pas contents. Et je pense que l'Europe ne fait pas assez.

Ambassade de la République d'Autriche : Non pour l'instant rien n'a fonctionné. Nous approuvons toutes les initiatives françaises, tout ce que fait Monsieur Macron sur l'Iran. De la même façon, sur l'Ukraine, s'il pouvait débloquer les choses, ce serait très bien. Il existe aussi une autre initiative, « L'Alliance pour le multilatéralisme », qu'il a fondée avec l'Allemagne. Au travers de notre présidence du Conseil de l'Union européenne, *« Effective Multilateralism »* était l'une de nos priorités. Ça s'y inscrit tout à fait. Le système multilatéral des Nations Unies nous tient à coeur. C'est très important. Si l'on parle de l'Iran, nous étions très fiers que Vienne soit le lieu de rencontre, de conférences. C'est aussi pour cette raison là que nous avons beaucoup regretté la sortie des États-Unis du JCPOA.

Geopragma : Pensez-vous que la notion de souveraineté soit maintenant dépassée, ou au contraire toujours moderne ?

Ambassade de la République d'Autriche : Le concept de la souveraineté a été un peu dilué en Europe à cause de la mondialisation et de l'Union européenne. Les frontières se sont élargies, se sont éloignées un peu. Mais il y a eu un « Backlash » : je pense que nos populations veulent avoir plus de souveraineté, plus de repères nationaux. Sur le plan géopolitique, on voit la nécessité de penser de plus en plus sous l'angle de la souveraineté. On a bien vu que le manque de souveraineté nous rend faibles. Oui, je dirais que, aussi pour nous, il faut plus de souveraineté. Une Europe qui protège, ça c'est une notion française, mais dans le cadre de notre présidence de l'Union européenne, c'était aussi une priorité importante.

Geopragma : Quelle est votre position concernant l'immigration ? Et quelles sont vos relations avec la Hongrie ?

Ambassade de la République d'Autriche : La crise de l'immigration en 2015 a très clairement montré que les gens veulent avoir de la souveraineté et ont besoin d'avoir ce sentiment. Voir que l'État est capable de protection mais est également capable d'agir.
En ce qui concerne la Hongrie, on avait finalement le même but, agir de manière souveraine afin d'être maîtres de la situation aux frontières. En même temps, il faut toujours trouver un *consensus*, un moyen pour réunir les valeurs et les faits, et prendre les décisions nécessaires. Parce que l'Autriche tient au droit d'asile. L'Autriche et la Suède sont les pays qui ont accueilli le plus grand nombre de demandeurs d'asile en termes de pourcentage de leur population depuis l'année 2015. Désormais, la tendance est de réduire un peu les flux. Oui, ça va ensemble avec la souveraineté. On veut savoir qui entre sur notre territoire.
Comme la France, comme n'importe qui. C'est pour ça que la crise migratoire était une crise, parce qu'on était en train de perdre le contrôle.

Geopragma : La question que nous sommes obligés de poser, c'est celle de la Turquie et de leur offensive en Syrie.

Ambassade de la République d'Autriche : Il y a un mot très clair de notre ministre. Il a dit qu'il vaudrait mieux arrêter les négociations avec la Turquie parce qu'ils font déjà du « sur place ».

Geopragma : Ça fait quinze ans que ça dure...

Ambassade de la République d'Autriche : Actuellement les deux côtés ne croient pas que cela va aboutir.

République islamique d'Iran

Le 15 octobre 2019

Ambassade de la République islamique d'Iran en France
Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Bahram Qasemi, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de la République française
Interprétation et traduction par Monsieur Alireza Khalili, Directeur de Cabinet de S.E.M Bahram Qasemi

L'ambassade, compte tenu de l'évolution du contexte international depuis l'entretien initial, a souhaité modifier récemment certaines parties de l'entretien et de ses déclarations.

Geopragma : Comment analysez-vous l'état actuel des relations internationales à l'échelle mondiale et les modes de coopération ou confrontation entre Etats ou groupes d'Etats ? Comment pensez-vous que cette situation va évoluer à court, moyen et long terme ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : Présenter une image et une vision précise des évolutions mondiales et de ce à quoi le monde fait face au cours des dernières années, n'a jamais été aussi délicat qu'aujourd'hui, et notre époque souffre de confusion, de perturbations, voire d'anarchie involontaire mais aussi parfois voulue.
Même au cours des dernières décennies, et peut-être pour être plus précis, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la période de la Guerre froide où deux superpuissances ainsi que la totalité de leurs sous-ensembles économiques, militaires, et idéologiques œuvraient pour la domination des parties du monde (et même au-delà de notre planète, pour la domination de l'espace), la situation globale n'avait pas été aussi confuse.
Les théoriciens qui se sont donné la mission de proposer une définition du monde actuel n'ont pas été en mesure de décrire les réalités qui le dominent aujourd'hui, et tout ce qui est ou doit être. Chacun a décrit le monde actuel à sa façon et avec son propre langage, selon sa propre pensée, et en fonction de ses idéaux propres, et de la nécessité d'aboutir à un compromis sur la base de la sagesse et du pragmatisme, tout en optant pour une parole admissible par tous et apportant une plus-value par rapport aux autres idées.

Nombreux sont ceux qui préfèrent décrire uniquement « ce qui est », dans la mesure où décrire « ce qui sera » ou « ce qui doit être » ne peut se conjuguer que de manière logique et dans un « environnement » basé sur les réalités et la connaissance. Pour proposer le traitement adéquat, faut-il encore connaître la maladie, et il s'agit là d'un premier pas indispensable. Cependant, la connaissance des traitements adéquats n'ouvre pas nécessairement la voie vers « ce qui sera ».

Il est souvent dit que le monde actuel est en transition et qu'un monde en transition se caractérise par ses probabilités propres. Pour décrire un tel monde, de multiples descriptions et spécificités peuvent être énumérées, autant que tout ce qui se passe dans notre monde actuel : « impensable », « nouveau », et surtout « étonnant ».

Cependant, dès le début, il serait peut-être possible d'aboutir à un compromis équitable par le biais de quelques caractéristiques et d'indices, et en faire des critères pour marcher sur le chemin de la découverte et de la connaissance : un monde en transition signifie un monde dans lequel les évolutions et les événements se produisent de manière complètement imprévisible et à une vitesse incroyable ; Un monde où les évènements semblent pour la plupart imprévisibles et incroyables, surtout dans une telle période et dans un tel laps de temps.

Est-ce que le sens et la direction des évolutions et de ce processus en voie de transition, est porteur d'espoir quant à la naissance d'un monde meilleur ? Est-ce que grâce à toutes les découvertes et nouveautés technologiques et scientifiques, ce nouveau monde laisse présager un avenir agréable, de paix et de bonheur, marqué par le développement et la justice ? Ou est-ce que ce monde de demain sera, même en comparaison avec les décennies passées pleines de mutations, un monde encore plus pauvre et inéquitable, où aucune attention ne sera prêtée ni à la justice, ni aux droits de l'homme ? Certes, on peut trouver la réponse dans notre imagination. On peut, grâce à une compréhension précise de l'évolution des sociétés humaines, dessiner une image optimiste et idyllique de l'avenir ou, au contraire, en s'inspirant des exemples actuels aux quatre coins de la planète, proposer une image pessimiste, mais réaliste, d'un monde en recul.

Conformément à l'Histoire, aux documents et preuves existant, à aucun stade de l'histoire de la civilisation humaine, nous n'avons été témoins d'un tel niveau de l'évolution de la science, des technologies, ainsi que des acquis humains sans précédents. De tels acquis étaient tout simplement impensables pour les générations précédentes. À la lumière des sciences, des technologies et de la connaissance, la vitesse des mutations et des communications représente en soit l'un des acquis les plus importants de l'être humain, au-delà de l'esprit et de la curiosité des intellectuels et savants qui ont consacré leur vie au perfectionnement de ce processus, de notre monde ; en dépit de ses complexités et caractéristiques apparentes ou cachées, ce dernier est dans une large mesure dans l'incapacité d'appréhender de manière précise et maximale ce qu'il aura en face de lui.

Dans le monde bipolaire ou la période de la guerre froide voire même après cette période, la plupart des processus mondiaux étaient parfaitement connus et prévisibles et admissibles. Il suffisait d'avoir une connaissance approfondie par rapport aux grandes puissances mondiales et une connaissance normale des idéologies en cours, régnant sur le monde. Dès lors, de nombreuses actions et réactions au niveau mondial pouvaient être analysées et devenaient prévisibles. Or, dans le monde

d'aujourd'hui, dont le multilatéralisme demeure l'une des caractéristiques, les évènements s'enchaînent de manière non approfondie et même pas de manière unilatérale, mais de façon complètement illogique et la vitesse des évolutions et les changements de forme des politiques et des attitudes des néo-politiciens qui dominent sur un grand nombre de pays du monde, l'arrivée en force de spécialistes et d'experts avec leurs instruments scientifiques, ainsi que la société civile et les médias – dont chacun considérant son essence particulière peut-être soit de nature multilatérale, ou au contraire influencée par les puissances totalitaires, prendre une direction unilatérale et aller dans le sens de la domination et du pouvoir. Tous ces facteurs ont entraîné dans l'ensemble des dimensions, une forme d'anarchie intellectuelle et pratique, comme si tous ces éléments étaient alignés les uns contre les autres, parfois de manière pacifique, pour une lutte sans répit dans une grande bataille.

Sans aucun préjugé ou jugement émotif lié à l'environnement, observez l'Amérique d'aujourd'hui et son Président et tout ce qui est évoqué chaque jour comme politique, ou action, ou ordonnance. Regardez la situation d'aujourd'hui dans l'Amérique du Président Trump, et la situation de ses prédécesseurs. Observez les luttes sans cesse et sans fin, les destitutions et nominations successives au niveau des responsables et autorités américains, ainsi que l'absence d'un système administratif à l'instar de ce qui était envisagé au cours d'un passé pas si lointain. Regardons les violations successives des engagements d'une Amérique qui agit seule sur la scène internationale dans la confrontation avec les organisations internationales, qui pourtant symbolisent des exemples du processus de perfectionnement et de l'évolution des sociétés humaines en vue de trouver des bases communes au niveau des fondements humains et civilisationnels, pour faire éloigner les spectres de la guerre, de la famine, de la pauvreté, et de l'injustice.

Regardons d'abord « ce qui est » (et qui d'ailleurs « pourrait demeurer ») à savoir la pandémie de Coronavirus. Peut-être dans la période actuelle, l'on aurait pu penser que l'apparition d'une telle épidémie et ses dégâts humains et le nombre de décès qu'elle a engendré, allaient surtout toucher les sociétés peuplées et pauvres à travers le monde, or voilà que l'on voit les USA - qui se prétendent supérieurs au sein d'un monde qu'ils souhaitent unilatéral - sont eux-mêmes gravement touchés par ce virus inconnu et sont dans l'observation. Les exemples sont multiples, les antagonismes et les désordres beaucoup plus nombreux que ce qu'on pourrait imaginer.

L'Europe, quant à elle, a ses propres potentiels, capacités et soutiens, ainsi que ses propres difficultés et faiblesses. Le Moyen-Orient, la Russie, l'Afrique, le Golfe persique, l'Asie du Sud, la Chine, les Balkans, le Caucase, et l'Asie ; chacun avec des milliers de facteurs identiques, ou contradictoires, ou opposés, se trouve aligné l'un contre l'autre, mettant le temps et l'espace au défi. Voilà qui était tout simplement impossible à imaginer à l'époque de l'effondrement de l'Union soviétique, ou de la convergence européenne, ou de l'annihilation de l'Armée rouge et de la sortie de l'Union soviétique de l'Europe de l'Est, ou d'autres points du globe. Le monde avance à une grande vitesse. Vers où ? De quelle manière ? Vers quelle destination ? Soyons encore patients. Nous avons encore du temps.

Geopragma : Comment la politique étrangère de votre nation s'inscrit-elle dans cette réalité ? Comment vos relations évolueront-elles dans les prochaines années avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, ou encore l'Union européenne ? Qu'attendez-vous d'eux ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : L'Iran d'aujourd'hui est issu d'une histoire, d'une civilisation et d'une culture anciennes. Il est impossible de vouloir analyser l'Iran d'aujourd'hui en faisant abstraction de son passé et tout ce par quoi ce pays est passé. Celui qui voudrait porter un jugement sur l'Iran en dehors d'une telle démarche, ou souhaiterait imaginer ce que sera le lendemain de ce pays, commettrait une faute irréparable. Certes, cela n'est nullement propre à l'Iran. En effet, dans le cas de nombreuses sociétés à travers le monde qui sont les héritières d'une culture, civilisation, histoire ou géographie spécifiques, il est impossible de dessiner les évènements d'aujourd'hui ou de demain de manière distincte sans regarder vers leur passé.
En Iran, avec la Révolution de 1979 - qui a été la continuation de la Révolution constitutionnelle de 1906 et de l'instauration d'un Parlement et l'obtention d'une Constitution (en tant que premier pays de sa région à s'en doter) - dont l'objectif était d'instaurer une société démocratique tout en préservant ses valeurs historiques et domestiques, ce pays est entré dans un nouvel espace en particulier dans la région du Moyen-Orient qui, loin de la démocratie et de la liberté, souffre de l'existence de dictatures.
Le slogan de la Révolution fut « Liberté et Indépendance », puis la détermination du type de gouvernement et sa transformation de Royauté en République furent le résultat du vote populaire. Les USA en tant que premier soutien du pouvoir en place avant la Révolution, ont commencé à ne pas admettre la nouvelle situation en Iran et ont cherché à détruire la Révolution qui bénéficiait du soutien de la société iranienne. L'intensité des animosités et les sentiments anti-américains des Iraniens et la violence du gouvernement américain de l'époque qui voulait retrouver l'Iran comme l'un de ses satellites importants dans la région sensible du Moyen-Orient, ont rendu les antagonismes et les animosités durables et finalement avec les réactions populaires, les relations diplomatiques entre les deux pays ont été interrompues et les tensions se sont aggravées.
L'animosité du Président Reagan ne s'est pas seulement limitée à des tentatives de coups d'Etat mais elle a incité Saddam Hussein, en tant que dictateur ambitieux rêvant de devenir le héros du monde arabe, à imposer une guerre de 8 ans à l'Iran. Lors de cette guerre, l'Iran fut d'un côté et les pays de l'ouest ainsi que ceux de l'Est furent de l'autre côté. Ainsi le monde, qui dans l'ombre de la propagande américaine n'avait pas correctement saisi la Révolution iranienne et ses objectifs, a transformé l'Irak en une collection d'armes les plus perfectionnées en provenance de tous les pays et de toutes les grandes puissances militaires, contre l'Iran sans défense.
L'Iran devait résister, y compris du point de vue politique, culturel et historique car dans le passé, les guerres entre l'Iran et la Russie avaient privé l'Iran d'une partie importante de son territoire (près de 17 villes) conformément aux traités de Golestan et de Turkmanchaï. L'Iran devait demeurer, sans perdre ne serait-ce qu'un centimètre de son territoire au profit de l'agresseur. La guerre s'est enfin achevée avec la reconnaissance de Saddam Hussein comme l'agresseur, conformément à la résolution 598 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies. Or, ce dictateur surarmé et ivre de pouvoir

et du soutien d'un certain nombre de pays, n'avait pas d'autres options que d'emprunter un autre chemin. Aussi il s'est dirigé vers le Koweït et l'a envahi en 24 heures. Il vida ainsi la trésorerie koweïtienne et prenant possession des richesses du peuple et des émirs du Koweït. A la suite de cette agression, une grande partie du monde a enfin ouvert ses yeux fermés. Dès lors, ceux qui ne « savaient pas », ont commencé à savoir et ceux qui savaient, se sont rendu compte qu'il n'était plus possible d'apporter leur soutien. C'est ainsi que la Ière Guerre du Golfe persique a été déclenchée.

Saddam a emprunté un chemin qui finalement a fait de lui, de son peuple et de la région, les victimes des griffes militaires et politiques des USA. Les USA qui, depuis leur invasion de l'Afghanistan, ont étendu leur présence dans cette région sensible du monde, ont ainsi privé, et ce jusqu'à aujourd'hui, la région de la paix, de la stabilité, du développement économique, et le monde de la sécurité. L'extrémisme et la violence se sont développés et tous les pays, chacun d'une certaine façon, a gouté au goût amer du terrorisme aveugle et des extrémistes provoqués et leurs affiliés. Ainsi le monde a été plongé dans les souffrances et les inquiétudes.

L'Iran est un pays avec une culture et une civilisation anciennes, avec une population de plus de 80 millions d'habitants et un niveau d'éducation élevé de sa population, tout en continuant sa croissance et son développement. C'est un pays avec une expérience parlementaire et électorale ancienne qui a été le berceau de nombreux savants et intellectuels qui à différentes périodes ont eu une grande influence sur la scène mondiale. Du point de vue historique et géographique, en particulier au cours des deux derniers siècles, l'Iran n'a jamais attaqué aucun autre pays mais a été souvent l'objet d'attaques de la part d'autres pays. La position géostratégique de l'Iran est exceptionnelle dans cette région sensible et stratégique du golfe Persique. Entre l'Asie et l'Europe, il se situe au niveau d'un passage vital pour le monde, et avec des richesses gigantesques dans son sous-sol. Les Iraniens ont été et seront toujours un peuple pacifique.

La politique étrangère de l'Iran après la Révolution était basée sur l'éloignement des puissances de l'Ouest et de l'Est. L'absence de dépendance envers l'Union soviétique ou les Etats-Unis n'a jamais signifié l'absence de relations. Ce message signifiait le désir d'indépendance de l'Iran. Dès le départ, l'Iran a intégré le mouvement des non-alignés, mouvement qui, en dépit de son existence, a perdu de son efficacité et sa capacité premières et internationales dans le cadre des évolutions du monde pour des raisons internationales.

L'Iran n'a jamais eu et n'aura jamais d'animosité spécifique avec aucun peuple ou pays. Le problème entre l'Iran et les USA, réside uniquement dans le problème de l'Iran avec la politique étrangère des dirigeants américains. Une telle situation peut également exister en France, en Allemagne, en Inde, en Chine, en Italie et en Espagne. L'Iran demande l'indépendance, la liberté et le respect de son intégrité territoriale et de sa souveraineté nationale par les autres pays. Conformément à la Constitution iranienne, l'Iran n'a pas le droit d'intervenir dans la politique intérieure d'autres pays et ne permet pas non plus à d'autres pays de s'ingérer dans ses affaires intérieures.

À condition que l'indépendance iranienne ainsi que sa souveraineté nationale soient reconnues par les USA et que ce pays ne s'ingère plus dans nos affaires intérieures, l'Iran pourrait également entretenir une relation équilibrée avec ce pays. Néanmoins pour les USA et leurs dirigeants, en particulier pour

le Président Trump, ce phénomène que vous connaissez mieux que nous en Europe, cela ne sera pas aisé.

Les USA devront renoncer à leur expansionnisme, leur militarisme, et l'utilisation de la guerre et de la violence. Ils devront favoriser le terrain pour établir la confiance. Cette confiance disparue et ce mur d'absence de confiance qui se rehausse de jour en jour. Or, cela relève de la volonté américaine. L'Iran souhaite la paix, la sécurité et la stabilité dans l'ensemble de la région et dans le monde. Une région libérée de la violence, de la guerre, de l'extrémisme et du terrorisme serait un univers agréable pour les Iraniens qui doivent penser à leur développement économique et au confort du peuple.

Les relations entre l'Iran et la Chine, la Russie, les pays asiatiques, les pays d'Amérique latine et les pays européens, représentent des relations conventionnelles. Du point de vue historique politique, économique, technologique et commercial, l'Europe pourrait être un pôle très important aux yeux de l'Iran. Les élites iraniennes sont venues en France il y a plus d'un siècle et après avoir suivi des enseignements scientifiques, sont rentrées en Iran et ont été à l'origine de grands services rendus à l'Iran.

A la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, et à une époque où l'on parlait d'un monde multipolaire, où l'Europe aurait pu, en tant que puissance économique, voire même politique, représenter un nouvel axe sur la scène mondiale, l'Iran a investi dans l'Europe. Or, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, ce qui avait été imaginé ne s'est pas concrétisé. Le désir américain de réclamer toujours plus, les leviers de pression que représentent les banques, l'argent et les monopoles américains, ont toujours empêché une coopération étendue entre l'Iran et l'Europe. De plus, les USA ont toujours considéré l'Europe comme leur sérieux concurrent.

Après les négociations nucléaires entre l'Iran et le groupe de pays dit du 5+1, les efforts de la troïka européenne et l'obtention d'un compromis international (JCPOA) basé sur la résolution 2231, l'arrivée au pouvoir du Président Trump a signé le début d'une action américaine sur la scène internationale marqué par l'unilatéralisme. Les efforts américains sont faits dans le but d'une domination totale : leur sortie du JCPOA et la remise en place par les USA de leurs sanctions unilatérales et injustes contre l'Iran, et leur contrôle des leviers financiers et bancaires, ainsi que leurs monopoles et contrôles des communications. Ils ont imposé à l'Europe leurs sanctions contre l'Iran. Malheureusement le monde n'était pas en mesure de s'y opposer et l'Europe non plus n'a pas réussi à résister face à ce phénomène et au fait que les USA en demandent toujours plus. L'Iran estime qu'en regardant la géographie du Moyen-Orient, de l'Asie de l'Ouest et du continent européen, et avec une meilleure compréhension de la région du Moyen-Orient par l'Europe, une Europe indépendante et puissante pourrait représenter une région de gravité et une puissance régionale en vue d'assurer l'équilibre et préserver la paix et la sécurité mondiales sur la base de l'histoire et de la géographie de ces deux coins du monde. Or malheureusement les expériences passées prouvent que nous sommes très éloignés d'un tel idéal.

Les relations actuelles de l'Iran avec la Russie, en tant que voisin au niveau de la Mer Caspienne, et avec la Chine, bénéficient d'un développement croissant dans l'ensemble des domaines, et possèdent le potentiel nécessaire pour davantage de développement stratégique, que ce soit dans le domaine des

coopérations bilatérales ou que ce soit au niveau régional et mondial. Et nous avancerons dans cette direction. L'Iran représente également un pays important et stratégique pour ces deux puissances.
Avec l'Union européenne, et en particulier l'ancienne Europe, il existe des potentiels développés d'ordre économique, commercial, scientifique et technologique. Certes avec la nouvelle Europe, il existe également de bonnes relations. Un pays tel que la France, avec son histoire, sa culture ancienne, les hauts et les bas que ce pays a subis au cours des derniers siècles et de ses effets collatéraux en Europe et dans des parties du monde, pouvait, peut et doit être l'un des partenaires de l'Iran sur le chemin du développement futur. Le poids et la place historique de la France implique que ce pays parvienne à des décisions stratégiques, dans un environnement réaliste et loin des inductions des opposants traditionnels aux relations franco-iraniennes. Sans aucun doute, et surtout sur le moyen et long terme, un Iran puissant, qui recherche la paix, la stabilité et la sécurité au niveau régional et international, en compagnie de la France, qui a eu une présence ancienne dans certains pays de la région, pourront s'approcher d'une coopération commune dans l'ensemble des domaines. Sans doute, que ce soit dans le passé, aujourd'hui ou demain, il y en a qui ne souhaitent pas ce type de relation équilibrée, fondée sur le respect et la coopération réciproque. Les intérêts communs bilatéraux issus de l'histoire, des points communs, de la civilisation et de la géographie particulière des deux pays, rendront tôt ou tard une telle coopération indispensable. Bien évidemment les relations sont toujours à double sens et jamais aucune voie en sens unique ne peut apporter le développement.

Geopragma : Quels sont pour vous des axes d'alliance(s) à venir ? Et quid de vos « adversaires », « concurrents » ou « partenaires » ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : Au cours de la guerre imposée pendant 8 années par Saddam Hussein à l'Iran, la Syrie fut l'un des rares pays à soutenir l'Iran dans la mesure de ses capacités. Après la présence de Daech et des terroristes extrémistes (terroristes extrémistes créés et exportés par procuration sous la direction et la majorité du groupe Daech) qui cherchaient à destituer un gouvernement en place, à la suite des demandes officielles adressées par le gouvernement syrien à l'Iran pour le soutien et l'aide des conseillers militaires iraniens, L'Iran a commencé à apporter son aide. De même le gouvernement syrien a également réclamé l'aide du gouvernement russe. Les autres pays entrés sur le sol syrien sans l'autorisation et la demande du gouvernement syrien, ont ignoré toutes les règles et tous les principes internationaux. L'Iran a ainsi débuté une lutte acharnée contre les terroristes dans l'ensemble de la région, que ce soit en Irak, en Syrie, au Kurdistan ou dans les zones frontalières de l'Iran, et dans une action coordonnée avec les gouvernements syrien et russe. Ceci a réussi à porter des coups fatals aux terroristes qui en dehors de la Syrie et de l'Irak, allaient également entreprendre des actions irréparables sur le sol européen et dans d'autres pays. Heureusement, une grande partie des terroristes a été chassée de ces régions et la majeure partie du territoire syrien a été libérée grâce à la résistance du peuple syrien et des forces de défense de ce pays.
Nous estimons que l'avenir de la Syrie doit être déterminé par le peuple syrien et il s'agit là d'un principe important et à part le peuple syrien, aucun autre pays ou groupe ne dispose du droit de

s'ingérer dans les affaires syriennes. La guerre et la violence ne sont pas les solutions finales en Syrie et la solution finale sera obtenue sur la base du choix du peuple syrien et via les urnes.
Dans ce cadre, trois pays – l'Iran, la Turquie et la Russie – ont mis en place une coopération et coordination sans précédent intitulées « le processus d'Astana » et par le biais de réunions multiples au niveau des ministres et des chefs d'Etat des trois pays, ces derniers ont réussi à accomplir des actions importantes en vue d'assurer la paix et la sécurité, tout en empêchant le développement de Daech. Jusqu'à maintenant le seul processus réussi de paix est celui d'Astana et nous espérons qu'après le recul relatif de la question du Coronavirus, le sommet des trois chefs d'Etat puisse être organisé.
Dans un cadre équitable, je ne nie pas que tous les pays et que tous les peuples ont leur propre place, ainsi que leurs demandes spécifiques. Il est possible de les observer en tant que « défense des intérêts nationaux » et « défense des principes et cadres connus au niveau international ». Aussi, dans le cadre du processus d'Astana, l'Iran, la Turquie et la Russie, en dépit des points communs, pourraient également avoir des différences de point vue dans différents domaines. Il s'agit là d'un sujet parfaitement normal et réaliste. Prétendre le contraire ne serait qu'un slogan et il serait loin de la vérité.
Dans la Syrie indépendante de demain, qui sera en reconstruction et dans la phase de passage à travers les destructions d'aujourd'hui, nous pourrons tous, de façon démocratique et dans le cadre d'une concurrence économique et commerciale, voire dans le cadre d'une coopération bilatérale ou trilatérale, avoir des coopérations économiques en Syrie. La coopération et la patience représentent des conditions essentielles, et l'on peut les qualifier de « concurrence » ou de « coopération ». Mais ce qui compte est la reconstruction de la Syrie afin que le peuple déshérité de ce pays, ayant souffert, en reprenne le chemin du développement et du confort.

Geopragma : Quels sont vos principaux enjeux énergétiques, économiques, environnementaux et numériques à court et moyen termes ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : L'histoire et le monde ont connu des crises, des fléaux et des épidémies diverses dans des dimensions inimaginables, avec des millions de morts en absence des sciences médicales, et de tout système de gestion de santé moderne et centralisé. Le tout dans une situation de pauvreté et en l'absence de moyens de communication, etc. À première vue, le Coronavirus peut être similaire à ces précédentes épidémies. Or, cela n'est pas le cas et ne le sera pas. Le Coronavirus est bien différent et il faut l'analyser et l'évaluer avec un regard plein de curiosité, dans le cadre des évolutions du monde d'aujourd'hui et de ses spécificités, et non pas au regard du monde d'hier.
Le Coronavirus n'était pas un rêve et un chapitre des Mille et Une Nuits. Il ne s'agissait pas non plus d'une imagination. Il s'agit d'une réalité difficile et grave à laquelle tous les pays devaient, qu'ils le veuillent ou non, s'adapter. Ce fléau s'est ainsi imposé, un par un, et de manière inimaginable, à tous les pays et à la communauté mondiale. Et pour la première fois dans un monde où la plupart des secteurs sociaux, politiques, économiques, commerciaux, ou de transport, ainsi que le cycle de production n'avaient jamais été interrompus, le moteur de l'économie s'est arrêté.

Pour la toute première fois, les mosquées, les temples, les églises, les synagogues, les lieux de cultes, le Vatican, la Kaaba, les prières collectives, les restaurants, les cafés, les cinémas, les théâtres, les centres culturels… ont été fermés pour une longue période. Les lieux qui étaient restés ouverts même pendant les Grandes Guerres, ont été fermés et en parallèle, une période longue de confinement à domicile dans de nombreux pays et dans de multiples secteurs d'activité a été mise en place.

Étudier et analyser les effets politiques, économiques et sociaux du Coronavirus sur la scène nationale et internationale dépend de la manière dont nous imaginons la fin de cette affaire et surtout quand nous prévoyons cette fin. En effet, aucun politicien ou médecin, ou même organisation internationale n'a encore pronostiqué que l'on se trouvait à la fin de cette épidémie. Aussi, si nous voulons avoir un regard global sur les effets du Coronavirus à travers le monde, il est primordial de connaître précisément le point final et la date de la libération de l'être humain de cette pandémie. Or cette question n'est connue de personne et toutes les possibilités et probabilités demeurent. Ce qui est certain est que le monde se trouve au début d'une route inconnue.

Avec le Coronavirus, la question de la mondialisation et la situation actuelle du monde dans le domaine des relations et des échanges, quelle que soit sa forme, fait face à une révision et un véritable test. En Europe, jusqu'à maintenant, parler d'un effondrement de l'Union européenne serait complètement erroné et exagéré. Or il se pourrait que le résultat d'une tempête de réflexion aboutisse finalement à la nécessité d'une réattribution des compétences et capacités aux souverainetés nationales et aux pays membres, tout en préservant l'Union européenne. Sans aucun doute, l'UE pense à une relecture et révision de grande ampleur. L'UE, connaissant ce qu'est le coronavirus, comment il est arrivé et pourquoi il est arrivé, est probablement consciente d'une réalité : il existe des insuffisances dans le type et la gestion de la démocratie et du libéralisme économique dominant en Europe et, pour emprunter un chemin plus adéquat, il n'est pas possible de tout lier aux quatre coins de la planète. Autrement dit, ce que le Président américain, sur la base de ses habitudes inchangeables, a accompli en vue de faire peser ses propres difficultés sur d'autres. L'Europe a toujours souhaité représenter une voix différente. Savoir si l'Europe a réussi ou pas, est une autre question. Dans de nombreux secteurs, l'ensemble européen a réussi des acquis extraordinaires aux côtés des défis gigantesques. Depuis le tout début jusqu'à maintenant, pas après pas, des acquis ont été obtenus tels que la concrétisation de l'euro, les accords de Schengen, etc... Or, dans le domaine de la lutte contre les fléaux et contre des ennemis tels que le Coronavirus de manière collective, l'Europe n'a jamais entrepris d'action d'envergure qui soit digne de l'étendue de l'UE et d'ailleurs, l'Europe n'avait pas non plus imaginé que ce type de fléau pourrait apparaître à l'époque moderne. Certainement, la mise en place de réseaux intégrés sur des sujets tels que la sécurité ou la prévention, devrait, parallèlement à la question d'une armée européenne, être évoquée.

Les USA, après les négations de départ et le refus de prendre au sérieux le danger, occupent aujourd'hui la première place par le nombre de victimes et de malades de Coronavirus et le peuple innocent de ce pays est devenu victime des erreurs du Président Trump. Les USA qui prétendent représenter le pouvoir au niveau international, et assurer la sécurité du monde, se trouvent dans une position extrêmement délicate du point de vue du prestige et du nombre de victimes, alors qu'au lendemain de la Seconde

Guerre mondiale, avec le plan Marshall, ce pays était devenu le soutien de la plupart des pays européens.
Quant à la Chine, cette dernière avait réussi au cours des dernières décennies, avec sagesse et grâce aux structures nouvelles du monde, à la mondialisation et au principe des avantages compétitifs, à provoquer les délocalisations d'une partie importante de la production mondiale vers elle. Après une gestion relative du Covid-19, la Chine, dans le cadre d'une politique définie et spécifique, a réussi à devenir un sauveur sur la scène internationale, à prendre un élan face aux autres pays, et à amener tous les pays à faire la queue pour obtenir des produits devenus rares sur le marché, que ce soit des kits de laboratoire ou des masques de protection. Au cours de cette période, la Chine n'a jamais arrêté ses achats de pétrole et il semble que ce pays procède aux planifications nécessaires en vue d'assurer ses intérêts nationaux et de rehausser le niveau de son économie. Pour cela, elle remet en activité ses usines et lance les allers et venues au niveau de ses villes qui étaient en crise hier, ce qui fait en sorte que le nom de Chine soit toujours en tête de l'actualité. Avec le Coronavirus, la Chine a réussi d'une manière incroyable à arriver au cœur des questions importantes au niveau international, en particulier au niveau des relations économiques, même politiques et au niveau de l'équilibre des forces. Néanmoins la Chine sera soumise à de sérieuses crises économiques car une partie de l'économie de ce pays est liée aux circonstances mondiales, en Europe, aux USA, ainsi que dans les pays du tiers monde. Il semble que dans un futur plus ou moins proche, la compétition ainsi que des tensions sévères feront rage entre la Chine et les USA, et peut-être même dans certaines circonstances entre la Chine et l'Europe, et ceci largement plus que dans le passé.
Le monde entre dans une période d'instabilité, de stagnation, et de tension. La part de chaque continent et de région sera probablement différente en fonction de ses bénéfices et degré d'imbrication dans l'économie mondiale. Les pays producteurs et exportateurs du pétrole feront face à des déficits budgétaires et la faiblesse chronique de leur économie pour de nombreuses années. Sans aucun doute, si ces économies sont laissées à leur situation, il faudra que ces pays prennent une nouvelle décision stratégique. Quel niveau des ressources de pays tels que l'Arabie Saoudite ou autre, pourra être consacré à des achats d'armes ? Selon les experts, les USA auront besoin de cinq années pour revenir à la situation économique d'avant le Coronavirus. En revanche, un pays tel que l'Iran, qui depuis de nombreuses années est soumis aux pires sanctions des USA et de l'Europe, a été moins impacté par une économie internationale si perturbée et pourra, grâce à une planification et gestion adéquate, transformer en acquis une grande partie de ses potentiels importants.
Ainsi que tous l'ont répété, le monde d'aujourd'hui et de demain n'aura rien de commun avec le monde d'hier, et il ne retournera pas aussi facilement à son état d'avant. Le monde empruntera probablement une voie et des étapes différentes. Mais vers où et dans quelle direction ? Le monde a dû apprendre – et le virus de Covid-19 a également dû apporter cet enseignement à toutes les sociétés humaines qui tirent un orgueil de leur avancement technologique – qu'aucun sujet n'est plus important que la paix, la stabilité, le confort et la capacité à assurer la santé du corps et de l'esprit des hommes. Le monde n'est pas celui que l'on dit, et celui que l'on vit au cours des jours heureux. Le monde est rempli de lignes de rupture dangereuses et destructrices.

Ainsi que précisé dans les autres parties, en dépit de toutes les analyses optimistes ou pessimistes qui existent concernant la gestion mondiale et l'avenir des évolutions internationales, jusqu'à cet instant et peut être jusqu'à un avenir indéterminé, nous ne sommes toujours pas à même de proposer une analyse précise concernant un élément déterminant et imprévu tel que le Covid-19.
Toutes les statistiques économiques proposés par le gouvernement jusqu'à maintenant, ainsi que les prévisions présentées par les directeurs des entreprises importantes et les PMI-PME demeurent invérifiables et ne peuvent être correctement analysées. Car elles ne sont pas fondées sur la réalité. Le principe de perte d'exploitation et de stagnation économiques et de l'arrêt des cycles de production et du commerce est certain. Or, il semble qu'en vue de recevoir des aides et d'autres avantages des Etats, ou des unions professionnelles, ou des banques ou caisses financières internationales, certains n'ont pas été en mesure, ou n'ont pas souhaité présenter une évaluation précise de leurs pertes financières. Sans aucun doute, les gouvernements dans certains pays ne seront pas en mesure de remplir les vides laissés par les pertes, ni en mesure de compenser les cassures sociales ainsi provoquées. Aussi, la crise économique existera, quelle que soit sa force. Et, à la suite de cela, certainement les mêmes effets secondaires de toutes les crises économiques qui se sont produites au cours des cent dernières années à travers le monde vont resurgir avec un format largement plus catastrophique :

- Absence de confiance envers la capacité des gouvernements dans la gestion de la crise ;
- Apparition d'insuffisances et d'incapacité du système gérant l'économie et la politique internationale, dans une situation non conventionnelle et imprévue ;
- Protestations sociales et politiques provoquées par le mécontentement par rapport aux insuffisances des hommes politiques et l'absence de confiance envers leurs paroles et promesses ;
- Mouvements de contestations et le sentiment de blessure ressenti par les couches fragiles ;
- Besoin de créer des changements et modifications dans les processus et directions qui ont été choisies dans le cadre des aléas d'un monde qui se voulait totalement mondialisé : ce phénomène voit le jour de différentes manières et apparaîtra avec puissance.

Dès lors, la situation calme et provisoire actuelle, quatre mois après l'apparition de la tragédie du Covid ne doit pas pousser les politiciens et les économistes ou les sociologues vers une direction irréaliste, et les éloigner de ce qui pourrait recommencer à nouveau après la tragédie.
Les différentes sociétés humaines sont encore effrayées d'avoir été témoins de la mort des milliers de personnes en dépit de leurs visions et croyances préalables, et aujourd'hui elles bénéficient des injections financières et des réserves des Etats et des entreprises. Elles sont toujours dans la crainte de la mort et d'un retour encore plus fulgurant du Covid-19. Au sein de la société, les hommes et les femmes goûtent à nouveau à une partie de cette vie dont ils avaient l'habitude avant la pandémie de Coronavirus et sont enchantés de pouvoir revenir se balader dans les rues et profiter du soleil estival dans les cafés et restaurants ou sur une partie des plages. Or, tôt ou tard, ce sommeil s'achèvera et la société devra faire face aux réalités pratiques : de ce que les gens n'avaient pas hier, ou les manques

ressentis d'aujourd'hui avec une profonde crainte, ainsi que toutes les demandes et envies qui ont été insatisfaites.

Le seul espoir des hommes et des femmes au sein de nos sociétés, est qu'à la 90ème minute de ce match, la fin du jeu sifflé par des instances telles que l'Organisation mondiale de la santé, même si un tel évènement serait très heureux. Néanmoins, il représentera le début de toute une série d'événements auxquels l'homme post-moderne doit s'adapter, en dépit des dégâts subis, de ses craintes et de son incrédulité. Et si ce cycle et ce jeu continuent, en ce moment, leurs effets néfastes et destructeurs s'accroîtront de manière exponentielle et devant les yeux impuissants des habitants de notre planète, la mort débutera sa danse macabre. De plus, sous l'effet de la mondialisation et de l'interaction, ni personne ni aucun endroit sur terre ne pourra échapper aux effets de ce phénomène.

D'autres caractéristiques de ce monde seront :

- L'apparition d'une Chine puissante qui attire toutes les méfiances ;
- La Russie qui a traversé sa phase de transition après l'effondrement de l'Union soviétique apparaît comme une puissance efficace et régionale ;
- La Turquie qui, pour jouer un rôle régional plus marqué, se montre énergique ;
- L'Iran qui fait l'expérience des mesures de sanctions les plus dures connues par un pays au cours de l'Histoire et qui, en dépit de ces sanctions inédites, réussit à faire face en faisant preuve de résilience et se renforce ;
- La situation en Syrie mais aussi en Libye et au niveau de la Cisjordanie ainsi que la question palestinienne et en parallèle l'existence de pays arabes qui n'ont pas été en mesure de prendre le train des évolutions sociales et civiles et démocratiques, qui dépendent entièrement des pétrodollars et de leurs achats d'armes. Ces derniers s'avèrent incapables d'acheter la démocratie et la modernité ;
- Le rôle inédit de l'Inde et du Brésil ainsi que le rôle de nombreux pays asiatiques qui jusqu'à maintenant avaient réussi à sauver leur tête des éclats des balles tirées par différents camps ;
- L'Europe est déchirée entre différentes parties dont une partie regarde avec affection vers les USA et qui dans le cadre des décisions de l'Union européenne, dispose d'un droit de vote, aussi grand que les pays fondateurs de l'Union européenne à l'instar de la France et de l'Allemagne dans les décisions de l'Union européenne ;
- Et enfin les USA qui font face à un phénomène inédit dans leur histoire, qui a des effets très destructeurs, et qui ainsi, dans un monde où les opinions publiques sont reliées et grâce aux communications et leur vitesse sans précédents, ont bradé à bas prix leurs avoirs et acquis dans les enchères du jugement des opinions publiques. Et l'Europe, en dépit de ces évolutions et événements, et en dépit de sa monnaie unique et du miracle accompli dans la mise en œuvre d'une convergence européenne, demeure prisonnière du dollar et des investissements américains et ne peut avoir aucune action économique indépendante à l'encontre des objectifs et volontés américaines.

Par ailleurs, le monde actuel agité est en transition. Il fait face à des conditions nouvelles qui pourraient, en cas d'une simple erreur de calcul pour obtenir un profit rapide, ou d'une mauvaise interprétation qui changent les équilibres, provoquer une confrontation et un conflit généralisé. Au cours des dernières années et après la période de la Seconde Guerre mondiale, à aucun moment il n'y a eu autant de causes possibles à travers le monde pour provoquer des tensions et allumer les flammes de la confrontation.
Les USA ressentent la honte et l'humiliation sur de nombreux dossiers et événements internationaux, que ce soit l'affaire Georges Floyd ou les incidents dans le Golfe persique, ou les évolutions en Syrie et en Palestine, ou la situation économique actuelle, ou tout ce qui au nom de « Covid » a offert au monde l'image d'une Amérique inefficace. Sans aucun doute, à travers l'histoire, jamais l'humiliation des peuples et des pays n'a été remédiée rapidement ou sans coût.
Une grande partie de la planète a eu l'opportunité de profiter de ces défis pour montrer l'image réelle de ce qui doit être, alors que dans les circonstances actuelles, il n'y a plus de gestionnaire efficace et de bonne renommée.

Geopragma : Peut-on encore parler de « choc des civilisations » ou la mondialisation a-t-elle rendu ce concept obsolète ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : La mondialisation a bénéficié d'un démarrage positif, offrant une image agréable et séduisante. Nombreux ont été ceux qui se sont laissé séduire par cette mondialisation et le monde post-mondialisation. Or apparemment ce premier amour n'était pas facilement accessible, et ne le sera pas. Les évolutions des dernières années, l'absence de fondements de base dans tous les pays et régions du monde, l'existence d'inégalités industrielles, bancaires et commerciales, etc. rendent la vie avec cette belle mariée très difficile.
Des pays tels que la Chine, en comprenant la situation et en tirant profit de leurs infrastructures et puissances, et avec la planification et une vision prospective adéquates, ont réussi à tirer leur épingle du jeu. Or, les évolutions récentes et l'apparition du Président Trump et le slogan « Amérique d'abord », le retrait des USA de toutes les conventions collectives internationales, où le mouvement des USA dans cette direction, le regard tourné vers l'intérieur des USA, et en même temps le rêve d'une domination mondiale, dans un monde totalement perturbé et explosé, ainsi que l'apparition de phénomènes inédits, tels que la pandémie de coronavirus et ses effets profonds sur les structures de tous les pays, allant de la Chine à la Vieille Europe, en passant par l'Amérique du Nord et les autres pays, ont des effets psychologiques, politiques et économiques cruciaux à travers le monde. Tout ça sans oublier ni l'absence des besoins primaires des sociétés et le monopole qu'un certain nombre de pays spécifiques exercent à l'égard de ces besoins, ni les insuffisances et les négligences qui ont provoqué de désagréables surprises. Tous ces éléments amènent le monde à se poser des questions essentielles auxquelles il n'y a aucune réponse, ou du moins pas de réponses définitives.
Sans aucun doute, la mondialisation, avec la définition que l'on en connaît, n'existera plus, en tout cas pas dans ses dimensions précédentes. Et l'on fera face à un nouveau monde dont la nature dépendra

de quand et comment cette pandémie s'achèvera, si une telle fin sera réelle et durable ou si un autre virus avec des dimensions et étendues semblables, parcourra les pays.
Les cultures, à condition qu'elles soient de véritables cultures authentiques et qu'elles aient leurs racines dans les profondeurs de la terre et de l'histoire des nations, seront sans aucun doute les points de connexion, d'empathie et d'accompagnement. Ce qui provoque la confrontation, et entraîne la guerre, la violence et l'intolérance, n'est pas la « culture » ou la « civilisation », mais la version que les grandes puissances en ont donné pour dominer et contrôler autrui, par le biais des théoriciens instrumentalisés. De même que les religions abrahamiques ont toutes cherché, en cascade, à œuvrer pour le respect mutuel et l'unité dans la concorde. La guerre des religions n'a pas d'existence réelle et ce qui, au cours de l'histoire, a mis les religions et les croyants les uns face aux autres, ce sont des prétextes mensongers avec des objectifs de monopole pour exploiter le nom "sacré" des religions. Il en va de même pour les cultures et les civilisations.
En Iran, nous pensons qu'avec la pandémie de coronavirus, en dépit des sanctions américaines et du non-accès aux médicaments nécessaires et au matériel médical, grâce à la volonté et au désir du peuple iranien, nous avons été en mesure de produire et même d'exporter un certain nombre de produits. Mises à part les premières semaines où nous avons dû faire face à un manque de masques, nous avons réussi par la suite à devenir producteurs de tous les articles et en particulier des articles hospitaliers et des ventilateurs. Nous avons appris à gérer les situations difficiles. Nous espérons que la justice régnera dans le monde et que les compétitions, les sanctions et les confrontations se transformeront en coopération et en échange. Nous espérons aussi que le monde sera plus beau pour chacun de nous.

Geopragma : Quel(s) rôle(s) souhaitez-vous que la France joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ? Sinon à quelles conditions ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : La France pourra en tant que membre du Conseil de Sécurité, puissance nucléaire, économique de premier plan en comparaison avec les autres pays européens membres du G7, pays ayant joué un rôle déterminant dans de nombreuses parties de la planète dont l'Afrique du Nord, l'Afrique sub-saharienne, le Moyen Orient, et des pays tels que la Syrie, l'Irak ou le Liban, est un pays qui a des relations culturelles et historiques avec l'Iran. De plus les peuples iraniens et français sont connus pour être des peuples intellectuels et indépendantistes, et les deux pays peuvent coopérer et œuvrer ensemble pour la paix, la stabilité et la sécurité internationale. Il est important que les pays déterminent leur place dans le monde. Pour nous, il est très déplaisant que les USA sanctionnent le peuple iranien et que certains grands pays européens, en dépit de leur désir et volonté, soient contraints de sanctionner l'Iran et de se priver des bénéfices importants qu'une coopération économique équitable et réciproque pourrait apporter.
La France a été l'un des partenaires importants de l'Iran dans le cadre des négociations nucléaires, or avec la remise en place des sanctions par Mr Trump et le retrait illégal des USA de l'accord nucléaire (JCPOA), la France a été contrainte d'interrompre sa coopération économique avec l'Iran en raison des pressions de Trump et du gouvernement américain. Malheureusement, maintenant, les sanctions

américaines englobent également les produits alimentaires et les médicaments, même si les USA, eux-mêmes, ne considèrent pas ces articles comme faisant partie des sanctions et tentent via le canal financier créé par la Suisse de procéder à une forme de coopération réglementée par le biais de ce pays.
Nous accordons un immense respect envers le gouvernement et le peuple français en tant que peuple et pays historique, indépendant et ayant toujours recherché l'indépendance et ayant accepté de payer le prix fort pour conserver cette indépendance. Or, les relations doivent être sur la base du respect mutuel et sur un chemin à double sens, conformément à la volonté des deux parties.
La France et les autres grands pays européens peuvent, sur le chemin de la convergence et d'une Europe unie, porter clairement leur voix sur la scène internationale et œuvrer pour que notre monde si perturbé ne se dirige pas vers l'unilatéralisme et la domination totale d'une seule puissance. L'Europe a toujours eu cette capacité intrinsèque, et aujourd'hui elle a encore cette capacité. Au cours des dernières décennies, l'Europe s'est illustrée par des acquis multiples, tels que la création de la monnaie unique, les accords Schengen, etc. Certes, nombreux sont ceux qui ne souhaitent pas voir cette unité, convergence et puissance européenne. Or, l'intérêt du monde et de la paix mondiale impose l'existence de voix multiples et la France peut jouer le rôle du moteur de cette capacité dans le cadre de l'unité, tout en préservant son indépendance et tout en protégeant sa culture nationale.

Geopragma : Verriez-vous votre pays s'associer à la France sur une initiative ou un dossier international d'envergure ? Lequel ? Quel rôle jouerait la France aux côtés de votre pays pour régler ce dossier ou mettre en œuvre cette initiative ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : Malheureusement à cause de beaucoup de négligence, jusqu'à maintenant Monsieur Trump a réussi dans une large mesure à agir contrairement aux règles et principes internationaux, en vue de provoquer l'effondrement des conditions mondiales. Savoir ce qui se passera lors des prochaines élections présidentielles américaines, en particulier à la suite des conséquences de la pandémie de coronavirus et de l'affaire Georges Floyd, je l'ignore et j'estime qu'il n'est pas logique de vouloir prévoir ce qui se passe dans le domaine politique. Tout ce qui se passera est l'affaire du peuple américain et il est de leur droit de choisir ce qu'il souhaite et lui plaît. Néanmoins, l'Iran ne s'attendait à aucun moment à ce que, suite au retrait des USA de l'accord nucléaire, et ceci contrairement à tous les principes du droit international puisqu'il s'agit d'une violation de la résolution 2231 du Conseil de Sécurité de l'ONU et contrairement à la décision des autres partenaires de l'accord (la France, l'Allemagne, la Grande Bretagne, la Russie et la Chine) qu'en plus de la remise en place des sanctions unilatérales américaines, le Trésor américain aille jusqu'à sanctionner les entreprises allemandes ou françaises, y compris les PMI-PME, en cas de la moindre infraction par rapport aux lois extraterritoriales américaines et que les pays signataires de l'accord nucléaire (JCPOA), à l'exception de la Russie et de la Chine, refusent de continuer à coopérer avec l'Iran.
Jamais l'Iran ne s'attendait à ce que les trois pays européens, partenaires de confiance de l'Iran, lors d'un petit différend entre l'Iran et l'AIEA qui pouvait être résolu, aillent dans le sens d'une voie

inexistante et d'un labyrinthe sans fin, via une résolution contre l'Iran plutôt que d'opter pour une solution intermédiaire et tenter de résoudre le problème ou le malentendu, à la suite de la présentation de documents mensongers et sans fondement par les services d'espionnage. Il est vrai que les Iraniens sentent que l'accord nucléaire (JCPOA) ne leur a rien apporté et que leur vie est devenue largement plus difficile que par le passé. On attend de l'Europe signataire de l'accord nucléaire qu'elle remplisse le rôle d'intermédiaire et qu'elle aide à la mise en place de procédures de négociations pour résoudre les ambiguïtés, et non qu'elle recoure à des résolutions et à des procédures que les USA vont finalement instrumentaliser contre l'Iran, dans le sens de leur désir de domination planétaire.
L'Iran ne souhaite jamais des confrontations et désaccords entre l'Europe et les USA, et par principe les politiques européennes doivent être décidées par les Européens eux-mêmes. Mais il faut se rappeler le passé et le considérer comme une lumière qui éclaire le chemin de l'avenir. Il ne faut pas expérimenter à nouveau les erreurs du passé qui représentent des expériences amères, sans résultats et contraires à la paix, à la sécurité et au développement économique.

Geopragma : Quel(s) rôle(s) souhaitez-vous que l'Union européenne joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : *(Réponses apportées dans le cadre des questions précédentes)*

Geopragma : Pensez-vous que la souveraineté soit une notion dépassée ou moderne ? Et celle de peuple ? Quels sont pour vous les conditions de la cohésion nationale et ses facteurs de dilution ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : Avant la période de Covid-19 ou du moins jusqu'à mi-chemin, les efforts des pays de l'OPEP et de l'OPEP+, ainsi que d'autres pays pour gérer le marché de l'énergie ont apporté des opportunités relatives et minimales à l'économie mondiale. Or dans un avenir pas si lointain, considérant la situation de crise du monde économique et l'explosion du chômage et de l'inflation, l'équilibre précédent du marché de l'énergie et les voies de transport de l'énergie, ainsi que la sécurité de l'approvisionnement énergétique pourraient être soumis à des événements nouveaux et subir des fluctuations diverses et variées. Et en fonction des paramètres agissant sur le marché de l'énergie dans les domaines politique, économique, militaire et sécuritaire, chaque réaction pourrait être déterminée en fonction de chaque action. Or en tout état de cause, le retour vers une discipline relative telle que dans le passé ne sera pas facile.
Une concurrence acharnée et des politiques égoïstes et monopolistiques aggravent la crise de l'énergie et peuvent avoir de nouveaux effets néfastes sur le plan sécuritaire, militaire et économique. Dans la situation délicate post-crise, considérant le rôle et l'importance de l'énergie dans la vie de la communauté mondiale, ce n'est que grâce à une coopération et à une action commune entre tous les producteurs que l'on pourrait peut-être éviter l'accroissement des tensions et des défis importants et probables. L'Iran en raison des sanctions unilatérales et contraires aux règles internationales, mises en

place par la seule volonté du Président Trump, et en opposition avec la résolution 2231 du Conseil de Sécurité et le souhait des partenaires de l'Iran dans le cadre de l'accord nucléaire de 2015, a été grandement privé de ses capacités d'exportation de pétrole vers les marchés officiels. Soumis à ces pressions et vue la dépendance passée de son économie envers l'économie des hydrocarbures, et compte tenu du refus de tous les pays européens d'acheter du pétrole iranien en suivant la politique américaine, l'Iran a dirigé son économie vers une économie non pétrolière, ce qui, à court terme a créé de nombreuses difficultés pour l'économie et la vie quotidienne des Iraniens. Le gouvernement iranien doit utiliser cette période et cette opportunité pour procéder à une planification centralisée, intelligente, logique et non émotive pour réduire la dépendance iranienne envers les hydrocarbures, et créer les fondements nécessaires dans le domaine de la loi, de la sécurité des investissements et de l'utilisation des potentiels nationaux, développer une économie productrice et traverser avec succès la crise actuelle.
Après les sanctions et une fois la période actuelle passée, l'Iran doit sans aucun doute œuvrer pour investir massivement dans le domaine de la production et de l'exportation et doit tenter de reconquérir les marchés perdus lors de la période des sanctions. Dans le domaine de la pétrochimie et des produits parapétroliers, l'Iran a eu des réussites spectaculaires qui sont devenues aujourd'hui les cibles d'attaques américaines. Mais l'Iran a appris qu'il fallait éviter de vendre des produits bruts et œuvrer activement dans le sens de la création de la valeur ajoutée à partir de l'exploitation et de la production du pétrole brut. Après la fin des sanctions et le retour à une situation normale, vendre des produits bruts et dépendre des revenus pétroliers serait certainement une erreur irréparable pour l'économie iranienne. L'Iran doit pouvoir éliminer les revenus pétroliers dans le budget courant du pays afin de les consacrer uniquement aux investissements et aux secteurs énergétiques ainsi qu'aux infrastructures essentielles de l'économie du pays, concrétisant ainsi un rêve ancien de tous les Iraniens.
L'Iran en tant que réalité concrète, issue d'une civilisation ancrée dans l'histoire, avec une culture ancienne et riche de ressources naturelles, avec une population en adéquation avec son territoire, avec une jeune génération hautement éduquée, a fait face à toutes les pressions étrangères, que ce soit les huit années de guerre imposées par Saddam Hussein avec le soutien de l'Ouest et de l'Est, ou les sanctions économiques. Il s'agit d'œuvrer pour la paix, la stabilité et la sécurité en vue d'atteindre son développement et de rehausser son niveau. De plus, l'Iran se veut être aujourd'hui une puissance d'équilibre et une ancre de stabilité et de sécurité dans une région sensible de la planète.

Geopragma : Selon vous, quels sont les fondements de l'influence internationale de demain ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : Sur le court terme, la solidarité et la coopération peuvent être, non pas des titres et des mots de belle apparence, mais des principes et nécessités pour le lendemain du coronavirus. Beaucoup ont rappelé à juste titre les points négatifs du coronavirus, mais en même temps ce virus renfermait pour nous et pour les générations futures des enseignements multiples : le confinement des membres de la famille qui a amené les enfants, le mari et la femme à rester à la maison et être contraints de « se reparler ». La génération précédente et la génération actuelle,

autrement dit les parents et les enfants, qui se sont retrouvés, apprendre à abandonner les mauvaises habitudes, voire mêmes les bonnes habitudes, apprendre à acheter moins ou acheter moins par rapport aux besoins fondamentaux, l'absence d'école et le rôle des parents dans l'enseignement aux enfants, s'adonner à des activités profitables (ou pas), renforcer sa créativité, supporter le temps qui passe et accepter de se retrouver « en prison pour quelques mois », ressentir la peur de la mort, se préoccuper de sa propre santé et surtout de celle de ses proches, admettre que sa propre santé est celle des autres et vice versa, faire face à l'absence des moyens vitaux tels que les masques de protection ou les produits désinfectants, reconnaître la valeur des cadres de santé, accepter l'impossibilité de voyager et de se déplacer et même de revoir ses amis et de se réunir avec eux, vivre sans les cinémas, les parcs et les musées et en un mot, vivre sans les moyens de distraction, ne plus pouvoir se rendre dans des clubs sportifs, et finalement supporter d'être privé de tout ce qu'on aimait et auxquels on était attachés. Sans aucun doute, après avoir vécu une telle période, l'être humain est amené à mieux apprécier la valeur de la santé, de la tranquillité, de l'empathie, de la solidarité et de l'échange avec la famille.

Certes, les difficultés économiques, le chômage, le stress, la dépression, les conflits familiaux, les violences familiales, etc. font partie des dizaines d'autres méfaits dans le domaine de l'économie globale ainsi qu'au niveau national. Finalement, les Etats développés et leurs peuples, ont pris conscience que ce qu'ils voyaient et entendaient, pourrait facilement cesser d'exister.

L'impossibilité de trouver un masque de protection ou un petit flacon de gel hydro-alcoolique dans un monde industrialisé, a d'abord fait effondrer la confiance des peuples. Cette question essentielle, représentait aux yeux des peuples et des Etats, un chemin qu'il fallait parcourir. Procéder à une véritable introspection dans différents domaines, et ne plus tout confier aux autres pays dans le cadre d'un processus de mondialisation pour faire des économies d'argent, voilà des défis importants et le point tournant dans la détermination du chemin futur des peuples et des gouvernements.

Quand une pénurie des masques de protection menaçait de nombreux pays, certains spécialistes ont déclaré qu'il ne servait à rien de porter un masque. Or, plus tard l'on apprend que le masque demeure l'élément de protection le plus important. De même, concernant le type de médicaments à utiliser, et la communication des entreprises pharmaceutiques, les citoyens du monde se demanderont comment reconstituer la confiance perdue. Je n'accuse aucun gouvernement, et ne considère aucun gouvernement comme coupable ; tout demeure le résultat des évolutions des dernières décennies et de l'interprétation des citoyens du monde d'une vie meilleure avec plus de confort tout en rendant les produits plus économiques et faire des économies financières. La mission du coronavirus était de nous rappeler, à nous et à tous ceux de notre génération, l'existence des impasses historiques afin que nous soyons amenés à réfléchir vers quoi nous nous dirigeons et comment.

À la lumière de la mondialisation, de la division internationale du travail et de la recherche du profit, de nombreux pays et entreprises sur la scène mondiale, vu le degré de confiance erroné qu'ils pensaient avoir atteint, avaient délocalisé de nombreux produits stratégiques dans de multiples secteurs, y compris des produits médicaux, vers de nouveaux marchés et vers d'autres pays. Avec cette crise sanitaire, les pays ont ressenti durement cette solitude et cette absence de moyens et l'ont également payé très cher.

En Europe, depuis la mise en œuvre des accords de Schengen, jamais les frontières n'étaient restées aussi longtemps fermées de manière aussi sérieuse, la séparation entre les pays et la remise en place des postes de contrôle frontaliers a été expérimentée à nouveau.
Peut-être le regard ou la vision des partis politiques intermédiaires en Europe convergent vers des positions communes sur un certain nombre de questions et de prises de position brûlantes et sensibles. Ceux qui avec le processus de la mondialisation se rendent compte de ce qui se passe aujourd'hui, observent que des politiciens, ne partageant pas leurs points de vue, parlent également désormais de l'indépendance de production nationale et de la nécessité de relocaliser, du moins en ce qui concerne un certain nombre de produits spécifiques et stratégiques.

Geopragma : Que pensez-vous de l'invocation de valeurs et de principes moraux en matière internationale ?

Ambassade de la République islamique d'Iran : Le monde d'aujourd'hui ressemble moins au monde d'hier, et à la suite de toutes ces évolutions spectaculaires, le monde de demain sera certainement bien différent. De même, l'homme de demain ne ressemblera pas à l'homme d'hier avec tous ses sentiments et toutes ses anciennes émotions. Les évolutions, la technologie, les maux, les crises, les guerres et les injustices dans un monde bruyant qui se caractérise par la vitesse des évolutions modifient lourdement nos émotions et tendances intérieures ainsi que notre humanité. Les dirigeants du monde, à l'instar de tous les hommes, voient leurs regards et idéaux changer d'autant plus. Dans un passé pas si lointain, un roi ou un Premier Ministre qui partaient à la chasse ou en promenade aux environs de sa ville ou dans une région de son pays, était rarement au courant de ce qui se passait dans la capitale de manière immédiate et il se pouvait qu'à son retour à la tombée de la nuit, il ait perdu sa couronne et son pouvoir ou que des nouvelles bonnes ou mauvaises l'attendent. Tout dépendait de son destin et de sa chance.
Aujourd'hui avant même qu'une assistante ou un directeur du cabinet transmette une information sensible, un dirigeant animé par la curiosité, aurait déjà reçu l'information par d'autres biais. Il n'y a plus rien à cacher et si les actions adéquates ne sont pas menées en fonction des événements, cela dépend des scénarios et des visions du dirigeant en question.
Dès lors, pas seulement pour cette raison mais pour des dizaines de raisons, les dirigeants dans le monde actuel sont bien différents de leurs prédécesseurs, que ce soit par leur expérience, par leur action ou par la vitesse de leur prise de décision et action.
Nos prédécesseurs devaient rechercher l'information parmi un ensemble limité et devaient arriver à une décision à force d'analyse et d'interprétation, et devaient de même accepter la responsabilité des conséquences de leurs décisions. Or, il semble que le monde perturbé et rapide d'aujourd'hui n'admette plus ce type de dirigeants, et la multiplication des domaines de compétences et la spécialisation qui y est liée, distinguent notre époque et nous distinguent. Le rôle de la diplomatie et des médias etc. ne ressemble plus à leur rôle d'hier et le monde va dans le sens de faire l'apprentissage d'un nouveau regard et d'une nouvelle vision. Probablement dans notre monde social et civil, la

pandémie de coronavirus fut la blessure grave qui modifiera profondément les structures du monde telles qu'elles existaient.

Geopragma : Vous pouvez désormais aborder un sujet libre.

Ambassade de la République islamique d'Iran : Nombreux sont les habitants de notre planète qui, quelles que soient leurs couches sociales, qu'ils soient issus des couches populaires ou de l'élite, compte tenu de leur connaissance de l'histoire du monde, n'ont jamais eu de visions positives à l'égard de la politique et des politiciens. Que cette interprétation et vision soient ou pas en correspondance avec les vérités et les événements inscrits avant d'avoir été transmis à la nouvelle génération, cela n'a que peu d'importance sur les conclusions. L'histoire demeure l'évocation des injustices, des oppressions, des doubles standards, des guerres et des massacres sans raison. Et elle est longue sur la base des décisions erronées, des désirs et des envies de certains dirigeants, qui ont privé les hommes de la liberté, du confort, de la paix et de la sécurité. Une telle interprétation n'est nullement sans fondement ou imaginaire. À travers les écrits des historiens, on observe la répétition du passé. L'histoire est remplie de tragédies horribles dont les fondements sont l'absence d'éthique, l'absence de justice, l'absence d'humanité et l'absence de pensée. En dépit de toutes les évolutions fondamentales dans le domaine des sciences, des technologies et des communications et l'apparition de toutes les formes d'écoles de pensée philosophique, éthique, et la présentation de beaux idéaux et visions humaines, au nom de ces mêmes écoles de pensée et de penseurs et philosophes, des rivières de sang ont été versées à travers le monde. La politique n'est toujours pas en correspondance avec l'éthique. Certes la démocratie, la transparence, la présence renforcée des médias et des moyens de communication dans l'époque actuelle pourraient représenter un instrument de contrôle face aux contrastes politiques et éthiques, en vue de contrôler les politiques. Néanmoins de manière intrinsèque, la politique dans son sens commun sera en opposition avec l'éthique, dans son sens ultime. Dès lors, la démocratie, et le contrôle puissant des médias et surtout le regard des sociétés et de l'opinion publique pourraient peut-être dans la limite du possible rendre la « politique » plus « humaine ».

Etats-Unis Mexicains

Le 1er juillet 2019

Ambassade des Etats-Unis Mexicains en France
Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Juan Manuel Gómez-Robledo, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de la République Française
Monsieur Jesús Cisneros, Chargé des affaires politiques et multilatérales

L'ambassade, compte tenu de l'évolution du contexte international depuis l'entretien initial, a souhaité modifier récemment certaines parties de l'entretien et de ses déclarations.

Geopragma : Comment analysez-vous l'état actuel des relations internationales à l'échelle mondiale et les modes de coopération ou confrontation entre Etats ou groupes d'Etats ? Comment pensez-vous que cette situation va évoluer à court, moyen et long terme ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : Les relations internationales traversent une période difficile, marquée par un nationalisme croissant mû par le rejet des effets de la mondialisation et la croissance des flux migratoires au niveau global. La pandémie du Covid-19 et ses effets dans l'économie, le commerce, la politique et la recherche, dans nos sociétés, ont le potentiel d'accélérer ces attitudes dans certains pays, y compris les plus puissants.
Cela se traduit par une montée du protectionnisme économique et de l'unilatéralisme qui a ses effets sur le discrédit du système international bâti à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.
En outre, il y a beaucoup de scepticisme de la part de l'opinion publique sur la capacité des instances internationales à répondre efficacement aux défis actuels en matière de santé, de changement climatique, de désarmement nucléaire, de migration, etc. Les blocages vécus systématiquement à l'ONU face aux crises graves comme la pandémie, la guerre en Syrie, le conflit israélo-palestinien, la situation en Libye, le programme nucléaire iranien, etc. ont contribué à alimenter cette perception.
En dépit des difficultés qu'il rencontre aujourd'hui, le multilatéralisme continue d'apporter des réponses concrètes aux problèmes de gouvernance mondiale. Le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT), l'adoption de l'Agenda 2030 de Développement durable,

de l'Accord de Paris sur le climat, du Traité sur le Commerce des Armes, du Pacte Mondial pour les Migrations, pour citer quelques exemples récents, confirment que la plupart des Etats continuent à miser sur le système multilatéral pour régler les défis internationaux.
Le défi consiste dès lors à mettre en œuvre les engagements que nous avons acquis au niveau international, et « atterrir » ces grands projets globaux à travers des politiques publiques concrètes et réalistes.
Ce qui est clair, c'est que nous vivons une recomposition du système international, où il y a des puissances en retraite et des pays émergents qui se positionnent pour combler les lacunes laissées par les premières.
Le Mexique fait partie de ceux qui sont voués à la défense du multilatéralisme et au renforcement de la coopération internationale pour faire face plus efficacement aux défis, aux injustices et aux divisions qui surgissent à présent.

Geopragma : Comment la politique étrangère de votre nation s'inscrit-elle dans cette réalité ? Comment vos relations évolueront-elles dans les prochaines années avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, ou encore l'Union européenne ? Qu'attendez-vous d'eux ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : Le Mexique est un pays très actif dans les fora multilatéraux. Le gouvernement mexicain mène une politique étrangère ancrée dans la tradition d'un multilatéralisme fort et dans le respect du droit international.
Nous croyons que le système issu de l'après-guerre reste le seul capable de répondre à la fois de façon efficace et légitime aux problèmes que nous rencontrons pour maintenir la paix et la sécurité mondiales à l'heure actuelle. C'est pourquoi le Mexique s'est porté candidat et a été élu membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2021-2022, ainsi qu'élu en tant que membre du Conseil économique et social pour le mandat 2021-2023.
Nous sommes convaincus également que ce système peut être l'objet de réformes visant à le rendre mieux adapté aux évolutions de la réalité internationale intervenues depuis 1945, surtout dans le contexte sanitaire actuel. Il faut que les Nations Unies soient plus efficaces, plus transparentes et plus ouvertes. Nous travaillons ardemment à cela.
En outre, depuis son arrivée au pouvoir en décembre 2018, le nouveau gouvernement mexicain a exprimé sa volonté d'aligner son action internationale sur la lutte contre les inégalités économiques et sociales. C'est pourquoi au niveau multilatéral, notre priorité est la mise en œuvre des 17 objectifs de l'agenda 2030 de développement durable.
Avec des actions concrètes, notre présence et notre influence dans les enceintes internationales a pour but de contribuer à la stabilité régionale et mondiale.

La diplomatie mexicaine

L'une des priorités du Mexique à l'étranger concerne la protection de ses ressortissants, tout particulièrement ceux qui se trouvent aux Etats-Unis, où habitent environ 12 millions de personnes d'origine mexicaine de première génération, et près de 37 millions au total. Par ailleurs, nous sommes très engagés dans une stratégie de diversification de nos relations internationales, dans laquelle la France et l'Europe ont toute leur place.
Le Mexique a 80 ambassades, 67 consulats et 7 missions permanentes déployées dans le monde. La plupart des consulats mexicains se situent aux Etats-Unis : ils sont au nombre de 50, ce qui fait d'ailleurs du Mexique le seul pays au monde à avoir autant de consulats dans un autre pays.
Depuis le début de la crise sanitaire du Covid-19, ce réseau diplomatique a travaillé sans relâche afin d'assurer l'accompagnement et la protection consulaire des ressortissants mexicains bloqués à l'étranger, aux fins de leur rapatriement.

Union européenne

L'Union européenne est le troisième partenaire commercial du Mexique (8,7%). Il s'agit, par ailleurs, du deuxième marché d'exportations mexicaines et de la deuxième source d'investissements au Mexique. Nous espérons approfondir davantage les liens commerciaux et d'investissements avec les pays membres de l'UE grâce à la modernisation de l'Accord global Mexique-UE, dont les négociations ont été conclues le 28 avril dernier.
Nous avons été le premier pays latino-américain à établir un accord avec l'UE et nous sommes le seul partenaire stratégique dans la région qui possède un accord global.
Mon pays a également la volonté politique de continuer de fortifier ses relations économiques et commerciales avec l'UE.
S'agissant du Royaume-Uni, le Mexique attendra sa sortie formelle de l'UE pour pouvoir négocier un accord commercial.

Amérique latine

Avec la participation de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU (CEPALC), le Mexique, le Guatemala, le Honduras et le Salvador se sont engagés le 1er décembre 2018 à créer un Plan de développement intégral (PDI). Cet instrument vise à remédier aux causes structurelles qui poussent les habitants de la région à émigrer.
En mai 2019, le plan a été présenté par la CEPALC. Un mois plus tard, le 20 juin, la mise en œuvre du premier projet a été annoncée au Mexique, en présence du Président Andrés Manuel López Obrador et du Président du Salvador, Nayib Bukele. Il s'agit d'un programme de reforestation qui permettra la création de 20 000 emplois au Salvador.
Cet instrument s'inscrit dans la continuité des principes énoncés dans le Pacte mondial des migrations et vise à mettre en œuvre des actions spécifiques afin d'engendrer un développement économique accru en Amérique centrale et de répondre efficacement aux causes structurelles de la migration au

cours des dix prochaines années en investissant plus de 30 milliards de dollars dans l'infrastructure et l'amélioration des conditions de vie de la population.
Pour ce faire, ce Plan de développement intégral propose 30 actions se déclinant dans 4 axes principaux présentés par la CEPALC : 1) le développement économique ; 2) le bien-être social ; 3) l'environnement durable et la gestion des risques ; 4) une gestion intégrale du cycle migratoire.

Commerce

Le Mexique, deuxième économie d'Amérique latine, est également un centre logistique de flux commerciaux et un pont naturel entre des régions du monde très dynamiques (Asie-Pacifique, Amérique du Nord, Amérique latine).
Le Mexique, du fait de son économie ouverte sur les marchés internationaux, a un poids considérable sur l'ensemble des échanges commerciaux de la région Amérique latine et Caraïbes, puisqu'il concentre 40 % (soit 34,615 milliards de dollars en 2017) du commerce de la région. Or, il existe un énorme potentiel commercial dans les échanges entre le Mexique et les autres pays de la région. En 2017, ils ne représentent que 4,2% des échanges commerciaux totaux du Mexique.
Nos principaux partenaires commerciaux en Amérique latine et dans les Caraïbes sont le Brésil (9,121 milliards de dollars), la Colombie (4,838 milliards de dollars) et le Chili (3,341 milliards de dollars).
Créée en 2011 pour rassembler les économies les plus ouvertes de la région, l'Alliance du Pacifique regroupe le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique. Lors du dernier sommet de l'Alliance du Pacifique, les pays membres ont évoqué un rapprochement avec le Mercosur (Brésil, Uruguay, Argentine et Paraguay).

Venezuela

Le Mexique suit également de près la situation politique au Venezuela et Mexico entretient un dialogue politique avec Caracas.
A cet égard, le Mexique a manifesté son inquiétude vis-à-vis de la situation au Venezuela, et plus particulièrement au regard de la crise humanitaire qui frappe la population civile, et qui a des répercussions dans les pays voisins, ainsi qu'au Mexique.
Le gouvernement mexicain a décidé de ne pas contribuer à la radicalisation des positions des différentes parties impliquées dans le conflit.
Nous entendons garder ainsi une position qui nous permettra éventuellement de jeter des ponts entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition. Nous avons proposé ainsi le Mécanisme de Montevideo, qui appelle à un dialogue sans conditions préalables pour faciliter une solution négociée à la crise politique au Venezuela.
Notre principal souci est le sort du peuple vénézuélien, qui fait face à une terrible crise humanitaire.

Asie

Cinq de nos dix principaux partenaires commerciaux se trouvent en Asie-Pacifique. La priorité dans la région est celle de consolider le Mexique en tant qu'acteur important pour intensifier ses flux commerciaux, d'investissements et touristiques. Membre de l'APEC, avec le retrait des Etats-Unis, nous cherchons de nouveaux accords commerciaux bilatéraux avec ses membres.

Geopragma : Quels sont pour vous des axes d'alliance(s) à venir ? Et quid de vos « adversaires », « concurrents » ou « partenaires » ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : Tout au long de son histoire, le Mexique a été un pays neutre face aux conflits, prenant toujours position sur le respect du droit international et des droits de l'Homme. C'est pourquoi le Mexique sera toujours prêt à coopérer avec les pays qui, comme la France, partagent sa vision et ses valeurs et s'engagent dans la lutte pour un monde plus juste et plus ouvert pour tous.

Etats-Unis et l'ACEUM

Sans doute, les Etats-Unis resteront notre relation diplomatique la plus importante. Près d'un million de personnes traversent chaque jour la frontière nord du Mexique, ce qui fait de celle-ci la plus traversée au monde.
Le commerce bilatéral est sept fois plus important qu'avant l'ALENA : 1,7 milliard de dollars de produits sont échangés quotidiennement et les exportations américaines vers le Mexique ont atteint 265 milliards de dollars en 2018. Durant le premier trimestre de 2019, le Mexique fut pour la première fois dans l'Histoire, le premier partenaire commercial des Etats-Unis : 151 milliards de dollars de produits ont été échangés.
Le Mexique est un partenaire stratégique des Etats-Unis et occupe les premières places en tant que destination des exportations pour 31 Etats de l'Union américaine ; c'est le premier marché d'exportation pour sept Etats, y compris les frontaliers (Californie, Arizona, Nouveau-Mexique et Texas), le deuxième plus grand marché pour 19 Etats et le troisième plus important pour cinq Etats.
L'ALENA a renforcé les chaînes d'approvisionnement en Amérique du Nord : en moyenne, les exportations mexicaines intègrent 40 % de contenu américain.
Après plusieurs mois de négociations, le 1er juillet 2020, le nouvel Accord Canada - Etats-Unis - Mexique (ACEUM) qui représente la consolidation des efforts déployés par le Mexique pour s'insérer dans les chaînes de production mondiales et se positionner comme un centre d'exportation d'avant-garde, est entré en vigueur.
L'ACEUM garde les éléments clés de la longue relation commerciale entre les trois pays, et incorpore des nouvelles dispositions visant à s'adapter aux défis actuels, il s'agit d'un élément clé de la politique commerciale du Mexique et un instrument qui motive l'approfondissement des relations de notre pays avec les Etats-Unis et le Canada. Il établit un cadre institutionnel qui accorde sécurité juridique aux

investisseurs, aux entrepreneurs et aux consommateurs en Amérique du Nord, car il modernise et élargit les règles du commerce des biens et des services dans la région.
L'ACEUM arrive à un moment clé pour relever les enjeux majeurs de la croissance et du développement face aux défis imposés par la pandémie de Covid-19 et ses conséquences. Son entrée en vigueur est une mesure forte en faveur de la reprise économique. Il jette en même temps les bases du renforcement des actions et des politiques du gouvernement actuel visant à promouvoir une société plus inclusive.

Union européenne

Comme évoqué auparavant, le 28 avril dernier, l'Union européenne et le Mexique ont conclu les négociations d'un nouvel accord commercial de libre-échange. Son entrée en vigueur permettra de renforcer notre commerce bilatéral, essentiel à la croissance économique des deux régions. Cet accord :

a. Élimine des droits de douane élevés imposés par le Mexique sur les produits alimentaires et les boissons provenant de l'UE. En matière d'indications géograp hiques, le Mexique protégera 572 noms européens (232 vins et spiritueux et 340 aliments tels que les fromages et autres boissons) et l'UE reconnaîtra au Mexique 45 noms (20 aliments, 6 spiritueux et 19 produits artisanaux).
b. Permet aux entreprises de l'UE de vendre davantage de services au Mexique avec la réduction des obstacles liés aux formalités administratives ;
c. Prévoit une clause anticorruption ;
d. Droits de l'Homme : l'UE ou le Mexique peuvent suspendre l'accord en cas de violations graves des droits de l'Homme par l'une des deux parties ;
e. Engage les deux parties à protéger les droits des travailleurs et l'environnement : en référence à l'Accord de Paris sur le climat, l'accord permet à la société civile de demander des comptes aux deux parties.

À l'issue des négociations techniques, l'accord devra être soumis à une vérification juridique avant d'être traduit dans les 23 langues de l'Union européenne. Ensuite, la Commission européenne devra préparer les 3 décisions du Conseil de l'Union européenne pour la signature, l'application provisoire et l'adoption de l'Accord. Le Conseil devra à son tour adopter les décisions concernant la signature et l'application provisoire. Pour permettre l'application provisoire du volet commercial et d'autres domaines dont la compétence relève du niveau européen, l'Accord devra être ratifié au sein du Parlement. Enfin, les parlements nationaux de l'Europe devront ratifier l'Accord.

Geopragma : Quels sont vos principaux enjeux énergétiques, économiques, environnementaux et numériques à court et moyen termes ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : Le Mexique reconnaît l'importance de relever tous les défis actuels en coordination avec des mesures qui protègent l'environnement et luttent contre le réchauffement climatique.
Engagé en faveur des objectifs de l'Agenda 2030 de développement durable, le Mexique dispose d'un grand potentiel énergétique.
En ce qui concerne le climat, l'une des obligations du gouvernement mexicain est celui de s'engager au maximum dans la lutte contre le réchauffement climatique. Nous sommes convaincus de l'importance d'assurer la mise en œuvre des engagements de l'Accord de Paris.
Or, cet engagement ne date pas d'hier. En 2010 le Mexique a accueilli la COP16. Pour la première fois les pays ont établi des instruments et des outils permettant aux Etats de réduire leurs émissions et de s'adapter aux conséquences du changement climatique. De plus, mon pays n'a pas seulement participé à la COP21 de Paris en 2015, mais il a été le deuxième au monde à avoir ratifié l'Accord de Paris.
Nous militons aussi pour la défense de la biodiversité. Par exemple, avec la réserve marine du Parc national Revillagigedo, le plus grand d'Amérique du Nord, qui a été créé récemment par un décret, nous cherchons plus d'espaces naturels protégés, qui ont d'ailleurs triplé au cours des dernières années, atteignant ainsi 91 millions d'hectares (70 millions d'hectares maritimes et 21 millions d'hectares terrestres).
Les progrès communs sur ces questions à court et à moyen termes dépendront entièrement de l'engagement des Etats à agir ensemble dans le respect des objectifs fixés par la communauté internationale et par les traités bilatéraux et multilatéraux entre les pays.

Geopragma : Peut-on encore parler de « choc des civilisations » ou la mondialisation a-t-elle rendu ce concept obsolète ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : Les effets de la mondialisation se font sentir aujourd'hui partout, cette affirmation a été renforcée par l'expansion rapide du Covid-19 dans le monde entier, il est impossible de parler d'un endroit complètement déconnecté du reste du monde (même les communautés autochtones isolées, sont protégées par le droit international).
Le défi aujourd'hui n'est pas seulement de parvenir à une entente entre différentes nations, mais aussi de mettre fin à la polarisation des positions à l'intérieur des nations.
La radicalisation interne, qui crée un choc et une déconnexion entre une même population, se traduit par une polarisation globale qui rend de plus en plus difficile la gouvernance locale et mondiale.

Geopragma : Quel(s) rôle(s) souhaitez-vous que la France joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ? Sinon à quelles conditions ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : La France a depuis longtemps été un pays porteur de valeurs universelles, berceau de l'Etat moderne et des droits de l'Homme.

Au niveau mondial, la France joue un rôle incontournable dans la défense de ces valeurs, à travers son leadership dans des domaines tels que la santé, l'environnement, la transition énergétique, la lutte contre le terrorisme, le progrès technologique et la protection des personnes vulnérables dans le monde entier.
En matière de désarmement et de non-prolifération, la France, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies et Etat doté d'armes nucléaires au sens du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), a des responsabilités particulières pour la préservation et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. À cet égard, elle devra jouer un rôle pour soutenir les organisations internationales chargées de mettre en place des dispositifs internationaux de vérification, et participer aux mesures de confiance et de sécurité destinées à assurer la stabilité et la transparence au sein de la communauté internationale.
De plus, dans le contexte sanitaire actuel, la France continue à jouer un rôle de défenseur du multilatéralisme et de la coopération pour surmonter les obstacles que représente la pandémie.

Geopragma : Verriez-vous votre pays s'associer à la France sur une initiative ou un dossier international d'envergure ? Lequel ? Quel rôle jouerait la France aux côtés de votre pays pour régler ce dossier ou mettre en œuvre cette initiative ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : Le Mexique et la France partagent de nombreuses initiatives internationales, et nous avons formé en 2017 un partenariat stratégique en raison de l'intérêt prioritaire des deux pays à coopérer en matière d'éducation, de santé, d'agriculture, d'industrie aérospatiale, d'environnement, de tourisme et d'économie. Ce partenariat est ensuite devenu une vraie alliance stratégique, grâce à l'étendue de nos intérêts communs.
Nous accordons beaucoup d'importance à la promotion du droit international et au renforcement des institutions multilatérales.
Ainsi, depuis 2013, la France et le Mexique cherchent des appuis au sein des Nations Unies pour encadrer le recours au veto au Conseil.
Notre initiative a pour objet que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité s'engagent volontairement à ne pas recourir au veto lorsqu'une situation d'atrocité de masse est constatée.
Un autre exemple est la profonde volonté des deux nations à lutter contre le changement climatique. Nos deux pays sont en effet profondément engagés dans les enceintes multilatérales à ce sujet comme en témoignent l'organisation de la COP 16 à Cancún en 2010 et la COP 21 à Paris en 2015.
Par ailleurs, le Mexique a exprimé son soutien à l'initiative franco-canadienne pour la création du Partenariat mondial pour l'intelligence artificielle qui contribuera aux efforts multilatéraux pour le développement responsable d'une intelligence artificielle fondée sur les droits de l'Homme, l'inclusion, la diversité, l'innovation et la croissance économique.

Geopragma : Quel(s) rôle(s) souhaitez-vous que l'Union européenne joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : L'Union européenne est paralysée dans beaucoup de domaines aujourd'hui à cause des désaccords politiques entre ses Etats membres. Elle doit d'abord trouver un moyen de dépasser ces clivages pour pouvoir peser dans le monde.
Je souhaite que ce processus d'intégration exemplaire puisse se poursuivre. Le monde en a besoin d'abord pour assurer la paix dans le continent européen. L'UE est également l'instrument le plus efficace pour que ses Etats membres puissent avoir une voix sur la scène internationale dans un monde où les équilibres de pouvoir se transforment rapidement.

Geopragma : Pensez-vous que la souveraineté soit une notion dépassée ou moderne ? Et celle de peuple ? Quels sont pour vous les conditions de la cohésion nationale et ses facteurs de dilution ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : La souveraineté est une notion qui a été mise à jour à la lumière des effets, positifs et négatifs, de la mondialisation et du développement du droit international. D'un côté, elle est toujours valable dans la mesure où elle permet à un peuple de choisir son destin. D'un autre côté, elle ne doit jamais protéger un Etat qui s'attaque à ses citoyens ou qui viole ses engagements internationaux.

Geopragma : Selon vous, quels sont les fondements de l'influence internationale de demain ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : Actuellement, l'opinion publique mondiale joue un rôle essentiel dans les affaires internationales. Un pays est plus influent quand les opinions publiques mondiales lui sont favorables. Ainsi tous les leviers qui permettent à un Etat d'avoir une incidence directe sur l'opinion sont des fondements d'influence, qu'il s'agisse des éléments traditionnels comme la puissance économique ou militaire, ou des outils plus novateurs tels que la diplomatie numérique, la *marque pays*, la culture, la gastronomie, etc. Tous ont en commun le but de faire d'un territoire un endroit qui attire les talents, les capitaux, les touristes, etc. Dans la conjoncture actuelle du coronavirus Covid-19, l'influence internationale des pays est mesurée en grande partie par sa capacité de gestion de la crise sanitaire au niveau interne. Ceci nous rappelle l'importance du programme des politiques publiques d'un pays, en cohérence avec son agenda international, dans la construction de son influence au sein de la communauté internationale.

Geopragma : Que pensez-vous de l'invocation de valeurs et de principes moraux en matière internationale ?

Ambassade des Etats-Unis Mexicains : Parler de morale dans le domaine public international est délicat, principalement parce que les Etats sont tenus de respecter les règles et les principes du droit international.

Cela ne veut pas dire que ces principes n'ont pas eu de fondement moral à leurs débuts, mais s'enfermer dans une discussion sur les valeurs morales pourrait nous faire tomber dans le piège du relativisme.
La relation entre le droit interne et le droit international peut être complexe, mais le premier ne peut être invoqué pour justifier le non-respect de la responsabilité internationale d'un Etat.
Pour cette raison, je considère que les principes qui régissent le droit international sont ceux définis par les Nations Unies et la jurisprudence internationale (promotion des droits de l'Homme, limitation stricte de l'emploi de la force, etc.).

République islamique du Pakistan

Le 23 octobre 2019

Ambassade de la République islamique du Pakistan en France
Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Moin ul Haque, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de la République française.

L'ambassade, compte tenu de l'évolution du contexte international depuis l'entretien initial, a souhaité modifier récemment certaines parties de l'entretien et de ses déclarations.

Ambassade de la République islamique du Pakistan : Thank you so much for the opportunity to exchange views on issues of global importance. It is a good initiative by your Think Tank to reach out to various Embassies in Paris to seek different perspectives from international actors representing various regions. I hope that this project will help to bridge gaps, bringing people together and promoting better understanding.

Geopragma : How do you analyze the current state of international relations on a global scale and the means of cooperation or confrontation among nations or groups of nations? How do you think this situation will evolve on a short-, mid- and long-term horizon?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : In today's fast changing world, global politics remain complex and in flux, with shifting centers of power. The predominance of the United States, which enjoyed the role of the sole superpower for a long time due to their wider political influence and military superiority, is now declining. However, they still remain a dominant player because of their strong military, control of international financial institutions, and a very strong technological base. Moreover, the US dollar is still the main currency for the global financial system.
Nevertheless, US influence is declining because of the emergence of other actors such as China, which has already overtaken the US as the world's largest economy. They are also strongly going into areas which have traditionally been the preserve of the United States, such as innovation, technology, Artificial intelligence, 5G, etc., with massive funding in research and development.

Then there is India, which is emerging as a strong economic player in our region because of its large market. Russia is also reasserting itself under President Putin and is aiming to regain its lost glory. The European Union, despite its own internal problems, is a major center of power as well. And then regional groupings such as BRICS (Brazil, Russia, India, China, and South Africa) and the Shanghai Cooperation Organization (SCO), are also becoming important players.
The United States under President Trump have also become more inward looking and protectionist. It is moving away from its international leadership role. Decisions like walking out of the agreement on the Iranian nuclear deal or the Paris Climate Accord could have serious implications for international peace and security.

Geopragma : How does your foreign policy fit within these structures?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : Pakistan's foreign policy is based on international norms and principles of inter-state relations, respect for sovereignty, non-interference in countries' domestic affairs, non-aggression, and the peaceful settlement of disputes. In these broad contours, we seek mutually beneficial relations with all countries and all major international powers. We seek a peaceful neighborhood and promote regional integration and interconnectivity through the strengthening of regional groupings such as the South Asian Association of Regional Countries (SAARC) and SCO. Support for multilateralism remains central to the fabric of our foreign policy.
We have always believed that disputes, conflicts, and differences have to be resolved via peaceful and political means. Military means are not the solution. Our policy has been vindicated in Afghanistan, where we have always been advocating dialogue between various stakeholders to find a political solution to the problem. Today, the United States have started a dialogue with the same militant Talibans that they used to target as enemies.
And with India too, we have always called for bilateral talks to resolve our issues. We have many differences with India, the two countries having had armed conflicts and border skirmishes. Both are nuclear armed states facing each other. It is not like during the Cold War when the US and the Soviet Union had thousands of miles separating them. For us it is close and face to face. In such a precarious scenario, there cannot be a vacuum, there must be a mechanism for engagement between the two countries. So, for that reason, we have always promoted dialogue with India.

Geopragma : You have been very reasonable in your recent policies…

Ambassade de la République islamique du Pakistan : I think our Prime minister has been reacting very responsibly in this whole situation. Calling for dialogue is the right thing to do. India might have some reservations towards Pakistan, blaming Pakistan for certain terrorist acts inside India without any evidence and investigation. Pakistan would never allow its territory to be used against a third country. We are ourselves a victim of terrorism. It is better to sit together and discuss these issues instead of getting into blame games.

Geopragma : We would like to know your position on the friction between Saudi Arabia and the Islamic Republic of Iran.

Ambassade de la République islamique du Pakistan : Both Iran and Saudi Arabia are Pakistan's very close partners; we have had traditional and friendly relationships with both of these countries since our independence. We therefore naturally seek to maintain a balance as well as play a role to help them resolve their differences. Our Prime Minister recently visited both Iran and Saudi Arabia. The main objective was to help these two countries come together and have a dialogue. It was a good visit. He received warm receptions in both the countries. We do hope that the tensions between these two countries can be reduced and that they would be able to come together and have direct talks.

Geopragma : What are your main stakes on the issues related to energy, the economy, the environment, and the digital space, again on a short- and mid-term basis?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : For Pakistan, socio-economic development remains a top priority. We have had different periods of economic prosperity but generally our economic growth has been affected for various reasons. For the last four decades, Pakistan has been in the eye of the storm due to regional conflicts especially through the two Afghan wars. These were very devastating wars, not only for Afghanistan, but also for its neighbors. At one point, Pakistan had to host four million refugees. Even today, we have more than two million Afghan refugees on our soil. You can understand the difficulties for a developing country like Pakistan, while a few thousand refugees could become a big issue for advanced European countries.
We have suffered a lot because of these conflicts in our region. The problem of terrorism and extremism also took its toll on our resources and capacities. We were required to secure our borders and provide security to our people, which put a strain on government resources for economic development.
The government has now embarked on a reform agenda for long-term and sustainable growth by addressing structural problems in our economy, especially by strengthening financial institutions and our tax collection system. Providing social security coverage to vulnerable segments of the society is also an important part of this reform agenda.
Energy security is also extremely important for Pakistan. We have unfortunately experienced energy shortages over the past five to six years. Our industry had suffered because of this problem. However, with timely investments in new projects for hydro, thermal, nuclear, solar, clean coal, and wind energy plants, the country's energy deficit has been met. For our thermal plants, the new generation turbines were manufactured in France. To a large extent, Pakistan is today self-sufficient in energy. This is helping us to set up new industries and thus creating new jobs.
As Pakistan had to grapple with other critical issues of national security and socio-economic development, the environment was not a priority area. However, since Pakistan is one of the countries most affected by climate change, our Prime Minister Imran Khan is now the most vocal world leader on this issue. He has placed the environment and actions against climate change as an important plank

of his government policies. For instance, the reforestation project called the « Billion Tree Tsunami Project » has been recognized internationally as one of the most ambitious and successful projects. Under it, millions of new trees are being planted across the country to address the issue of deforestation. Another project launched by the Prime Minister is the "Clean City Initiative". We are grateful to France's President Macron for leading this issue as well. Both of our leaders can join hands on this important issue.

Geopragma : Can we still talk about a clash of civilizations? Or do you think globalization has made this concept obsolete?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : Yes, I agree with that. Globalization has had an impact on this notion of clash of civilizations. The Huntington theory somehow promoted the notion of pitching people against each other, one religion against the other. I think it is the wrong way to look at these relationships because it increases conflicts and creates misunderstandings.
I therefore have a difficulty in looking at the world as Islam versus West or Islam versus Christianity. In this context, I also have a very strong objection to the use of terminologies like: Islamic fundamentalism or Islamic terrorism. Terrorism has nothing to do with religion, be it Christianity, Islam, or Judaism. No religion preaches the killing of innocent civilians for the sake of some twisted ideology. Terrorism has no religion. No creed.
The phenomenon of globalization has definitely helped in connecting different societies, people and communities; bringing them closer in order to better understand each other. We need multicultural diversity and tolerant attitudes. We should promote dialogue, constructive engagements, and help foster harmony between cultures and civilizations. It is a multi-faceted world. There is a beauty in its diversity.

Geopragma : Which role(s) would you wish France to play on a global level, and do you think that it plays that role today? If not, on what conditions would you see it fulfill its future role?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : France is a major world player, a founding member of the European Union, and a permanent member of the UN Security Council. It certainly has a special role and responsibility for maintaining international peace and stability. France is a land of freedom and liberty. Since long, it has espoused principles of equality, democracy, fundamental freedoms, and human rights. So, I do hope that France will continue to play its role based on these principles in order to resolve international disputes and conflicts.

Geopragma : Could you see your country partner with France on one major initiative or on one international issue? Which one? What role could France play by your nation's side to solve this issue or initiate this initiative?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : Why not. For example, we believe France, which enjoys good relations with both India and Pakistan, could play a constructive and balanced role for durable peace in our region. The French South Asian policy should be based on the principles it has espoused for so long as mentioned in the previous question. Secondly, on climate change which is affecting the entire world and Pakistan in particular. We would like Pakistan and France to join hands in tackling this issue.

Geopragma : What role(s) do you wish to see the European Union play on a global scale and do you believe it is playing that role today?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : I was recently invited to the *Institut des Sciences Politiques* to talk about the EU and its perception in Pakistan. I mentioned that in Pakistan, we consider the EU as a very unique and special organization - a model of unification and integration. We hope to replicate this model in our own region to bring peace and prosperity.
The European Union project after World War II aimed at peace, regional integration, and economic prosperity in order to avoid conflicts. It has succeeded to a very large extent in that respect. Though today the EU faces a number of challenges and internal problems, it is still an important regional grouping with political influence and financial resources to play its role in international affairs.

Geopragma : Do you think that the notion of sovereignty is obsolete or still relevant? And that of the notion of "the people"? What are, in your opinion, the conditions for national cohesion and/or the factors of its dilution?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : After the Westphalia Treaty in the seventeenth century, one of the founding concepts which ensued was that of sovereignty. For a country like Pakistan, which obtained its independence from a colonial power, the importance of the concept of sovereignty is very important. With Europe as well, while some countries may have had to forego some aspects of their sovereignty to build the EU, they still exercised their sovereign decisions either to join the Euro Bloc or the Schengen Agreement.
Sovereignty is still a very important dimension in international and political relations. It is also the cardinal principle of the United Nations. Equality among nations, whether they are big or small, remains a fundamental concept. And the people remain central to any democracy. It is through the will of the people that democracy is sustained, and sovereignty is exercised. It is a whole ecosystem that contributes to a (more) stable international order.

Geopragma : In your opinion, what are the foundations of international influence in tomorrow's world?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : The economic strength of a nation will be an important factor in determining the extent of its influence and dominance on the international scene.

The countries with sound economies and the financial space to invest in new technologies and innovations, and which can keep pace with the fast-developing digital age, will lead. The other important dimension of future power will be data: Countries that control data – some say it is the next oil – will be the most influential.

Geopragma : What are your thoughts on the conjuration of values and moral principles within the context of international relations?

Ambassade de la République islamique du Pakistan : For us in Pakistan, ethics in international relations are extremely important. France is one of the proponents for the principles of freedom, human rights, and equality. If you look at history, for many centuries countries or empires conducted their relations for their own narrow self-interest based on power, greed, and expansionist policies. There were no values, morals, or fair play. That is why we saw so many conflicts and bloodshed. In the last century, humanity suffered because of two horrifying world wars which killed millions of people and caused large scale destruction. The creation of the United Nations after World War II was thus aimed at restoring international order on the basis of certain principles and values, in order to ensure peace, security, and development.

Geopragma : Open-ended question.

Ambassade de la République islamique du Pakistan : Thank you so much. I hope I have been able to answer all of your questions.
To conclude, I would like to talk about our Pakistan-China relations. China has always been a very close partner of Pakistan. We have a very strong strategic relationship with China. It is a country which has always stood by Pakistan and helped us in difficult times. The China-Pakistan Economic Corridor (CPEC), is a flagship component of the « Belt and Road Initiative ». With investments of over sixty billion dollars, CPEC encompasses multiple projects in the areas of energy, infrastructure, motorways, railways, and industrial development. The development of the Gwadar port is one of the key projects under CPEC.
The next phase of the CPEC includes industrial development, with the creation of special economic zones across our country. The CPEC can help Pakistan meet its essential energy requirements, upgrade necessary infrastructure to fuel our economy, create jobs, and connect the different regions of our country.

Fédération de Russie

Le 18 juin 2019

Ambassade de la Fédération de Russie en France
Monsieur Artem Studennikov, Ministre Conseiller de l'Ambassade de la Fédération de Russie en France
Monsieur Artem Studennikov intervient à titre personnel. Ses déclarations ne sont pas représentatives de la position officielle de la Fédération de Russie.

Monsieur Studennikov, compte tenu de l'évolution du contexte international depuis l'entretien initial, a souhaité modifier récemment certaines parties de l'entretien et de ses déclarations.

Monsieur Artem Studennikov : Chacune de vos questions mériterait d'être examinée pendant des heures. Je vais vous donner juste quelques impressions dans le contexte des positions russes.

Geopragma : Comment analysez-vous l'état actuel des relations internationales à l'échelle mondiale et les modes de coopération ou de confrontation entre Etats ou groupes d'Etats ? Comment pensez-vous que cette situation va évoluer à court, moyen et long terme ?

Monsieur Artem Studennikov : Nous sommes préoccupés parce que le monde devient de plus en plus incertain, de plus en plus turbulent, de plus en plus chaotique, et tout ça pour nous, c'est d'abord le résultat du comportement unilatéral des Etats-Unis d'Amérique, avec leur président imprévisible. Il a manifesté à plusieurs reprises ce comportement, même à l'égard de ses partenaires et alliés occidentaux. Mais, il n'était pas tout seul. Nous considérons que le monde occidental, l'*Occident collectif* comme nous disons, traverse lui-même une période compliquée, car il ne comprend pas très bien, du moins, on en a l'impression, ce qui se passe dans le monde.
Il voit le monde à travers un système qui a été créé après la fin de la Seconde Guerre mondiale, et surtout après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 quand certains politologues ont exprimé la conviction que c'était «la fin de l'Histoire ». Aujourd'hui nous comprenons que c'était une vision un petit peu idéaliste. Non, l'Histoire n'est pas finie. Au contraire, l'Histoire se développe.

Que se passe-t-il aujourd'hui dans le monde pour nous ? C'est qu'il devient vraiment multipolaire. Nous parlons de la multipolarité depuis l'époque soviétique, mais aujourd'hui le monde le devient vraiment avec la Chine, l'Inde, l'Amérique latine et surtout le Brésil, avec les pays émergents ici et là, l'Arabie Saoudite, l'Iran au niveau régional, l'Indonésie et même le Viêt Nam. Prenez n'importe quelle région, partout il y a de nouveaux centres. Soit des centres de force, soit des pays qui veulent avoir leur place dans le monde, qui ont leurs intérêts nationaux qu'ils veulent faire respecter. Il y a un continent énorme, l'Afrique, qui, même du point de vue démographique, deviendra très prochainement un vrai poids lourd, avec des opportunités et des problèmes pour l'Europe que vous connaissez mieux que nous.

Le monde est donc très turbulent. Il change. Il devient multipolaire et nous voyons que ce processus inquiète énormément l'*Occident collectif*, dont la domination qui a duré cinq siècles s'évapore. Aujourd'hui il lui est de plus en plus difficile d'imposer ses règles du jeu et ses visions du monde. Parce que pour nous, ce qui importe, c'est de se respecter les uns et les autres. Le respect mutuel est au fondement de notre politique. Nous pensons que les temps où certains centres de force pouvaient imposer leur vision et leurs valeurs sont révolus. Chacun a ses valeurs qui méritent autant d'être respectées. Même au sein de l'Europe, il n'existe pas d'homogénéité. Vous savez très bien que même en Europe certains pays ont une approche particulière par rapport à tel ou tel sujet et d'autres, une autre approche complétement différente : l'avortement par exemple… Ou l'indépendance du Kosovo, que cinq pays membres de l'Union européenne n'ont pas reconnu.

Oui, globalement, nous partageons tous les mêmes valeurs, mais il faut respecter les particularités de chaque pays. Donc, le monde change de façon très visible et ce processus prend un peu plus de vitesse chaque année. Il faut en tenir compte et chercher comment, ensemble, dans le cadre de la communauté internationale, on peut gérer ce nouveau monde qui se profile. Pour nous, nous pourrons le gérer uniquement en renforçant le rôle de l'Organisation des Nations-Unies et du droit international. Vous savez que nos partenaires américains préfèrent casser le système des traités et des accords qui assuraient la stabilité stratégique. Ils ont peut-être leurs raisons d'être inquiets, oui, mais pour nous ce n'est pas une raison pour détruire ce qui a été construit par tant d'efforts de l'Union soviétique et après de la Russie, et des Etats-Unis. Au lieu de détruire, il faut moderniser, il faut inviter peut-être d'autres acteurs à y participer, même si nous savons très bien que la Chine, par exemple, a une approche très spécifique comme il existe aussi des positions spécifiques des pays membres de l'OTAN et de l'Union européenne.

Nous pensons qu'il faut unir nos efforts et repenser l'architecture régionale de l'Europe qui ne répond pas aux changements qui se sont produits depuis 1991. Au niveau global, c'est une tâche difficile.

Pourquoi détruire ? Il faut consolider, élargir le cadre, mais surtout se réunir autour de la table des négociations et réfléchir à la façon d'agir ensemble. Ce que nous voyons chez nos partenaires occidentaux, c'est la tentative de former des cercles ou des unions étriquées pour gérer tel ou tel sujet séparément, pour après imposer à tous les autres leurs visions, comment il faut faire pour régler tel ou tel défi, tel ou tel problème global. Cette approche n'est pas la bonne selon nous dans le monde qui a déjà beaucoup changé, beaucoup évolué depuis l'effondrement de l'Union soviétique et qui continue

de changer. Globalement nous sommes préoccupés par cette absence de bonne foi, de bonne volonté, pour agir ensemble et pour éviter la confrontation, éviter une nouvelle Guerre froide, la course aux armements, etc.
Ce risque de la course aux armements est très réel, mais avec une très grande différence. Autrefois, c'était l'Union soviétique et les Etats-Unis qui s'affrontaient. Aujourd'hui il y a plusieurs pays qui vont participer à cette course aux armements. Et cela va rendre notre monde encore plus turbulent et encore plus aléatoire et dangereux.

Geopragma : Vous pensez à quels pays ?

Monsieur Artem Studennikov : À tous les pays. L'Arabie Saoudite dans le contexte de sa confrontation avec l'Iran. L'Iran, s'il quitte le Traité sur la non-prolifération nucléaire, ce qui n'est pas exclu dans le contexte actuel avec les Etats-Unis qui ont quitté l'accord JCPOA. Les pays de l'Asie, l'Inde et la Chine, l'Inde et le Pakistan. Regardez ce qu'il se passe en Amérique latine avec le Venezuela et la Colombie. Le monde peut devenir encore plus incontrôlable et instable.

Geopragma : Il y a cette multipolarité, mais j'ai l'impression qu'il est en train de se créer un nouveau duel/duo pas totalement structuré encore entre la Chine et l'Amérique. Que ce soit la Russie ou encore pire l'Europe, nous sommes dans la mâchoire de ce duel. La multipolarité oui, mais il y a quand même deux très gros pôles. L'Amérique a un problème, car elle essaye de rattraper ses clientèles à travers l'Europe en divisant pour continuer de régner et la Chine, elle, construit son avancée. N'existe-t-il pas de superstructure surplombant cette multipolarité ?

Monsieur Artem Studennikov : La Chine de demain deviendra peut-être la première puissance économique du monde. Pourquoi est-ce que je ne veux pas parler de duel entre la Chine et les Etats-Unis ? Parce que j'espère que nous ne le verrons pas, ce duel. Ce n'est pas une confrontation, mais il y a une aggravation des relations entre la Russie et les Etats-Unis dans le domaine militaire du point de vue de l'architecture de la sécurité stratégique. Parce que la Chine n'est pas liée par des traités avec les Etats-Unis.
La Chine apparaît comme un acteur absolument indépendant. Elle est aussi indépendante des Etats-Unis que de la Russie, tout en comprenant que nous sommes tous interdépendants évidemment. Mais la Chine a son propre ordre du jour, ses propres intérêts. Leur intérêt primordial est d'améliorer la vie de la population chinoise. Pour cela, il faut continuer à moderniser l'économie. Mais la Chine a aussi des intérêts politiques surtout dans le contexte de ses relations avec Taipei. C'est la conception d'une seule Chine. Ce que cela va donner dans les années à venir… Dieu seul le sait. Les Etats-Unis ont déjà proclamé à maintes reprises qu'ils allaient assurer la protection militaire de Taipei avec qui ils ont des relations privilégiées. Une autre chose, la situation en Mer de Chine : nous parlons d'un duel entre la Chine et les Etats-Unis, mais il faut aussi prendre en compte dans ce contexte les problèmes que la Chine a avec tous les pays voisins, même si ces pays maintiennent une énorme coopération avec la

Chine dans le domaine économique. Parce que tous ces pays ou plutôt plusieurs de ces pays vont prendre en même temps leur part dans la réalisation de ce projet pharaonique de la Nouvelle route de la Soie (la Ceinture et la Route). C'est beaucoup plus compliqué qu'un simple duel entre la Chine et les Etats-Unis. Il y a la Russie, l'Inde, le Pakistan. Donc dans cette zone, il y a plusieurs duels locaux. Mais dans le monde globalisé, beaucoup va dépendre des relations entre la Chine et les Etats-Unis, c'est sûr, même économiquement. Les guerres commerciales entre la Chine et les Etats-Unis auront des impacts, des effets peut-être néfastes pour l'économie mondiale, pour l'économie de l'Asie et même pour l'économie de l'Europe. Donc le monde est très interdépendant.

Geopragma : Puisque vous parliez des Traités entre la Russie et les Etats-Unis, est-ce que vous pensez que la décision américaine de se soustraire au traité ABM et aux autres traités pour limiter la course aux armements avec la Russie est encore rattrapable ?

Monsieur Artem Studennikov : La Russie est ouverte à la reprise des négociations bilatérales et multilatérales, mais surtout bilatérales : l'important pour nous est de sauver l'accord START qui touche à sa fin en 2021 et qu'il faut, soit prolonger, soit oublier. Mais nous sommes évidemment pour la prolongation de ces traités-là et pour le règlement des problèmes qui existent dans d'autres domaines.
Aujourd'hui il y a deux options :
La première est la politique des néoconservateurs incarnée par Donald Trump, c'est sa ligne politique, avec ses conseillers extrêmement radicaux, agressifs, offensifs et réactionnaires. C'est une chose. Espérer que demain, si ce n'est pas Trump mais un démocrate qui arrive à la Maison Blanche, la situation s'améliorera car il se montrera plus raisonnable est… difficile, mais peut-être.
Deuxième chose, c'est à l'époque d'Obama que les Etats-Unis sont sortis du Traité de défense antimissiles et c'est à l'époque d'Obama que les Américains ont commencé à créer le système global de défense antimissiles qui nous inquiète énormément parce que nous sommes persuadés que ce système pourra être utilisé, non pas uniquement contre les « Etats voyous », mais aussi contre les forces stratégiques russes. Toutes nos tentatives pour élaborer ensemble un système qui nous convaincrait que ce système américain ne cible pas les forces stratégiques russes - nous avons fait pas mal de propositions techniques - ont échoué. Comment rassurer Moscou ? Comment faire tomber notre inquiétude ? Les Américains ne veulent pas entrer en discussion. Ils ne veulent pas respecter nos intérêts, nos intérêts vitaux. Parce que ce n'est pas la Russie qui vient à Cuba ou au Venezuela avec ses missiles ou ses anti-missiles, ce sont les Etats-Unis qui entourent la Russie avec leurs bases. Si l'on prend leurs flottes, si l'on prend ce système global de la défense antimissile en cours de construction, notamment en Alaska, au Japon, en Corée du Sud, en Roumanie, en Pologne, demain peut-être ailleurs, je ne sais pas, partout un petit peu, vous comprenez que personne ne va nous convaincre que ce n'est pas contre nous, mais contre l'Iran ou la Corée du Nord. Peut-être qu'en 1991 on pouvait y croire, mais plus aujourd'hui.
Nous sommes ouverts, et nous le répétons chaque jour. Nous sommes ouverts aux consultations approfondies, à la reprise des négociations sérieuses, comme à l'époque de l'Union soviétique à Genève. Parlons-nous ! Pour le moment, c'est le silence, l'absence totale de bonne volonté pour parler

sérieusement. Parce que les Etats-Unis ont leurs propres inquiétudes, leurs préoccupations liées aussi à la Chine. Parce que la Chine a développé pendant des années énormément les missiles à courte et moyenne portée. Mais nous pensons que ce n'est pas une bonne décision de détruire le traité qui existait entre l'Union soviétique, puis la Russie, et les Etats-Unis, pour la seule raison que les Chinois ou d'autres pays ont des missiles de ce type-là. Pour nous, la destruction de ces traités ne renforce pas la stabilité et la sécurité dans le monde. C'est tout le problème de la stabilité stratégique. C'est un problème crucial pour nous aujourd'hui. C'est un problème qui influence énormément la situation globale dans le monde. Voilà pourquoi je parle de ce traité et du traité START 2 valable jusqu'en 2021. Jusqu'à aujourd'hui nous n'en savons pas plus. Quelle est la vision américaine, quelle est la stratégie américaine ? Est-ce qu'ils veulent prolonger ce traité ou est-ce qu'ils veulent le détruire comme le Traité sur les Forces intermédiaires (FNI) ? Aucune idée. Et j'ai l'impression que, même dans l'administration américaine, la décision n'est pas encore prise, personne ne sait ce qu'ils vont faire après. C'est comme ça dans chaque domaine. Prenez tous les problèmes importants de l'actualité. Nulle part, les Américains n'ont de vision claire sur ce qu'ils veulent faire. Que ce soit sur la Syrie, la Corée du Nord ou l'Iran, il y a toujours des déclarations contradictoires, ils changent la tonalité tout le temps. Hier encore ils promettaient des choses incroyables contre la Corée du Nord. Demain ils diront peut-être que le dirigeant nord-coréen est magnifique et qu'il faut le rencontrer encore une fois. Mais le problème est que personne ne sait ce que Donald Trump va dire demain. Cette imprévisibilité de la politique américaine nous rend un peu nerveux et un peu inquiets. Et pas que nous, vous aussi. Même lors de son dernier déplacement en France, les différences étaient très visibles.

Geopragma : Comment la politique étrangère de votre nation s'inscrit-elle dans cette réalité ? Comment vos relations évolueront-elles dans les prochaines années avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France ou encore l'Union européenne ? Qu'attendez-vous d'eux ?

Monsieur Artem Studennikov : Nous sommes au point le plus bas depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Ce n'est pas la crise des Caraïbes (crise de Cuba), mais vraiment nous n'en sommes pas loin. Nous sommes très inquiets de nos relations avec les Américains. Tout est détruit. Tout est à terre. Aucune coopération. La coopération subsiste encore dans quelques domaines qui intéressent les Américains : l'espace et l'anti-terrorisme. Mais globalement c'est le point le plus bas depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Même à l'époque soviétique c'était plus clair, il y avait un vrai respect mutuel parce que les deux pays pouvaient se détruire. Aujourd'hui aussi. Mais à l'époque quand même, il y avait quelques règles et quelques protocoles. Aujourd'hui tout est imprévisible. Nous ne comprenons pas ce qu'ils veulent. C'est la pire situation dans les relations bilatérales depuis 30 ans. Peut-être sommes-nous au fond et après on va remonter petit à petit ? Vous savez que nous avons accueilli l'élection de Trump comme une possibilité, une opportunité pour relancer nos relations. Pour l'instant il le veut bien, mais il est entouré par des conseillers, et surtout par l'Etat profond, donc il est tenu. Le problème, c'est qu'aujourd'hui il y a une certaine unanimité chez les démocrates et chez les républicains concernant l'esprit absolument anti-russe, et je ne veux pas utiliser le mot russophobe,

mais vraiment c'est une sorte de phobie. Difficile d'imaginer aujourd'hui un homme politique américain qui dise clairement « Je suis pour l'amélioration des relations avec la Russie ». Sauf Trump, lui il parle beaucoup, il écrit des tweets, mais il n'y a pas de faits réels.
Je ne pense pas que l'arrivée au pouvoir d'un démocrate va améliorer immédiatement la situation. Mais j'espère bien qu'un jour… Parce que cette folie nous rappelle l'époque du maccarthysme. C'est proprement incroyable. Tout ce qui est lié avec la Russie est banni. Les gens font des *coming-out* en disant que "moi aussi j'ai rencontré l'ambassadeur de Russie lors de la réception" pour n'être pas accusé après de collusion. La situation est incroyable, un peu surréaliste, mais c'est comme ça.

Geopragma : Si Trump est réélu, pensez-vous qu'il pourra enfin y avoir un *reset* ? Ignorer tous les néoconservateurs autour de lui, rencontrer Vladimir Poutine, et décider ensemble de faire un *reset* ?

Monsieur Artem Studennikov : Après sa réélection, oui. Peut-être aura-t-il les mains plus libres. Nous sommes là, nous sommes ouverts, nous voulons reconstruire complètement nos relations avec les Etats-Unis. Si nous prenons cette histoire avec les hackers russes, on n'a rien reçu comme document, comme preuve, rien du tout, sauf des allégations, des déclarations. Nous sommes prêts à évoquer chaque sujet, chaque cas concret. Nous avons des canaux spéciaux. Nous avons des spécialistes dans les domaines numériques. Nous pouvons discuter, tout évoquer, nous sommes prêts à parler. Eux non. C'est ça le problème. Il faut être deux. C'est pour cela que nous sommes assez pessimistes en ce qui concerne nos relations avec les Etats-Unis, parce que rien ne va plus. En même temps, nous sommes prêts à redémarrer les relations.
Avec la Chine, c'est un partenariat stratégique. Les relations n'ont jamais été aussi bonnes entre la Chine et la Russie qu'aujourd'hui. Pour nous, ce n'est pas une question de conjoncture politique, mais cela reflète notre vision commune du monde qui change, d'un monde multipolaire dans lequel il faut respecter les intérêts des autres, et où il est nécessaire de coordonner ses efforts. Mais nous comprenons parfaitement que la Chine est une puissance économique énorme, avec ses grands intérêts. Nous veillons donc à ce que nos intérêts soient respectés.
Dans le domaine économique, nos relations se développent énormément : 100 milliards de dollars en ce qui concerne les échanges commerciaux, et nous voulons augmenter ces chiffres jusqu'à 200 milliards de dollars. Il y a une coopération dans tous les domaines importants, en commençant par le domaine énergétique et les technologies de pointe. Les Chinois sont très nombreux en Russie, des Russes des régions de Sibérie sont très nombreux à vivre en Chine. Il y a un vrai contact humain. Il y a des relations culturelles. Il y a une compréhension mutuelle dans le cadre de plusieurs dossiers internationaux. Si parfois la Chine montre une certaine prudence parce qu'elle a ses intérêts, nous le respectons. Mais nous sommes unis non seulement par des accords et des documents bilatéraux, mais aussi en travaillant ensemble au sein de l'ONU et du Conseil de sécurité. Nous croyons beaucoup à « l'intégration des intégrations ». Nous croyons beaucoup à la création d'un grand espace euro-asiatique avec une forte place pour la Chine, pour la Russie… et pour les autres.

Avec la Chine, ça se passe vraiment bien, il y a des relations personnelles entre les présidents chinois et russe, une coopération militaire dans le domaine de l'anti-terrorisme, partout. Mais je le répète, ça ne veut pas dire que nous nous sommes tournés complètement vers l'Est. Non. Comme je l'ai déjà dit à maintes reprises, notre aigle bicéphale regarde à la fois vers l'Est et vers l'Ouest. Et aujourd'hui la conjoncture est telle que nous développons vraiment des relations avec les pays de l'Est, avec les pays de l'Orient, mais en même temps, nous comprenons très bien que la Russie est un pays européen.
C'est un pays qui partage la même civilisation, les mêmes valeurs, avec quelques éléments de divergence, mais quand même les mêmes valeurs que celles de l'Europe. Nos racines sont judéo-chrétiennes comme les racines européennes et nous ne l'oublions pas. Nous n'oublions pas que la Russie dans sa forme actuelle existe grâce à Pierre le Grand qui a pris plusieurs des « meilleures choses » de l'Europe et qui a établi les liens entre l'Europe et la Russie.

Geopragma : Êtes-vous d'accord avec l'idée selon laquelle, si l'Occident voulait se restructurer et se consolider, il devrait se consolider sur ses trois pieds : Russie-Europe-Amérique ?

Monsieur Artem Studennikov : Nous sommes ouverts au renforcement de ce partenariat entre ces trois parties du monde, mais aujourd'hui, c'est plutôt mon opinion personnelle, après tout ce que l'on a vécu après 1991, nous n'allons pas mettre tous nos œufs dans le même panier. N'oubliez pas que c'est inévitable pour nous. Isoler la Russie est impossible, j'espère qu'aujourd'hui les Américains et les Européens le comprennent mieux qu'en 2014. Parce que la Russie est un pays-continent. Comment voulez-vous isoler la Russie si la Chine, l'Inde, le Brésil et même la Corée du Sud ne participent pas à ces efforts d'isolement ? Non. Mais en même temps, notre mot d'ordre ce sont les paroles du général de Gaulle « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ». On peut dire de Vancouver à Vladivostok aussi, et nous sommes ouverts à toutes les options. Nous sommes ouverts à la création de cette grande Europe qui va comprendre la Russie, pas techniquement, pas comme membre de l'Union européenne, mais comme un grand espace. C'est ce que nous voulons faire dans les domaines économique, politique et militaire. Nous expliquons à nos partenaires occidentaux que l'Europe d'aujourd'hui n'est pas celle de 1985. Il n'y a plus de Pacte de Varsovie, mais il y a toujours l'OTAN. Comment voulez-vous garder ces accords et exiger quelque chose de la Russie sans les changer et sans les adapter aux changements qui se sont produits depuis ? Il faut repenser ensemble toute l'architecture de sécurité en Europe. La repenser complètement. Réécrire les documents, créer un nouveau système qui va respecter les intérêts légitimes de tous les pays, y compris des pays baltes, des pays du Nord de l'Europe, de la Pologne, mais aussi de la Russie et tous les acteurs sur l'espace européen.
Avec les Etats-Unis, votre conception Europe – Etats-Unis – Russie… Nous sommes très loin de ça. Même l'Amérique est déjà très loin de l'union sacrée avec l'Union européenne. Vous le savez mieux que moi. Donc c'est une utopie et surtout je ne voudrais pas que les autres continents, les autres régions le perçoivent comme la création de nouvelles lignes de partage. Nous sommes profondément contre les lignes de partage. Nous sommes pour leur effacement dans l'équation du monde nouveau.

Il n'y a plus les raisons idéologiques qui existaient à l'époque, nous n'avons plus d'idéologie messianique, construire un empire socialiste à l'échelle mondiale, non. Pas de plan messianique, pas de plan impérialiste, tout en voulant naturellement garder des relations privilégiées avec les pays qui autrefois composaient un seul Etat. Evidemment, tout ce qui se passe en Ukraine, en Biélorussie, dans les pays de l'Asie centrale reste important pour nous : n'oubliez pas qu'après l'effondrement de l'URSS, le peuple russe est devenu l'un des plus grands peuples divisés dans le monde. Nous avons l'histoire des Kurdes, des Coréens, des Allemands, etc. Mais après l'effondrement de l'Union soviétique, c'est le peuple russe qui est devenu le peuple divisé le plus important dans le monde. Nous avons une trentaine de millions de Russes dans les ex-Républiques de l'Union soviétique et évidemment nous voulons que leurs droits et leurs intérêts soient respectés par ces pays.

Geopragma : Qu'attendez-vous de la France ?

Monsieur Artem Studennikov : J'ai dit que l'Union européenne est toujours notre partenaire économique le plus important, je vous ai parlé de nos racines communes, que nous respectons beaucoup. La culture russe, c'est la culture européenne. Les Russes sont des Européens, mais évidemment nous voulons voir dans l'Union européenne un acteur indépendant qui ne soit pas trop influencé, disons-le franchement, par les Etats-Unis. Vous savez très bien qu'aujourd'hui l'Union européenne n'est pas homogène. Il y a des pays qui sont prêts à tout, même à recevoir sur leur territoire des missiles de courte et moyenne portée, ce qui va changer dramatiquement la situation de sécurité en Europe parce qu'évidemment, la Russie va prendre immédiatement des mesures de rétorsion quand nous aurons les missiles de courte et moyenne portée à nos portes, parce que pour l'instant nous n'en avons pas. Vous savez que nous nions complètement les allégations américaines selon lesquelles ces fameux missiles 9M729 violent le Traité sur les Forces Intermédiaires. Non. Cela ne correspond pas à la réalité. Mais si jamais, après avoir élaboré les missiles, les Etats-Unis vont les installer en Pologne, dans les pays baltes ou en Roumanie, évidemment la Russie va prendre des mesures identiques. Vladimir Poutine a déclaré très officiellement que nous établirons un moratoire sur le déploiement des missiles après leur élaboration, ça ne va pas prendre beaucoup de temps parce que nous avons toutes les technologies et c'est facile, mais après l'élaboration et la construction de ces missiles, un moratoire sur leur déploiement dans la partie européenne de la Russie est en vigueur, si les Américains n'installent pas les missiles de même classe dans le vivier de l'Europe. Nous ne voulons pas la répétition de cette fameuse crise des euromissiles dans les années 80 (SS-20 vs *Pershing*). Nous ne voulons pas ça et nous n'avons aucune raison d'installer les missiles là-bas.
Les missiles intercepteurs y sont déjà installés sous prétexte que « ce n'est pas contre vous ». C'est un problème technique. Pour que vous compreniez la raison de nos préoccupations et de nos inquiétudes : le problème, c'est que le matériel de lancement est absolument le même que celui qui existait auparavant pour lancer les *Pershings*. Donc, il suffit de substituer un jour discrètement un missile intercepteur par un *Pershing* pour en avoir un à 5 minutes de vol de Moscou. Voilà, ça c'est le problème. Et voilà pourquoi les Américains sont en train de sortir du Traité sur les Forces Nucléaires

Intermédiaires : parce qu'ils prétendent que nous avons un missile qui ne correspond pas aux dispositions de ce traité. Mais nous, nous avons trois questions à poser aux Américains, que nous leurs avons déjà posées dans le cadre de ce traité, hélas, sans jamais avoir eu de réponse.
Première question sur les missiles cibles qui techniquement correspondent complètement aux caractéristiques des missiles de courte et moyenne portée, ces missiles cibles tirés pour être abattus par ce système anti-missiles américain dans le cadre d'un exercice : qui peut nous garantir qu'ils ne portent pas d'engin nucléaire une fois lancés ? Parce qu'un tel missile peut voler quasiment jusqu'à Vladivostok. Il peut frapper nos villes et nous ne pourrons jamais savoir si le missile est nucléaire ou non.
Deuxième chose sur le matériel de lancement des missiles intercepteurs. Le matériel est le même que celui qui était utilisé auparavant pour lancer les *Pershings*. Donc, comme je vous l'ai dit, en Roumanie, en Pologne, il suffit de changer les missiles, ce qui est très facile à faire, et ils ont deux bases au minimum avec des missiles de courte et moyenne portée.
Troisième question sur des drones de frappe qui eux aussi pour leurs caractéristiques techniques sont absolument comparables aux missiles de courte et moyenne portée. Or les drones peuvent revenir, mais ils peuvent également être utilisés comme des missiles.
Voilà les trois sujets dont nous devons discuter. Au lieu de sortir du Traité, pour ces trois raisons, nous proposons depuis 2005 ou 2006 aux Américains d'en parler. Pas de réaction. Ils ne veulent pas.

Geopragma : Est-ce que la France serait un bon intermédiaire ?

Monsieur Artem Studennikov : La France est un membre discipliné de l'OTAN et de l'Union européenne, c'est sûr. Mais avec la France nous avons quand même une culture de dialogue, un dialogue jamais interrompu même pendant les années les plus compliquées c'est-à-dire 2014-2015. Au contraire, en pleine crise en Ukraine, François Hollande a invité le Président Poutine à participer aux festivités et aux célébrations liées au 70ème anniversaire du débarquement en Normandie.
La France a initié le format Normandie qui a quand même aidé à arrêter la phase d'escalade et la phase chaude de la guerre civile en Ukraine, et qui a tracé la voie pour sortir de cette crise. Oui, Kiev a un problème pour appliquer des éléments politiques des accords de Minsk, mais quand même il y a un cadre, même avec les accrochages qui ne s'arrêtent pas. Quand même en général, la guerre a été stoppée, a été arrêtée grâce à cette initiative française, sans oublier l'initiative du président Sarkozy, à l'époque, pendant la guerre des Cinq jours en Géorgie. Là aussi, il a fait deux voyages à Moscou et il a beaucoup contribué au règlement de ce conflit.
Donc, je veux dire qu'avec la France, il y a une culture du dialogue. Il y a des traditions et des relations séculaires. Il y a une vraie sympathie entre les gens, entre les peuples. Il y a une très importante coopération économique. De plus, après la sortie du Royaume-Uni, la France est le seul pays membre de l'Union européenne qui soit membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU et une puissance nucléaire en Europe, ce qui en fait un acteur extrêmement important. Elle a sa vision et sa position dans chaque sujet international. Donc la France reste pour nous un acteur clé et un partenaire clé.

Et évidemment nous aimerions bien, si la France y parvient, qu'elle puisse jouer un rôle de médiateur, ce qui en principe correspond à ce qu'elle veut faire. Déjà, parce que lorsque le président Macron vient en Russie ou parle au président Poutine, nous avons l'impression que dans ces discussions, il veut représenter l'Europe, même si ce n'est pas très facile avec certains pays de l'UE profondément anti-russes. Mais quand même, avec le président Macron, nous voyons qu'il veut vraiment tourner la page. Évidemment il y a des conditions qu'il impose à la Russie. Mais il y a une volonté d'améliorer les relations et nous le constatons très clairement. Pour vous donner un petit exemple, la partie française a invité le président du gouvernement de la Russie, Monsieur Dmitri Medvedev, à se rendre en France avec une visite de travail, qui s'est tenue le 24 juin 2019 au Havre, où il a été accueilli par Monsieur le Premier ministre Édouard Philippe. Certains formats de dialogue sont toujours gelés, mais cette première rencontre depuis 2013, le premier entretien entre deux Premiers ministres, est aussi un signe très positif. C'est un exemple de ce qui se passe entre nous et les Français.

Geopragma : Et les trois questions très techniques concernant les problèmes de sécurité de missiles ont-elles été abordées ?

Monsieur Artem Studennikov : Ce n'était pas leur but. Les Premiers ministres, surtout chez nous, sont uniquement en charge des questions bilatérales : économie, industrie, investissement, culture, humanitaire, éducation, sciences, etc.
Plusieurs sujets ont été évoqués, mais en principe nous sommes toujours prêts à évoquer n'importe quel sujet et, comme chez vous, la politique étrangère demeure la prérogative du Président et du Ministre des Affaires étrangères. Toutefois, du point de vue bilatéral cette visite a été très importante et a constitué un bon signal aux milieux d'affaires qui a donné une impulsion aux échanges économiques. Non, c'est une chose absolument et à 100 % positive. Nous sommes très contents que les dirigeants français aient invité M. Medvedev à venir en France. C'est juste pour donner un exemple que cela se passe plutôt bien entre la France et la Russie même si des divergences profondes existent. Nous avons des visions différentes sur plusieurs sujets internationaux, même sur le Traité FNI. Malheureusement, la France, tout en déclarant sa préoccupation et son inquiétude après la déclaration américaine, a déclaré en même temps qu'elle partageait les raisons invoquées par les Américains sur la violation par la Russie de ce traité. Il en est de même pour le traité sur le "Ciel ouvert" dont les Américains veulent aussi sortir.

Geopragma : On vient de faire la même chose hier sur l'Iran et le JCPOA. La France vient de s'associer aux USA de nouveau pour dire que l'Iran devait respecter son engagement.

Monsieur Artem Studennikov : Mais sur ce point, même s'il y a des nuances dans les approches russes et françaises, nous sommes globalement avec les Français et les Britanniques. Parce que tous, nous sommes persuadés qu'il faut sauver cet accord. On peut en discuter des heures. C'est l'un des sujets où nos positions sont très proches. Les Français et les Européens en général sont plus critiques à l'égard

de l'Iran pour ses activités dans la région et pour ses activités balistiques, mais ils comprennent très bien que ces deux objets ne font pas partie de l'accord qui existe. Voilà pourquoi le président Macron a proposé d'élargir le spectre de l'accord. Mais en même temps, les Français font beaucoup avec d'autres Européens pour sauver l'accord. Beaucoup, mais peut-être pas suffisamment. Mais c'est une autre histoire.

Geopragma : Quels sont vos principaux enjeux énergétiques, économiques, environnementaux et numériques à court et moyen termes ?

Monsieur Artem Studennikov : Là c'est très simple, ce sont les mêmes enjeux que les enjeux européens et les enjeux de tous. Mais il y a aussi évidemment des enjeux qui nous sont propres. Notamment des enjeux démographiques. Le déclin démographique est lié à plusieurs facteurs. On fait beaucoup, et la situation change chaque année, parfois il y a une hausse, parfois une baisse, mais globalement c'est un problème énorme pour nous. Sur notre territoire, il y a entre 144 et 145 millions d'habitants, ce n'est pas rien. Mais surtout c'est la modernisation de l'économie, l'amélioration de la vie des gens, la modernisation des infrastructures, sans oublier les nouvelles technologies qui sont au cœur de nos préoccupations.
On comprend très bien que celui qui va maîtriser les technologies liées à l'intelligence artificielle, l'économie numérique, les technologies dans la médecine, dans la biologie, la communication, les données informatiques, les grands volumes de données – les *big data*, la gestion, tout ce qui est lié au cyber, au numérique, va acquérir une grande influence sur bien des Etats. Nous comprenons qu'il faut développer tout cela.

Geopragma : Sur l'intelligence artificielle, existe-t-il un programme gouvernemental et des ressources ?

Monsieur Artem Studennikov : Oui, il y a un programme gouvernemental. Il y a une coopération public-privé. Il y a un programme. Tout est relatif parce que les moyens qui seront employés ne sont pas comparables avec ceux des Chinois ou des Américains. Mais nous avons des cadres, nous avons des scientifiques et nous avons la compréhension de l'urgence qu'il y a à développer ces secteurs.
Évidemment l'écologie, c'est quelque chose qui a une importance globale et nous sommes tous dans le même bateau. Il faut penser à l'écologie, c'est sûr. L'énergie c'est notre point fort. Pour nous, le problème est celui de la diversification de l'économie, il nous faut sortir de la rente. On déploie des efforts, mais il nous reste un grand travail à faire. Les sujets sont un peu les mêmes que ceux qui se posent à toutes les grandes nations. Évidemment, pour de petits pays africains, il y a d'autres sujets, d'autres préoccupations, mais pour nous, comme pour la France, comme pour les USA, tous ces défis sont les mêmes.

Geopragma : Peut-on encore parler du « choc des civilisations » ou la mondialisation a-t-elle rendu ce concept obsolète ?

Monsieur Artem Studennikov : Le choc des civilisations, évidemment ça existe. Ça existe, mais pour nous, nous avons des atouts, nous avons des traditions. La Russie est un pays, un grand pays multi-ethnique, multiconfessionnel. Prenez le Tatarstan, par exemple. C'était un morceau de la "Horde d'or" qui a été envahi par le tsar Ivan le Terrible ou Ivan le Redoutable si l'on traduit son surnom correctement. Depuis, dans le Kremlin de Kazan, il y a une mosquée et une cathédrale orthodoxe. Donc nous avons une longue histoire, une longue expérience de la vie commune entre les musulmans et les orthodoxes, entre parfois les orthodoxes et les bouddhistes. Nous avons deux républiques bouddhistes. Nous avons des catholiques, nous avons des protestants, nous avons plusieurs ethnies. Oui, ça ne se passe pas toujours facilement, oui, dans certaines régions, il y a des clivages, mais les autorités veillent très attentivement sur tout ce qui concerne les relations inter-ethniques. On essaye d'arrêter tout de suite, de mettre un terme aux clivages qui naissent par le communautarisme.
Mais évidemment, le problème du communautarisme existe. Par exemple, on a des communautés, des gens qui viennent d'Asie centrale ou des Chinois qui vivent dans leur propre communauté quelque part à Moscou ou dans l'Extrême-Orient. C'est un facteur tout à fait nouveau et que nous devons apprendre à gérer parce que ces communautés sont parfois assez fermées. Il y des tensions, des incidents de temps en temps, mais ce sont des cas plutôt isolés. Nous sommes très, très vigilants en ce qui concerne les relations inter-ethniques. Mais en même temps la multiethnicité, c'est notre atout. C'est la richesse de la Russie. La richesse culturelle, la richesse ethnique. Le choc des civilisations est bien possible, mais il faut travailler pour l'éviter. Cela concerne parfois, par exemple, le problème de la radicalisation islamique. Il faut veiller, il faut avoir un contact avec les leaders des communautés, avec les chefs spirituels, ce que nous faisons toujours.

Geopragma : Mais vous voyez le choc des civilisations dans l'espace russe. L'idée du choc des civilisations telle qu'elle avait été évoquée concernait le monde entier.

Monsieur Artem Studennikov : Je pense que le choc des civilisations est un problème plus actuel, plus urgent pour l'Occident et pour l'Europe occidentale. Parce que quand plusieurs dizaines, voire centaines de milliers de réfugiés afghans et syriens arrivent en une très courte période en Allemagne, cela peut créer des problèmes. Chez nous, cela ne se passe pas comme ça. Nous avons des migrants économiques, mais ils viennent chez nous pour travailler. Il n'y a pas d'allocations sociales en Russie qui soient si importantes. Cela existe, mais ils ne viennent pas pour ça. Ils viennent pour travailler et pour envoyer l'argent chez eux. Il y a quelques personnes qui préfèrent s'installer, mais les autres vont partir, ils viennent pour travailler. Tandis qu'en Europe la situation est un peu différente.

Geopragma : Verriez-vous votre pays s'associer à la France sur une initiative ou un dossier international d'envergure ? Lequel ? Quel rôle jouerait la France aux côtés de votre pays pour régler ce dossier ou mettre en œuvre cette initiative ?

Monsieur Artem Studennikov : Oui. Écoutez. Prenez l'Accord de Paris. Le président Poutine est venu en personne le 2 décembre 2015 pour assister au forum et à la signature de cet accord. C'est une initiative française que nous aurons soutenue pleinement.

Geopragma : Mais aujourd'hui, dans l'état actuel des tensions et des dossiers, vous verriez la France intervenir en priorité sur quoi, sur l'Ukraine, sur les questions d'équilibre stratégique ?

Monsieur Artem Studennikov : En Ukraine, nous sommes déjà des partenaires dans le cadre du format Normandie, et ce dialogue continue à tous les niveaux : il y a des conversations téléphoniques, il y a des rencontres au niveau des experts. Ça ne s'arrête pas. Ça continue, malgré les problèmes sur le terrain. La Syrie, c'est un peu plus compliqué : la France a pris une position trop intransigeante, trop dure vis-à-vis du régime de Damas dès le début du conflit, et aujourd'hui pour la France c'est un peu compliqué. Mais la France est un acteur important du S*mall group* et en cette qualité la France est entrée en contact avec la Russie pour assurer une certaine connexion et un certain échange entre le groupe d'Astana et le *Small group*. Là aussi nous avons un dialogue approfondi avec la France qui continue. En théorie nous sommes pour. Nous sommes prêts à réunir nos efforts dans le dossier syrien, mais à condition que l'on ne commence pas la négociation en disant à Bachar El-Assad que «à la fin tu seras envoyé à la Haye et traduit en justice». On ne peut pas y arriver comme ça, surtout quand le gouvernement de Damas contrôle aujourd'hui une grande partie du territoire et peut réclamer un rôle normal dans le développement ultérieur du pays et participer aux élections.

Geopragma : Est-ce que la France pourrait jouer un rôle de *leader* pour soit éliminer, soit réduire les sanctions contre la Russie ?

Monsieur Artem Studennikov : Je vais vous dire une chose : les sanctions, ça ne nous intéresse pas. Nous n'évoquons jamais la question des sanctions lors de nos échanges avec nos partenaires occidentaux.

Geopragma : Pourquoi ?

Monsieur Artem Studennikov : Parce que nous nous y sommes habitués. Nous n'avons aucun problème. Évidemment, cela ne nous facilite pas la vie. Mais nous n'allons jamais demander quoi que ce soit en ce qui concerne les sanctions. À un moment donné, quand les Européens seront mûrs pour évoquer la levée des sanctions, nous serons prêts à discuter de la levée des contre-sanctions russes. Mais nous n'évoquons jamais ce sujet. On n'inscrit pas le sujet des sanctions dans les papiers, dans l'ordre du jour que nous préparons pour nos chefs. Parce que ce n'est pas la Russie qui a inventé les sanctions. Ce n'est pas la Russie qui a introduit les sanctions. Ce n'est pas à la Russie de demander de les lever. Nous ne demandons rien à l'Occident. Si l'Occident veut prolonger ces sanctions pendant des années, nous sommes prêts. C'est dommage, mais nous sommes prêts. Voilà.

En revanche, la France, l'Allemagne et certains autres de nos partenaires nous disent « Écoutez, nous allons tout faire pour commencer à en lever une partie, à alléger les sanctions, mais à condition qu'un progrès soit accompli dans la réalisation des accords de Minsk. » Qu'est-ce que nous répondons à ce propos ? Nous disons que la Russie n'est pas partie de cet accord. C'est Kiev qui doit faire sa partie du chemin. Parce que pour l'instant, tout est bloqué par l'absence de bonne volonté de Kiev de réaliser, de mettre en pratique les accords politiques, les dispositions politiques des accords de Minsk : cela veut dire, appliquer la loi sur l'amnistie, organiser les élections régionales en coordination avec les autorités locales, ce que Kiev refuse catégoriquement, et amender la Constitution ukrainienne avec un statut spécifique pour les régions de Donetsk et de Lougansk au sein de l'Ukraine unie. Donc, nous insistons sur l'application complète des accords de Minsk et nous allons faire notre partie du chemin en sensibilisant les représentants de Donetsk et de Lougansk, mais vous devez adresser vos paroles surtout à Kiev, car tout dépend de Kiev aujourd'hui.

Geopragma : Quel(s) rôle(s) souhaitez-vous que l'Union européenne joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ?

Monsieur Artem Studennikov : Comme je vous l'ai dit, l'Union européenne est pour nous un acteur majeur et l'acteur le plus important du point de vue des échanges commerciaux et économiques. Nous sommes liés par des milliers de liens culturels, spirituels, scientifiques, dans tous les domaines. Nous sommes très, très européens nous-mêmes. Mais nous voulons que l'Union européenne manifeste son indépendance.

Geopragma : Pensez-vous que la souveraineté soit une notion dépassée ou moderne ? Et celle de peuple ? Quelles sont pour vous les conditions de la cohésion nationale et ses facteurs de dilution ?

Monsieur Artem Studennikov : En ce qui concerne la souveraineté : évidemment que pour nous, ce n'est pas une notion dépassée.
Voilà pourquoi la Russie n'a jamais exprimé sa volonté de devenir membre de l'Union européenne parce que nous comprenons que pour cela, il faut faire de grosses concessions. Il faudrait déléguer une partie de notre souveraineté à une structure supra-étatique. Nous n'y sommes pas prêts. Nous voulons développer les relations avec toutes les structures régionales et nous créons nous-même des structures régionales en déléguant une partie des pouvoirs aux organes de notre Union Économique Eurasiatique par exemple, mais évidemment tout en respectant la souveraineté générale de la Russie. Pour nous, la souveraineté, c'est quelque chose qui est très important. Nous voulons garder notre identité politique et culturelle. Tous les pays sont différents. On ne peut réclamer le respect de toutes les traditions et de toutes les valeurs. Les valeurs peuvent être les mêmes, mais les pays peuvent les considérer et les traiter de façon différente. Nous croyons que chaque pays a le droit d'avoir sa position sur tel et tel sujet, et d'être souverain dans certaines de ses décisions. Donc pour nous, la question de souveraineté ne se pose pas. La Russie est un pays un petit peu à part, un pays énorme, un pays avec une histoire très

compliquée avec son espace d'un pays-continent, avec son esprit multiethnique et multiconfessionnel. Je pense que pour nous, la souveraineté est une chose absolument inévitable et nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de tout le mécanisme étatique. Je ne peux pas juger et commenter tout ce qui concerne la question de souveraineté en Europe et en France notamment. Ce n'est pas notre boulot. Mais pour nous, pour notre vision du monde, pour notre vision de la vie en générale, la question de la souveraineté ne se pose pas. Nous sommes souverains et nous resterons souverains.

Geopragma : Selon vous, quels sont les fondements de l'influence internationale de demain ?

Monsieur Artem Studennikov : Évidemment, c'est l'économie. L'état de l'économie et les progrès dans les domaines que nous avons évoqués déjà avec vous. Mais pas uniquement. Par exemple, la politique internationale basée sur les principes, sur ses valeurs, sur le respect mutuel. Parce que la Russie aujourd'hui est respectée par plusieurs pays du monde émergent, surtout pour sa fermeté, pour sa capacité de défendre ses alliés et ses amis, pour sa prise de position, pour son courage en défendant ses intérêts nationaux. Ça aussi ça joue un rôle. L'économie oui, mais aussi la politique, l'indépendance, la souveraineté, et la capacité de défendre ses intérêts : les intérêts de son peuple et les intérêts des peuples amis, des Etats amis. Ça, c'est mon opinion évidemment subjective, mais ça joue aussi un rôle important pour être influent dans le monde.

Geopragma : Que pensez-vous de l'invocation de valeurs et de principes moraux en matière internationale ?

Monsieur Artem Studennikov : C'est une question à 100 % philosophique, parce que c'est très relatif. Vous savez que la Russie est accusée tout le temps par ses partenaires occidentaux de violer certaines valeurs ou certains principes moraux, en Syrie par exemple. Et ces accusations sont connues. Évidemment, on les nie en bloc mais je vous demande : qui nous juge ? Les Etats-Unis, qui ont déclenché tant de guerres depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, qui ont détruit deux villes japonaises, Nagasaki et Hiroshima, y compris pour envoyer un signal à l'Union soviétique et en même temps évidemment à tout le monde, et pour d'autres raisons, dans le contexte de la guerre entre le Japon militariste et les Etats-Unis. D'un point de vue moral, c'est un acte qui n'a jamais été condamné par les officiels américains. Par exemple, toutes ces guerres innombrables, les soutiens à des régimes horribles en Amérique latine ou en Afrique, ce qui s'inscrivait dans la logique de la confrontation entre le camp socialiste et le camp capitaliste. Autrement dit, les Etats-Unis, ce fleuron de la démocratie, des droits de l'homme et de la morale est le seul Etat à avoir utilisé les armes atomiques, à avoir massivement utilisé les armes chimiques et à entourer aujourd'hui même notre pays d'un réseau de laboratoires biologiques militaires. On se demande à quelles fins. Donc voilà, parler de la moralité… Prenez la Suisse. On peut dire que la Suisse peut donner des leçons de morale par exemple, et encore… Si l'on prend l'histoire de la Suisse, de ses relations avec les banquiers nazis, ses relations financières avec l'Allemagne nazie... Rares sont les pays dans le monde qui peuvent donner des leçons de morale.

Même aujourd'hui. Oublions le passé colonial français ou l'époque stalinienne en Union soviétique. Prenons les dernières années.
Comment la France peut-elle nous donner des leçons après avoir détruit le gouvernement, le régime en Libye, le régime de Kadhafi qui n'était pas un régime très sympathique, mais sans proposer aucun remplacement ? Vous voyez ce qui se passe aujourd'hui. C'est un territoire où l'Etat s'est effondré. C'est un Etat dont le territoire est devenu une passoire de réfugiés en Europe. Vraiment, c'est un trafic absolument inhumain, illégal, avec des cas d'esclavage comme au XVIème, si ce n'est au XVème siècle. C'est le résultat d'une action « morale » des pays de l'Occident parce que leur action était prétendument très, très morale. Il fallait sauver la population, empêcher un bain de sang, des massacres, etc. Mais qu'est-ce que nous avons reçu comme résultat ? La propagation de l'islamisme et du radicalisme islamique même en Afrique. Toutes ces armes et tous ces gens passent souvent par le territoire libyen et non pas par le territoire algérien. Quand même, c'est plutôt la Libye. Voilà, mais ça, c'est une réflexion philosophique.
Évidemment chacun dira que son pays est à 100 % moral et les autres, non. Mais je pense que la réalité est beaucoup plus compliquée. En tout cas la Russie espère agir en respectant les principes de moralité, en tout cas elle fait de son mieux pour être irréprochable dans ce domaine, même si c'est difficile, évidemment.
Quand il y a une guerre contre le terrorisme en Syrie, quand on utilise l'aviation, on ne peut pas larguer les bombes avec une précision de 100% et tuer seulement des terroristes. Je n'exclus pas qu'il y ait des pertes, des dommages collatéraux, comme on dit. Mais prenez Raqqa, prenez Mossoul. Si l'on prend la Syrie, Alep, toutes les critiques que nous avons reçues pour avoir soutenu l'armée syrienne dans sa reconquête d'Alep… À Alep, oui, quelques arrondissements ont beaucoup souffert. Mais prenez Raqqa, qui a été rasée presque complètement, à 70 %, avec des cadavres qui, paraît-il, sont toujours sous les décombres ? Et qui se souvient de Raqqa aujourd'hui ? Personne. Donc, il y a beaucoup d'hypocrisie dans la politique.

Geopragma : Vous pouvez désormais aborder le sujet libre, de quoi voudriez-vous nous faire part ?

Monsieur Artem Studennikov : Je voudrais bien revenir à ce que j'ai déjà dit, au fait que le monde a beaucoup évolué et que la Russie a beaucoup évolué également. Et je veux vous parler de notre très grande volonté de reconstruire l'Europe et de reconstruire le monde pour le rendre beaucoup plus pacifique, juste et constructif. Et je veux bien dire à vos lecteurs, à tous ceux qui vont lire les extraits de notre conversation, que la Russie est un pays qui veut vraiment la paix.
C'est un pays qui a tant souffert pendant la Seconde Guerre mondiale, et les traces sont toujours si profondes, que nous n'avons aucune envie de voir des événements pareils se reproduire en Europe ou quelque part ailleurs. Voilà pourquoi nous sommes toujours contre les tentatives de changer tel ou tel régime par la voie de l'intervention militaire. Nous voulons toujours éviter ça. Même si après l'effondrement de l'Union soviétique nous étions coincés et obligés de maîtriser la situation dans le Caucase du Nord. Mais c'est une tragédie énorme. C'était pour une grande partie l'erreur des dirigeants

de l'époque. Mais, en même temps, c'était le résultat d'ingérences étrangères. C'était aussi le résultat de l'affaiblissement de l'Etat lors de cette transition de l'Union soviétique vers la Russie démocratique. Cette transition s'est déroulée, il faut le reconnaître, plutôt bien, sans écoulement du sang. Dieu merci. Trois personnes ont été tuées à Moscou en 1991 pendant le putsch d'août. Le coup d'Etat d'août a échoué. Trois personnes. Chaque vie humaine évidemment compte, le prix de chaque vie humaine est impossible à calculer, mais quand même on a réussi un passage du communisme et du socialisme à l'économie de marché et à la démocratie sans beaucoup de turbulences. Mais après la période a été très difficile. Cela a duré une dizaine d'années, toutes les années 90. La Russie aujourd'hui n'est pas l'Union soviétique. La Russie d'aujourd'hui n'est pas un pays qui veut agresser qui que ce soit. Toutes ces peurs, toutes ces préoccupations des pays baltes, toutes ces phobies de la Pologne, pour nous c'est vraiment quelque chose d'insensé. Comment pouvez-vous imaginer une situation où la Russie agresse ces pauvres pays baltes ou la Pologne ?

Évidemment, on nous donne l'exemple de la Crimée. Mais la Crimée, c'est un cas unique. C'est un cas absolument exceptionnel. Le problème, c'est le manque d'information. Les gens ne comprennent pas ce qu'est la Crimée, quelle place la Crimée occupait dans l'histoire millénaire de la Russie. Comment la Crimée est devenue ukrainienne, en quelle année, dans quelles conditions. Les gens ne le comprennent pas. Les gens ne comprennent pas quelle est la population qui vit en Crimée, quelle était sa position, dans quel contexte le référendum a été organisé. Et il a été organisé, vous le savez très bien, après un coup d'Etat absolument illégitime à Kiev avec l'arrivée au pouvoir des forces ultra-nationalistes et ultra-russophobes, dont les héros sont des collaborateurs des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Et dans cette situation, la population de Crimée a fait son choix parce qu'elle ne voulait pas être avec un régime quasi nazi. La guerre civile n'est pas encore terminée dans le Donbass, mais c'est aussi le résultat de ces évènements. Et il faut le comprendre. Il faut comprendre pourquoi la Russie a agi de telle ou telle façon et pourquoi elle ne pouvait pas agir autrement. Il en va de même dans les autres situations. C'est un cas exceptionnel.

Mais ce que nous voulons aujourd'hui c'est avoir les conditions les plus confortables pour moderniser notre pays, pour continuer à changer notre pays pour le rendre plus commode à vivre, plus agréable à vivre, pour le rendre encore plus hospitalier. Les Français qui ont visité la Russie pendant la Coupe du monde de 2018 ont pu visiter onze villes où se déroulaient les matchs et ils ont pu constater quelle était l'ambiance de la Russie et combien les Russes peuvent être hospitaliers et fraternels. Il n'y a eu aucun cas, on me posait la question à la télévision, d'éventuels actes d'homophobie ou de racisme lors de ces matchs. Aucun incident majeur n'a été enregistré pendant un mois avec des dizaines de milliers de touristes venus du monde entier sans visa, avec juste un passeport de supporter. Donc voilà, la Russie regarde vers l'avenir, sans oublier le passé évidemment. Et la Russie est ouverte à la coopération avec tous ses voisins, sans exception. Avec ses voisins proches, avec ses voisins un petit peu plus éloignés, avec les acteurs importants qui sont encore plus loin et avant tout avec les Américains évidemment, mais tout en restant ouverts. Bien sûr, nous allons faire de notre mieux pour défendre nos intérêts nationaux, pour exiger le respect des intérêts des minorités russes dans l'étranger proche, tout en respectant le droit international et en exigeant que tout le reste de la communauté internationale

respecte le droit international et le statut des Nations Unies comme seule et unique organisation universelle qui doit vraiment gérer les choses dans le monde, avec le concours de tous les membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité.

République tchèque

Le 26 novembre 2019

Ambassade de la République tchèque en France
Son Excellence Monsieur Petr Drulák, Ambassadeur de la République tchèque auprès de la République française, à Monaco et auprès de l'UNESCO
S.E.M. Petr Drulák intervient à titre personnel. Ses déclarations ne sont pas représentatives de la position officielle de la République tchèque.

S.E.M. Petr Drulák, compte tenu de l'évolution du contexte international depuis l'entretien initial, a souhaité modifier récemment certaines parties de l'entretien et de ses déclarations.

Geopragma : Comment analysez-vous l'état actuel des relations internationales à l'échelle mondiale et les modes de coopération ou confrontation entre Etats ou groupes d'Etats ? Comment pensez-vous que cette situation va évoluer à court, moyen et long terme ?

S.E.M. Petr Drulák : C'est une question pour une conférence… Je dirais brièvement que c'est plutôt grave, en particulier si l'on compare avec nos attentes des années 90. Les attentes des années 90, c'est un peu après l'ouvrage de Francis Fukuyama, cette idée de « la fin de l'Histoire » et que tout le monde vivrait en harmonie, la démocratie serait libérale partout, avec le « guidage » éclairé des Etats-Unis. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Nous vivons dans un monde multipolaire. Il y a l'Occident, mais qu'est-ce que cela veut dire l'Occident ? Il y a les Etats-Unis et il y a l'Europe. Mais après, il y a aussi les grandes puissances qui sont survenues dans les dernières décennies : la Chine, l'Inde, le Brésil. Nous avons aussi de grandes zones d'instabilité au Moyen-Orient qui commencent de l'Afrique du Nord et qui vont jusqu'à l'Afghanistan. Brzezinski en parlait déjà. Il y a beaucoup de défis, il n'y a pas vraiment de clarté suffisante de la part de nous tous pour savoir ce qu'il faut faire. Donc il y a un grand chaos. Mais ce qui est sûr aujourd'hui, c'est qu'il faut vraiment quitter la *doxa* des années 90. C'était une période exceptionnelle, mais nous nous sommes trompés. Malheureusement le monde où l'on vit n'est pas le monde que l'on a imaginé. Il faut sortir de ce dispositif intellectuel et trouver, d'une manière réaliste, des idées qui pourraient nous guider. Il faut être réaliste.

Geopragma : Comment la politique étrangère de votre nation s'inscrit-elle dans cette réalité ? Qu'attendez-vous de ces pays ?

S.E.M. Petr Drulák : Nous sommes un pays plutôt petit. Je pense que pour la Tchéquie, il faut se concentrer sur notre voisinage et aussi sur l'Europe. C'est vrai qu'avec l'étranger et les pays extra-européens, nous avons des relations privilégiées. Avec Israël par exemple. Par ailleurs, nous avons des contacts plutôt économiques avec la Chine et des contacts avec la Russie. Mais si nous voulons peser, c'est à travers la coopération européenne. Il faut avoir une construction européenne forte parce que sans cela nous ne pouvons pas faire grand-chose. Pour la Tchéquie, l'Europe centrale est la priorité. Nous voudrions vraiment - c'est une tradition de la Tchéquie ces dernières années - contribuer à une bonne compréhension au sein de l'Europe centrale, mais aussi entre les pays de l'Europe centrale et ceux de l'Europe occidentale. Nous ne pensons pas qu'il faille exagérer les conflits et les divisions. Parce que les divisions sont là. Les divisions les plus graves sont entre l'Europe du Nord et du Sud. Je ne pense pas que la division la plus grave soit entre l'Europe centrale et l'Europe occidentale, ce n'est pas le cas. Si nous voulons construire une Europe forte, il faut se montrer solidaires et il ne faut pas exagérer les tensions.

Geopragma : Quand vous dites Nord/Sud vous pensez à qui ? Quels sont les points de friction ?

S.E.M. Petr Drulák : C'est la question de l'économie. Ce sont les modèles socio-économiques, c'est la question de la fiscalité, la question de la politique monétaire. Parce qu'aujourd'hui dans la zone euro la politique monétaire est centralisée, mais il est évident que les besoins des économies des pays du Sud et les besoins des économies de pays du Nord sont différents. Donc quand je parle de réflexes entre le Nord et le Sud, sa prévisibilité est au niveau socio-économique et politique. Par exemple, les exigences de transparence nordiques sont différentes des exigences des pays du Sud. C'est comme ça. Je ne suis pas sûr que l'on puisse dire simplement que c'est le Nord qui a raison. C'est un tout. Ce sont des traditions politiques qui sont très différentes et qu'il faut les respecter, mais il faut quand même trouver des traits d'union qui nous permettent d'agir ensemble.

Geopragma : Dans ce conflit Nord/Sud j'imagine que vous placez l'Allemagne dans le Nord ?

S.E.M. Petr Drulák : Oui.

Geopragma : Par rapport à l'histoire et les relations privilégiées que vous avez eues avec l'Allemagne, pensez-vous justement que si vous voulez construire ces ponts avec l'« Europe occidentale », la Tchéquie et la France puissent jouer un rôle plus proche, quitte à ce que vous vous émancipiez un peu de l'Allemagne?

S.E.M. Petr Drulák : Vous savez que pour nous l'Allemagne est le partenaire économique, mais aussi politique décisif. Je pense qu'au niveau politique, on a un bon dialogue avec les Allemands. Mais quand je dis cela, je ne dis pas que nous voulons avoir une Europe allemande. L'Allemagne va jouer un rôle très important. Mais ce n'est pas que l'Allemagne, il y a la France, il y a d'autres pays, il y a même les petits pays qui ont des choses à dire. Dans ce domaine, nous apprécions et nous voulons avoir des relations stratégiques avec la France parce que je pense que c'est aussi dans l'intérêt de l'Europe et de l'Allemagne, pas seulement dans celui de la Tchéquie et la France. Car l'Allemagne elle-même ne veut pas être le seul « être » hégémonique européen. Ce n'est pas le rôle que l'Allemagne imaginait pour elle-même. Nous ne devons pas essayer de convaincre les Allemands de le faire. Tout le monde le sait, tout le monde le respecte. On leur confie la responsabilité, mais il y a d'autres pays. Il existe un dispositif institutionnel qui devrait nous permettre d'agir vraiment ensemble et pas seulement de suivre un pays, quel qu'il soit. La crise financière l'a montré de nouveau, celle que nous avons vécue il y a quelques années et dont les conséquences sont toujours visibles, c'est la crise du Nord/Sud.

Geopragma : Comment vos relations évolueront-elles dans les prochaines années avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, ou encore l'Union européenne ?

S.E.M. Petr Drulák : Il n'y a pas d'équidistance quand on parle de la Chine, la Russie et les Etats-Unis. Nous sommes plus proches des Américains que des autres. Nous sommes toujours dans l'OTAN et je pense que l'OTAN, c'est bien. Cependant, nous devons vraiment réfléchir, et renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe. Je suis tout à fait partant, parce que l'Europe doit être capable d'agir seule.

Geopragma : Comment faire ?

S.E.M. Petr Drulák : Il faut investir dans la défense. Il faut développer des systèmes de défense propres, européens, autonomes. Cela peut être dans le cadre de l'OTAN. Cela serait dommage si ce n'est pas compatible avec l'interopérabilité. Mais le contrôle devrait être européen. Donc oui, investissement dans les systèmes de défense communs. C'est évident.

Geopragma : Par rapport à l'OTAN, est-ce que vous avez les mêmes soucis que les Polonais et les pays baltes par rapport à la Russie ? À la base, leur intégration dans l'Alliance répondait au souci de se protéger de l'Union soviétique.

S.E.M. Petr Drulák : Toute l'Europe, pas seulement les pays baltes, a besoin du parapluie nucléaire américain, à l'exception de la France et la Grande-Bretagne qui sont autonomes. Tant que l'on n'a pas de parapluie européen, on ne peut parler d'autonomie stratégique de l'Europe. C'est de la stratégie. Si l'on parle des grandes puissances qui pourraient nous menacer, la seule dissuasion dont nous disposons c'est la dissuasion nucléaire. Si nous ne dépendons que des Etats-Unis, ce sont toujours les Etats-Unis

qui vont assurer la sécurité de l'Europe. Nous devons travailler dans cette direction, sur la question de la dissuasion nucléaire pour les Européens. La France peut jouer un rôle très important.

Geopragma : C'est-à-dire ? En mettant sa dissuasion nucléaire au service de l'Union européenne ?

S.E.M. Petr Drulák : Pas seulement ça. Les autres devraient être inclus. Comment ? Je ne sais pas exactement. Mais si l'on parle de l'autonomie stratégique de l'Europe sans parler de dissuasion nucléaire européenne, c'est un peu ridicule. Pour l'Europe centrale et pour les pays de l'Europe de l'Est, la dissuasion nucléaire américaine c'est vraiment ce qui est décisif.

Geopragma : Mais comment voyez-vous, par exemple, la Russie ? Vous la voyez encore comme une puissance agressive vis-à-vis d'un pays comme le vôtre ?

S.E.M. Petr Drulák : Nous n'avons pas peur d'une agression militaire russe. On ne peut pas l'attendre à moyen-terme. A long terme, tout est possible. A moyen terme ce n'est pas attendu, mais quand même. On témoigne d'une certaine agressivité de la Russie dans certains pays au niveau des services de renseignement, par exemple, qui sont assez actifs. Bien que notre pays ne soit pas menacé par la Russie d'une manière militaire directe, les pays dans notre voisinage le sont. Comme l'Ukraine qui a perdu une partie de son territoire, en dépit des garanties russes des années 90. La Russie avait garanti l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Aujourd'hui on voit que les garanties russes ne valaient rien. C'est assez inquiétant.

Geopragma : Mais c'était aussi lié au fait que l'Ukraine ne devait jamais entrer dans l'OTAN.

S.E.M. Petr Drulák : C'est vrai, mais je ne pense pas que l'OTAN serait prête à l'accepter. On avait un certain rapprochement, une coopération avec l'Ukraine, mais personne à l'OTAN n'était prêt à accueillir l'Ukraine comme un membre. C'est un peu une guerre préventive contre l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Ce n'est pas vraiment crédible.

Geopragma : Mais récemment, le Parlement européen a déclaré que l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN et dans l'Union européenne était encore un objectif.

S.E.M. Petr Drulák : C'est vrai. Oui, c'est quelque chose que l'Ukraine dit aussi, mais ce n'est pas la position de l'OTAN. Elle ne se prépare pas pour l'adhésion de l'Ukraine.

Geopragma : Même aujourd'hui ?

S.E.M. Petr Drulák : Non, ce n'est pas le cas et ce n'était pas le cas avant. On a eu un rapprochement, une coopération OTAN/Ukraine, mais la question de l'entrée de l'Ukraine dans l'Alliance n'était pas un projet.

Geopragma : Maintenant ce n'est plus possible.

S.E.M. Petr Drulák : Mais même avant. Je pense que la Russie a eu peur de la situation géopolitique. La Russie a eu peur que la révolution de Maïdan puisse réussir. Qu'une telle révolution pourrait déstabiliser la Russie. Quelque chose d'identique pourrait se dérouler en Russie. Ce n'était pas tellement lié à l'OTAN, mais à la dynamique de la société. Parce qu'à un moment donné, le mouvement de l'opposition russe incarné par Navalny, était (et est toujours) une force avec laquelle la Russie devait compter. Je pense que plutôt que de l'OTAN, le régime russe et Poutine ont peur de la contagion intérieure plutôt qu'extérieure. La menace vient de l'intérieur. Avec l'Ukraine vous pouvez détourner l'attention, parce que vous pouvez unir la Russie grâce à la guerre contre l'Ukraine. Le comportement de la Russie dans les dernières années est très difficile à accepter.

Geopragma : Vous avez des liens économiques forts avec la Russie ?

S.E.M. Petr Drulák : Nous avons des liens. Ils nous fournissent le gaz, mais nous ne sommes pas dépendants des Russes. Nous pouvons aussi l'acheter sur le marché international, nous avons des gazoducs. Mais nous achetons du gaz russe et avons des échanges économiques. Pour moi, la Russie reste un partenaire économique. On ne veut pas en changer. On veut avoir des échanges économiques étroits avec les Russes. C'est un partenaire économique, mais un adversaire en matière géopolitique.

Geopragma : C'est un peu différent de la Chine. La Chine est un partenaire économique, mais on ne le perçoit pas tellement comme une menace géopolitique. C'est une menace qui est plus distante.

S.E.M. Petr Drulák : Plus distante, mais qui s'approche. C'est un danger.

Geopragma : Pour certains, on voyait plutôt la Russie comme une sorte de rempart, de frontière contre la Chine.

S.E.M. Petr Drulák : La Russie est un pays eurasiatique. Nous sommes des pays européens, la Chine est un pays asiatique et la Russie est entre les deux. Pour la Russie je ne pense pas qu'il y ait demain une option d'alliance stable avec la Chine. La Russie n'est pas dans une position facile, mais elle fait des gestes de politique étrangère qui ne facilitent pas tout non plus.

Geopragma : Est-ce que ce n'est pas parce que l'on entretient en Europe une diabolisation manifeste et permanente de la Russie comme d'ailleurs vis-à-vis de l'Iran, une diabolisation assez nette qui est

relayée en Europe en permanence et qui vient des Etats-Unis, car ils n'ont pas intérêt à ce que la Russie se rapproche de l'Europe géopolitiquement.

S.E.M. Petr Drulák : Je suis d'accord sur le fait qu'il y a de la diabolisation parce qu'aujourd'hui, quoi qu'il se passe, on cherche la Russie derrière, ce qui est naïf. Mais en dépit de cette diabolisation, il y a des faits inquiétants. Ces faits inquiétants c'est l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et ce sont aussi des activités de renseignement. Chez nous comme dans les pays baltes, dans d'autres pays, dans les pays des Balkans, la Russie est très active. Les gouvernements légitimes de ces pays sont déstabilisés par les actions clandestines russes. Donc oui il y a de la diabolisation, mais ça ne veut pas dire que la Russie ne fait rien.

Geopragma : La Russie agit, mais les services de renseignement sont « là pour ça », tous les services du monde font ça.

S.E.M. Petr Drulák : Mais pas pour déstabiliser les gouvernements. Je ne sais pas si les services de renseignement français le font, je ne pense pas.

Geopragma : On l'a fait en Afrique… les Américains font ça toute la journée. Dès que vous avez un appareil de renseignement suffisamment puissant et développé. Les services de renseignement ne sont pas des chats posés sur un meuble.

S.E.M. Petr Drulák : Ce sont les gouvernements alliés qui sont déstabilisés par les Russes.

Geopragma : Ce qui s'est passé en Autriche ce week-end (démission de tous les ministres du FPÖ), vous y voyez la patte russe ?

S.E.M. Petr Drulák : Je ne sais pas, je ne pense pas. Ce ne sont pas les Russes, ça vient de l'Occident. Ce sont des services de renseignement occidentaux. La Russie n'avait aucun intérêt à ça. Juste avant les élections européennes, ce ne pouvait pas être la Russie.

Geopragma : Quels sont vos principaux enjeux énergétiques, économiques, environnementaux et numériques à court et moyen termes ?

S.E.M. Petr Drulák : Aujourd'hui, on est toujours dans le nucléaire. Maintenant il faut moderniser nos centrales. C'est un enjeu très important car c'est un investissement énorme.

Geopragma : La France peut vous aider à moderniser vos centrales.

S.E.M. Petr Drulák : La France est un candidat très sérieux. Nous y avons réfléchi. Nous avons deux centrales nucléaires. Elles devraient être modernisées ou élargies. Il y a beaucoup à faire.

Geopragma : Le nucléaire représente quel pourcentage de votre consommation électrique ?

S.E.M. Petr Drulák : Je pense que nous sommes à 40 %, mais nous voulons avancer à 50 %. Nous devrions rejoindre la France car vous êtes à 60 % et voudriez diminuer à 50 %. Nous aussi. C'est notre but stratégique et c'est aussi le but stratégique français.

Geopragma : Et les questions environnementales, numériques dont on parle beaucoup comme de grands enjeux de puissance car ce sont de grands enjeux d'indépendance ?

S.E.M. Petr Drulák : Le numérique, c'est assez sérieux parce que notre pays est assez strict, nous avons eu une décision de l'Autorité de la sécurité numérique qui nous a découragés d'accepter des offres pour des raisons stratégiques. Il y a un grand débat en Tchéquie pour savoir si l'on doit le faire ou pas. La question se pose aujourd'hui avec les réseaux de 5G car ce sont des réseaux vraiment dangereux qui veulent tout contrôler. Personnellement ça me fait peur. Je parle du fait que l'on aura des réseaux qui seront capables de contrôler presque tous les outils électroniques.

Geopragma : Qui va équiper la Tchéquie ?

S.E.M. Petr Drulák : Aujourd'hui on ne sait pas encore. Mais il n'y a pas l'embarras du choix. Si ce n'est pas Huawei, ce sera Ericsson.

Geopragma : Et Alstom ?

S.E.M. Petr Drulák : Ça fait partie d'une des autres compagnies. Je ne pense pas qu'Alstom ait la capacité aujourd'hui. Dans le réseau 5G on ne parle que de trois acteurs : Huawei, Nokia et Ericsson. C'est vrai que Huawei est plus avancé que les deux autres.

Geopragma : Peut-on encore parler de « choc des civilisations » ou la mondialisation a-t-elle rendu ce concept obsolète ?

S.E.M. Petr Drulák : Je n'ai jamais adhéré à la thèse de Samuel Huntington, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de conflit dont les racines ne soient expliquées par les différences culturelles. Je pense à la carte qu'il a proposée. Elle n'est pas exacte car il peut y avoir beaucoup de conflits au sein de cultures identiques. Par exemple quand il a parlé de l'islam, il l'a traité comme étant une seule civilisation. Mais les conflits les plus farouches sont entre les Sunnites et les Chiites. Vous avez aujourd'hui le conflit entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Je pense que ce sont des conflits plus profonds

qu'entre l'Iran et les pays occidentaux. Il y a des éléments civilisationnels et culturels dans les conflits, mais on ne peut jamais réduire les conflits à la seule dimension culturelle. Je pense que cette dimension culturelle est beaucoup plus compliquée que ce que la carte d'Huntington a suggéré.

Geopragma : Je pense que le conflit Iran / Arabie Saoudite est un conflit qui a de fortes dimensions économiques et énergétiques et que la confessionnalisation de l'affrontement est aussi très instrumentale. On appuie dessus avec gourmandise notamment depuis Washington.

S.E.M. Petr Drulák : On sait que les Américains y contribuent. Quand vous proposez une explication ou une interprétation culturelle, vous pouvez toujours dire que les choses culturelles ne sont que sur la surface et que les vraies raisons sont économiques, stratégiques ou bien sociales. C'est difficile à résoudre. Je pense que cela peut être un vrai conflit au niveau culturel ou civilisationnel avec par exemple l'Arabie Saoudite. La vraie question est : qui seront les vrais représentants de l'islam ? Quel est le pays de l'islam, quel est le leader du monde islamique ?

Geopragma : Est-ce qu'en ce cas, le vrai sujet n'est pas interne au monde sunnite, pour la domination de celui-ci, entre l'Arabie Saoudite et la Turquie ? C'est surtout le monde sunnite qui est en jeu. Le monde chiite fait peur, surtout à Israël, mais pas pour des raisons tellement militaires, plus pour des questions intellectuelles.

S.E.M. Petr Drulák : Vous avez raison, dans cette rivalité entre Arabie Saoudite et Turquie et la question des Frères musulmans et du wahhabisme. Mais aujourd'hui quand on parle de la possibilité de la guerre ce n'est pas Turquie contre Arabie Saoudite. Mais dans l'avenir cela va rester l'une des raisons des conflits au Moyen-Orient.

Geopragma : Vous disiez tout à l'heure avoir des relations privilégiées avec Israël. De quelle manière ? Est-ce historique ?

S.E.M. Petr Drulák : C'est historique et culturel. Nous avons toujours été un pays avec une minorité juive, de tradition juive, ce qui a été partiellement détruit par la Shoah pendant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui la minorité juive est plutôt réduite, mais Israël jouit de beaucoup de sympathie au sein de l'opinion publique tchèque. L'opinion publique tchèque est très pro-israélienne.

Geopragma : Toutes tendances politiques confondues ?

S.E.M. Petr Drulák : Oui.

Geopragma : Quel rôle souhaitez-vous que la France joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ? Sinon à quelles conditions ?

S.E.M. Petr Drulák : La France est trop petite pour vraiment jouer un rôle mondial. Elle peut avoir et elle a un rôle décisif au niveau européen. Mais elle peut aussi avoir un rôle au niveau mondial lorsqu'elle agit avec d'autres pays européens. C'est la vocation mondiale de la France : avec les autres Européens. Si c'est la France seule, elle ne peut rien faire. C'est évident. En dépit de son siège permanent dans le Conseil de sécurité et de sa situation nucléaire. Ça ne garantit aucun grand rôle mondial si la France reste seule. Avec les autres pays européens je pense que c'est possible. On ne peut pas vraiment s'imaginer une Europe stratégique et une Europe-puissance sans la France.

Geopragma : Personne ne semble plus vouloir de l'Europe-puissance.

S.E.M. Petr Drulák : Je ne suis pas sûr, je pense que la France et le président Macron sont assez proches de l'Europe-puissance.

Geopragma : Certes, notre président parle de leadership européen, mais il parle aussi de « souveraineté européenne ». Qu'est-ce que veut dire pour vous l'idée de souveraineté européenne ?

S.E.M. Petr Drulák : La capacité que nous agissions vraiment d'une manière autonome, indépendamment d'autres grandes puissances mondiales, indépendamment des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine. C'est cette capacité d'agir.

Geopragma : Cela veut dire qu'il faut un équilibre, et une solide alliance interne européenne comme vous l'avez dit, entre le Nord et le Sud, et entre l'Europe centrale et l'Europe dite « occidentale ».

S.E.M. Petr Drulák : C'est vrai, je ne dis pas que c'est facile.

Geopragma : Surtout, la France manque d'alliés ; c'est peut-être sa faute. Je me dis parfois que nous n'avons pas les relations que nous devrions avoir avec les pays d'Europe centrale.

S.E.M. Petr Drulák : Oui c'est vrai.

Geopragma : Je ne sais pas pourquoi. Est-ce que c'est parce que naturellement on n'ose pas marcher sur les platebandes allemandes ou est-ce culturel et que l'on n'ose pas se rapprocher ?

S.E.M. Petr Drulák : La tendance naturelle française est de se porter vers le Sud. C'est un peu bizarre, mais j'ai l'impression que la France a souvent des relations beaucoup plus intenses avec certains pays d'Afrique noire et de l'Orient proche, qu'avec les pays d'Europe centrale et orientale. La Méditerranée influe beaucoup sur la France, mais ce ne sont pas les pays de l'Union européenne. J'attendrais que la France essaie de développer des relations plus intenses avec les pays européens. Elle est attendue. On a toujours eu cette expérience avec la France, pendant des mois. Quand on a l'impression que la France

daigne s'investir davantage en Europe centrale et orientale, peu après, elle oublie. Donc il faut avoir plus de persistance, faire cet effort d'une manière plus systématique et ne pas seulement se concentrer sur quelques gestes qui sont vite oubliés. Il faut avoir une vraie stratégie, investir de l'attention. Je ne pense pas que ce soit une question d'argent, c'est l'investissement de l'attention et de la capacité. Quand on organise, quand on veut faire quelque chose en Europe et quand on se consulte, le réflexe français c'est toujours l'Allemagne, ce qui est évident, et après, les pays du Sud. Ce n'est pas avec les pays du Nord ou l'Europe centrale et orientale. Si l'on convoque des réunions à Paris pour réfléchir à ces questions importantes pour l'avenir de l'Europe et que l'on n'invite aucun des pays de l'Europe centrale et orientale, qu'est-ce que l'on fait après ?

Geopragma : Quels seraient pour vous les domaines où il serait utile et faisable d'avoir plus de coopération, à supposer que l'on fasse bouger les lignes intellectuelles ?

S.E.M. Petr Drulák : La défense. C'est évident pour moi. Dans d'autres domaines, cela peut être vraiment difficile car il y a des traditions et des écarts entre la pensée et la politique. Par exemple dans les questions sociales ou le commerce extérieur, on a vraiment des stratégies très différentes, mais dans le domaine de la défense, je vois beaucoup de potentiel dans la coopération entre la France et l'Europe centrale.

Geopragma : Alors coopération militaire, coopération industrielle, coopération technologique, coopération capacitaire ?

S.E.M. Petr Drulák : Cela doit toujours être un vrai partenariat. On ne devrait pas essayer de parler de la coopération européenne en ne pensant qu'à l'exportation d'armements français. Il y a aussi les entreprises tchèques, polonaises et les autres qui peuvent contribuer, ce qui est toujours un problème avec la France parce que quand on parle de l'Europe de la défense, on ne pense qu'à la France.

Geopragma : Donc win-win ?

S.E.M. Petr Drulák : Oui gagnant-gagnant comme on dit ici.

Geopragma : Donc il faut faire bouger les lignes. Pour vous c'est possible ?

S.E.M. Petr Drulák : Oui c'est possible parce que je pense que les portes sont ouvertes. Il faut vraiment montrer que l'on prend les pays de l'Europe centrale au sérieux et que ce n'est pas que pour la promotion des produits français.

Geopragma : Comment voyez-vous le couple franco-allemand ? Est-ce que vous pensez qu'il est usé ?

S.E.M. Petr Drulák : Je pense qu'il est indispensable. Je ne le critique pas. C'est indispensable pour les actions européennes en commun. Ce qui peut être inquiétant, c'est d'imposer aux autres sans concertation européenne. C'est toujours très bon quand Paris et Berlin viennent avec l'ébauche d'un projet et quand ils le soumettent après aux autres. En faisant ça, on peut aboutir à une décision européenne. Si l'on présente aux autres quelque chose qui est déjà décidé, ça ne marche pas.

Geopragma : Quand vous dites que la coopération franco-allemande est indispensable, est-ce que comparé à il y a 5, 10 ou 15 ans, vous sentez toujours ce lien proche entre les deux pays ?

S.E.M. Petr Drulák : Il y avait certaines frustrations entre la France et l'Allemagne. Il y avait des périodes de gloire, toujours suivies par des périodes d'une certaine frustration et de déception. Aujourd'hui je pense que la France a eu des attentes de l'Allemagne qui n'ont pas été remplies. Peut-être que l'Allemagne a aussi a eu des attentes déçues. Ce n'est pas la question du choix. On ne peut procéder sans ces deux pays décisifs. Ce n'est pas la question d'esthétique ou du choix, mais dans ce domaine il n'y a pas d'alternative. Si l'on veut faire quelque chose en Europe c'est par la coopération inclusive, ouverte. De Gaulle l'avait bien compris.

Geopragma : Verriez-vous votre pays s'associer à la France sur une initiative ou un dossier international d'envergure ? Lequel ? Quel rôle jouerait la France aux côtés de votre pays pour régler ce dossier ou mettre en œuvre cette initiative ?

S.E.M. Petr Drulák : La France joue un rôle important au Sahel.

Geopragma : Elle n'y est pas très aidée par les Européens.

S.E.M. Petr Drulák : Nous avons ouvert notre ambassade au Mali. C'est pour la France que nous l'avons fait, car nous n'avons pas d'intérêts particuliers au Sahel. Nous avons envoyé nos soldats au sein de la mission européenne (EUTM Mali), plusieurs dizaines de soldats, et nous avons ouvert une ambassade là-bas. Je pense que la France oublie un peu les Balkans. Elle est active dans les pays baltes, dans l'opération de l'OTAN, ce qui est bon. Mais je pense que si je devais identifier un lieu pour la politique étrangère française, ce serait les Balkans.

Geopragma : On devrait se réinvestir. Parce que ça ne marche pas…

S.E.M. Petr Drulák : Oui, beaucoup plus.

Geopragma : Les Balkans, la Bosnie Herzégovine, c'est toujours problématique.

S.E.M. Petr Drulák : La Bosnie Herzégovine, c'est un cas d'un pays qui ne fonctionne pas, mais il y a d'autres pays comme la Serbie, l'Albanie, qui sont des pays qui fonctionnent. Si la France veut avoir une vocation de pays stratégique qui joue au niveau européen, elle ne peut pas ignorer les Balkans. Elle ne peut pas seulement dire que l'élargissement n'est pas pour chez nous, qu'il faut attendre. Ce n'est pas vraiment un pôle stratégique.

Geopragma : Verriez-vous la Turquie dans l'Union européenne ?

S.E.M. Petr Drulák : Non je ne pense pas. Peut-être ; c'est aussi un pays eurasiatique comme la Russie.

Geopragma : Mais culturellement, c'est autre chose ?

S.E.M. Petr Drulák : C'est différent. C'est un pays qui devrait être un partenaire pour l'Europe. Elle l'est dans la gestion de la régulation. C'est un pays qui joue un rôle important.

Geopragma : C'est un pays qui fait beaucoup de chantage aussi.

S.E.M. Petr Drulák : Aussi. Chaque pays utilise les outils dont il dispose.

Geopragma : Quel rôle souhaitez-vous que l'Union européenne joue au niveau mondial et estimez-vous qu'elle joue ce rôle actuellement ? À la lumière de vos précédents développements, souhaitez-vous l'autonomisation de l'Europe au niveau mondial ?

S.E.M. Petr Drulák : Oui.

Geopragma : Et elle ne joue pas son rôle actuellement ?

S.E.M. Petr Drulák : Non.

Geopragma : Vous dites que la France a une action au Sahel, c'est certain, mais quand on parle de coopération possible de défense ou de l'Europe de la défense ou de structuration d'une défense européenne autonome, il y a ce grand dossier qui consiste à dire pour les Français : « Nous sommes au Sahel et nous protégeons toute l'Europe en luttant contre les groupes djihadistes, mais on n'en retire pas de fruits particuliers et notamment financiers. » C'est aussi ça le problème de la mutualisation des dépenses.

S.E.M. Petr Drulák : C'est un peu du chantage aussi non ? La France a ses intérêts particuliers au Sahel notamment énergétiques.

Geopragma : Pas si importants qu'on ne le dit. Donc vous pensez que le reste de l'Europe peut jouir indirectement, et imparfaitement sans doute, de la protection que la présence des forces françaises au Sahel permet, sans contrepartie ?

S.E.M. Petr Drulák : Non je ne pense pas, je pense que ce n'est pas comme ça. J'apprécie beaucoup les actions françaises au Sahel, c'est important. Mais je ne parle pas de protection de l'Europe, parce que la présence française est importante, mais reste symbolique.

Geopragma : Mais c'est précisément là que l'on pourrait agir et mettre nos forces en commun, nos forces militaires en commun.

S.E.M. Petr Drulák : Il faut réfléchir sur la répartition du travail et la répartition des bénéfices. Quand vous en parlez au sein de l'Union européenne, vous allez entendre des personnes qui vous disent que les Français ont des intérêts propres et vont les y emmener se battre pour atteindre les objectifs français. Il faut convaincre les autres que c'est quelque chose pour eux.

Geopragma : La lutte contre le terrorisme est une menace commune assez évidente…

S.E.M. Petr Drulák : C'est une question de point de vue. Il y a du terrorisme partout. Si ce n'est pas du terrorisme, il y a de grandes puissances hostiles comme la Russie. Vous pouvez choisir entre les deux : soit le terrorisme, soit les puissances hostiles.

Geopragma : Vous pensez à quoi ? Aux Tchétchènes ? Vous pensez à quels terroristes ?

S.E.M. Petr Drulák : Non, je ne parle pas de terroristes, mais de la grande puissance hostile.

Geopragma : Elle ne pose pas de bombes.

S.E.M. Petr Drulák : Non, mais elle déstabilise le voisinage.

Geopragma : Peut-être parce qu'elle se sent aussi déstabilisée d'une certaine façon.

S.E.M. Petr Drulák : Elle est déstabilisée par elle-même. La Russie est déstabilisée par elle-même.

Geopragma : Vous pensez ? Pensez-vous que l'élargissement de l'Union européenne et celui de l'OTAN n'ont pas constitué pour elle une immense déstabilisation ?

S.E.M. Petr Drulák : Par l'élargissement ? Pourquoi l'élargissement ?

Geopragma : Parce que ça l'a grignotée complètement. C'est une énorme perte pour elle.

S.E.M. Petr Drulák : Cela n'a pas coupé les liens commerciaux.

Geopragma : Rien ne coupe jamais le commerce. Je me souviens très bien de la Yougoslavie en guerre où Serbes, Croates et musulmans se faisaient la guerre et, à quelques kilomètres de Sarajevo, se retrouvaient tous dans un immense marché, où les mêmes faisaient des affaires en se vendant des armes pour se tuer les uns les autres.

S.E.M. Petr Drulák : Le problème de la Russie, c'est qu'elle a perdu son empire. Elle doit le reconnaître. L'Europe orientale n'appartiendra à personne. C'était une anomalie de la deuxième moitié du XXème siècle. C'est la deuxième moitié du XXème siècle qui a fait que l'on ne peut jamais avoir un compromis avec les Russes. Il faut changer. Si la Russie ne change pas de perception, elle va toujours avoir des problèmes avec nous, avec l'Europe, avec l'Occident. Elle va se déstabiliser.

Geopragma : Est-ce souhaitable stratégiquement ? Si tout le monde devenait d'un seul coup intelligent, si l'on concevait, à Moscou et ailleurs, qu'entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique, on est assez mal partis ? Et que la Russie, qui est au milieu et est encore une puissance globale influente disposant de points d'appui partout (notamment au Moyen-Orient), est un allié objectif pour l'Europe qui a un intérêt puissant à entretenir avec elle une relation dédramatisée ?

S.E.M. Petr Drulák : On ne peut pas dédramatiser les relations quand la Russie envahit ses pays voisins surtout après les garanties qu'elle a données.

Geopragma : Vous croyez à une Europe de l'Atlantique à Vladivostok ? C'est-à-dire avec une vraie intégration de la Russie et de l'Europe ?

S.E.M. Petr Drulák : Non, ça ne marche pas parce que la Russie n'est pas un pays européen, mais eurasiatique.

Geopragma : Sa partie développée est européenne.

S.E.M. Petr Drulák : Oui, mais je ne dirais pas géographiquement et d'un point de vue de la politique et de la mentalité ce n'est pas le cas. C'est un pays eurasiatique qui a cette vocation eurasiatique, c'est-à-dire d'être entre les deux. Si elle est habile, elle peut en tirer beaucoup de profit. Si elle se comporte avec agressivité envers les autres, je ne pense pas que la Russie puisse en profiter.

Geopragma : Vous pensez que sur les sanctions, il faut continuer ?

S.E.M. Petr Drulák : Que faire d'autre ? Vous avez l'occupation de la Crimée qui ne sera pas « abolie ». Donc la Russie devrait proposer quelque chose. La Russie devrait trouver un *modus vivendi* avec l'Ukraine. L'Ukraine doit rester souveraine, et ne pas être incorporée dans l'empire russe. Une partie assez grande du territoire d'Ukraine est *de facto* occupée par la Russie et par de prétendues républiques indépendantes qui sont des satellites de la Russie.

Geopragma : En même temps le Nord est complètement sous influence américaine.

S.E.M. Petr Drulák : Après Maïdan oui. C'est aussi la période avec la Russie.

Geopragma : Je pense que l'Ukraine fait les frais de l'affrontement qui se crispe sur cette frontière entre les Etats-Unis et la Russie.

S.E.M. Petr Drulák : Oui. Je suis d'accord sur le fait qu'il faut trouver un accord avec la Russie, mais elle doit se rendre compte qu'elle doit faire quelque chose pour cet accord, et qu'en occupant l'Ukraine elle envoie de mauvais signaux.

Geopragma : Vous y croiriez si les Etats-Unis et la Russie se mettaient d'accord pour déclarer l'Ukraine comme un Etat tampon ?

S.E.M. Petr Drulák : Oui, mais que penser de la Crimée ? Aujourd'hui ce n'est pas une option de dire que la Russie va garder la Crimée. Ce n'est pas acceptable pour l'Occident et pour l'Ukraine. Ce serait une victoire de la Russie. Pourquoi le faire ? La Russie n'est pas si forte pour imposer une solution pareille.

Geopragma : Peut-être les Etats-Unis regarderaient-ils les choses autrement en Syrie, parce que là Vladimir Poutine et Donald Trump semblent s'entendre.

S.E.M. Petr Drulák : Oui, mais c'est différent.

Geopragma : Les dossiers sont liés d'un point de vue américain.

S.E.M. Petr Drulák : Oui ils sont liés, mais aussi d'un point de vue juridique et politique.

Geopragma : Pensez-vous que la souveraineté soit une notion dépassée ou moderne ? Et celle de peuple ? Quels sont pour vous les conditions de la cohésion nationale et ses facteurs de dilution ?

S.E.M. Petr Drulák : Oui cela existe toujours. Nous vivons toujours dans un système étatique qui s'appuie sur la souveraineté. L'Etat est défini comme un Etat souverain. Il y a des innovations de

technologies qui dépassent les frontières, mais les Etats savent garder leurs capacités de contrôle. Le défi pour l'Europe est de combiner la souveraineté nationale et souveraineté européenne. Ce n'est pas du tout évident. Cela explique beaucoup de nos problèmes parce que nous ne savons pas le faire...

Geopragma : Et les facteurs de cohésion nationale et de dilution ? Quand on voit des populistes, c'est un peu le faux-nez pour parler de peuple.

S.E.M. Petr Drulák : Je n'utilise pas le mot populiste. Qu'est-ce que ça veut dire populiste ? Pour moi, le peuple est la source de la légitimité. C'est ça. Si quelqu'un sait parler avec le peuple et que cela en fait un populiste, pourquoi pas, c'est un représentant démocratique.

Geopragma : Selon vous, quels sont les fondements de l'influence internationale de demain ?

S.E.M. Petr Drulák : L'efficacité économique est très importante. Les pays qui savaient organiser leurs économies ou savaient profiter des progrès technologiques, des inventions technologiques, sont les pays qui ont prévalu. C'est vrai dans le passé et ce le sera dans l'avenir. Savoir gérer les progrès technologiques est essentiel. Aussi, la capacité d'utiliser le fruit de la recherche et de la technologie pour la société. C'est pour cette raison que le problème du numérique est si important. Même si c'est effrayant, comme le réseau 5G, on ne peut s'en isoler. C'est comme les Chinois à la fin du XVIIIème siècle. Ils étaient aussi avancés que nous, et à la fin XIXème siècle, ce n'était plus qu'une colonie occidentale.

Geopragma : Que pensez-vous de l'invocation de valeurs et de principes moraux en matière internationale ?

S.E.M. Petr Drulák : Il faut être très prudent. Je pense que l'on a exagéré un peu dans les années 90 dans ce domaine.

Geopragma : Je suis convaincue que cela dessert notre crédibilité d'invoquer notamment pour intervenir, pour influer, pour déstabiliser, pour agir, pour conquérir, d'invoquer la démocratie, les droits de l'Homme, la protection des populations, etc. Vu les résultats, c'est terrifiant.

S.E.M. Petr Drulák : Il est presque impossible d'être cohérent. Si les droits de l'Homme et la démocratie sont le seul mobile de l'intervention et de l'ingérence, cela aboutit à un désastre.

Geopragma : Est-ce que vous pensez que l'on est sincère ? Je crois qu'on ne l'est pas. C'est du cynisme pur. Surtout vu le remplacement des autocrates.

S.E.M. Petr Drulák : Je ne suis pas sûr que l'on ne soit pas sincère. C'est difficile à discerner parce que d'un côté vous avez des leaders qui prennent des décisions et qui sont souvent cyniques car ce sont des politiques qui suivent les élections. Après il y a l'opinion publique. Si elle restait contre, ils ne l'auraient pas fait. Le fait que l'opinion publique soutienne les interventions, c'est de l'idéalisme, c'est sincère. Ce sont des convictions sincères du peuple qui peuvent nous amener dans des situations cauchemardesques. Il y a certainement de la manipulation cynique, mais aussi des convictions sincères.

Geopragma : Il y a aussi beaucoup d'ignorance.

S.E.M. Petr Drulák : C'est vrai. Quand vous parlez de politique étrangère au grand public, vous rencontrez toujours beaucoup d'ignorance. C'est presque impossible de connaître tout et évidemment chaque petit coin du monde a son histoire, ses traditions, une multiplicité de langues. C'est très difficile de s'orienter dans des questions internationales.

Geopragma : Souhaitez-vous aborder un autre sujet ?

S.E.M. Petr Drulák : On a touché à beaucoup de sujets. Aujourd'hui je pense que les défis principaux ne sont pas tellement au niveau international, mais plutôt au niveau intérieur. La question de la légitimité des pouvoirs, la relation entre l'élite, le gouvernement et le peuple. En particulier ici en Europe. Cette relation ne marche pas bien. Si nous voulons avoir une Europe forte, il faut avoir des liens forts entre le gouvernement et le peuple. C'est aussi une idée gaulliste. C'est le rapport entre le président et son peuple, incarné par l'instrument du référendum qui symbolise cela. Cela peut être dans un système présidentiel, semi-présidentiel, parlementaire. Ce n'est pas tellement important. Ce qui est important c'est que l'on ait ce lien. Quelles sont les institutions en place pour le garantir ?

Geopragma : Mais à l'échelle des pays et à l'échelle des peuples européens par rapport à la superstructure européenne ou parlez-vous simplement de la déconnexion manifeste entre les élites politiques, la couche qui gouverne et aussi les élites économiques mondiales qui sont encore très au-dessus de ça ?

S.E.M. Petr Drulák : Vous avez raison de demander ça parce qu'à cause de la privatisation des régulations, les décisions économiques et la possibilité de prendre des décisions économiques, quel que soit le gouvernement, son champ de manœuvre et d'action est tellement restreint qu'il ne peut pas faire grand-chose. Il est évident que l'on n'a pas vraiment d'attachement aux institutions de Bruxelles, mais c'est moins grave que l'attachement entre la capitale nationale et le peuple. Il y a un problème de représentativité et de confiance. Les gilets jaunes en France sont une manifestation de ce problème.

Geopragma : Merci beaucoup.

République de Turquie

Le 17 décembre 2019

Ambassade de la République de Turquie en France
Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Dr. Ismail Hakki Musa, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de la République française.

L'ambassade, compte tenu de l'évolution du contexte international depuis l'entretien initial, a souhaité modifier récemment certaines parties de l'entretien et de ses déclarations.

Geopragma : Comment analysez-vous l'état actuel des relations internationales à l'échelle mondiale et les modes de coopération ou de confrontation entre Etats ou groupes d'Etats ? Comment pensez-vous que cette situation va évoluer à court, moyen et long terme ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Nous assistons à un changement de pivot en ce qui concerne l'axe même de l'équilibre global. Ce que l'on qualifiait jadis – avec ce terme très cher à Henry Kissinger – de « *World Order* » avait des paramètres bien connus. En remontant simplement jusqu'à l'après-guerre, la Société des Nations puis les Nations Unies se plaçaient sur un plan politique global, épaulées par une infrastructure financière internationale en la présence d'organismes comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque Mondiale, etc. Cela avait une logique. Sans aller jusqu'à dire qu'aujourd'hui cette logique n'existe plus, on a l'impression qu'il y a des défis tellement importants et présents que cet « ordre ancien », comme dirait Benjamin Constant, n'est pas à la hauteur. Je fais allusion à des choses très simples. Par exemple : y a-t-il un conflit de nature globale auquel les Nations Unies aient pu apporter une solution rapide, nette, définitive et satisfaisante ? Je citerai l'Afghanistan, l'Ukraine, dans le conflit du Haut-Karabagh ou la question chypriote, que nous connaissons très bien. Il y a une sorte, peut-être pas d'incapacité, mais d'insuffisance de mobilisation à la fois politique, mais aussi de moyens. Cela s'explique par plusieurs éléments, notamment le fait que cet ordre global était le fait de certains pays leaders, pionniers, qui en assuraient la pérennité. Il se trouve qu'aujourd'hui, il est assez classique de dire que depuis la disparition du bloc soviétique, on traverse une période temporelle assez courte – surtout dans l'histoire de l'humanité – d'une vingtaine

ou d'une trentaine d'années. Ce n'est pas grand-chose, mais nous traversons une période où justement on assiste à l'émergence d'autres pays, d'autres centres de décision et groupes de pays, qui peut-être plus tard, ne trouveront pas nécessairement leur compte dans ce qui se fait aujourd'hui.

Geopragma : À quels pays pensez-vous en disant cela ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Les pays émergents dont la Chine, l'Inde, la Turquie, le Brésil et la Russie. Ce sont des pays qui par leur position économique, le développement économique dont ils ont fait preuve, leur capacité d'implication dans les questions de nature régionale, ont signifié qu'ils sont là, qu'il faut compter avec eux. L'exemple le plus révélateur, c'est l'exemple syrien où cet ordre ancien – je me réfère toujours à Benjamin Constant – n'a pas, du moins jusqu'à présent, su proposer quelque chose d'acceptable qui puisse faire consensus. C'est la raison pour laquelle cette question se pérennise depuis neuf ans. Cela étant, faut-il dire « c'est la faute à Voltaire, c'est la faute à Rousseau » ? Non, bien sûr, les acteurs qui sont concernés en premier lieu ont leur responsabilité. Je parle aussi du régime syrien, qui n'a sûrement pas su gérer cette crise qui était au début une sorte de révolte populaire que l'on a essayé de réduire à néant par la voie militaire. On n'a pas su faire une ouverture démocratique. Aussi symbolique soit-elle, on n'a pas été capable de le faire, ce qui a fait que le train est sorti de ses rails. C'est à cela que je fais allusion. Il y a d'autres pays qui s'impliquent de plus en plus dans des processus de nature globale et il faut en tenir compte. Qui doit intervenir et quand ? Le système ancien, on le reconnaît à travers des actions de certains pays : les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. Par exemple, quand notre président dit que « le monde est plus large que cinq » c'est un peu à cela qu'il fait allusion : il existe un manque de justice globale. Tout ce qui s'y décide ne satisfait pas nécessairement tout le monde. Il est nécessaire d'avoir un peu plus d'empathie, d'essayer d'élargir cette enceinte avec des moyens et des paramètres à développer. Il n'a pas dit : « Tiens, il faut faire ceci, il faut faire cela. » Mais la planète n'est pas entièrement représentée dans cette enceinte, avec tous ses versants. Donc, l'ordre global souffre un peu de ces carences, mais on y arrivera un jour. On trouvera nécessairement quelque chose. On est en train de se remodeler, en un sens. Regardez ce qu'il se passe en Syrie, en Ukraine, ou peut-être plus tard, au niveau des résolutions de conflit, ce qu'il va se passer au Yémen et ailleurs. Peut-être pourra-t-on y inclure la question chypriote. On est en train de passer à autre chose. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a un changement dans la nature même des questions inscrites à l'ordre du jour et il est nécessaire d'y apporter des réponses adéquates. Donc c'est un peu à cela que l'ordre mondial, comme on a l'habitude de le qualifier, est confronté aujourd'hui et il faut trouver une solution adéquate en privilégiant bien sûr les moyens diplomatiques.

Geopragma : Vous avez évoqué un certain nombre de sujets très intéressants. Vous avez évoqué des problématiques géopolitiques qui concernent au premier chef votre pays. Cela signifie-t-il que la résolution de ces tensions passe forcément par l'ONU ? Parce que vous critiquez le fait que les cinq…

Ambassadeur de la République de Turquie : Je constate, je ne critique pas.

Geopragma : J'ai cru percevoir un peu de regret ou de critique.

Ambassadeur de la République de Turquie : Oui, je le regrette, bien sûr.

Geopragma : Donc, vous faites cette analyse-là au sujet de l'ONU. Et par ailleurs, vous citez un certain nombre de foyers de tension régionaux. Doit-on faire le lien entre les deux choses ? Considérez-vous qu'une résolution de ces foyers de tension passe nécessairement par l'ONU, ou qu'elle relève au contraire d'une approche régionale, d'une entente d'un groupe multinational donné ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Les deux sont imbriqués. Aujourd'hui, pour qu'une prise de position ait une légitimité internationale, au sens large du terme, il faut passer par les Nations Unies, et par le Conseil de sécurité. Mais on a vu aussi que ce n'est pas la seule voie. Par exemple, nous parlions de la Syrie. C'est parce que cet « ordre ancien » n'a pas été à la hauteur d'une proposition adéquate sur le terrain que le processus d'Astana a été créé, et pas par n'importe qui. Il y a quand même dans ce club un pays qui siège au Conseil de sécurité des Nations Unies, la Russie. Mais les autres membres du Conseil de sécurité ont formé par la suite ce que l'on appelle le « *Small group* » composé des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni. Il y a aussi l'Egypte, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite qui étaient au début un peu dans « l'expectative », mais qui ont compris que ce que l'on a fait n'était pas anodin, et pourrait contribuer au dénouement du conflit. D'autant plus que le Secrétaire général des Nations Unies était impliqué dans le processus d'Astana. Donc, il y a une base de légalité internationale incarnée par les Nations Unies, mais c'est parce qu'existe ce besoin de légitimité internationale que dès le début, nous, les Turcs, avons beaucoup insisté pour que les Nations Unies, en la personne de leur Secrétaire général, soient associées d'emblée au processus d'Astana. C'est ce que j'appelle la complémentarité. Au début il n'a pas été facile de faire avancer les choses dans le cadre strict des Nations Unies, à Genève. On n'a pas baissé les bras, on a décidé de faire autre chose. Nous travaillons au niveau régional entre la Russie, la Turquie et l'Iran, mais sans négliger le rôle qui incombe aux Nations Unies en incluant dans notre initiative le Secrétaire général. Maintenant le tout est de continuer à arrimer davantage ce processus à ce grand ensemble qu'est le forum des Nations Unies. Et c'est prévu d'ailleurs. Ce n'est pas par hasard que le Comité constitutionnel syrien, chargé de rédiger une nouvelle constitution, a commencé ses travaux à Genève le 29 octobre 2019. Donc dans cette période cruciale, eu égard à l'allure même des relations internationales, il ne faut pas considérer ce genre de processus comme simplement alternatifs. Ils sont plutôt complémentaires. On peut par exemple observer la même chose en ce qui concerne le conflit ukrainien, avec le « Format de Normandie ». Qui est là-dedans ? La Russie, l'Ukraine, la France et l'Allemagne. Il était difficile au début de convoquer quelque chose qui puisse faire le bonheur de tous, mais il était aussi nécessaire de faire quelque chose au niveau régional et c'est de là que l'on a vu surgir ce groupe dont un sommet a été organisé le 9 décembre 2019 à Paris. Vous l'avez suivi, comme tout le monde. Je ne pense pas

qu'il faille considérer ce format ou d'autres qui ressemblent à ce format comme étant des initiatives séparées, mais plutôt complémentaires.

Geopragma : Et la Turquie dans tout ça ? Comment la politique étrangère de votre nation s'inscrit-elle dans cette réalité ? Selon vous, comment vos relations évolueront-elles dans les prochaines années avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, ou encore l'Union européenne ? Qu'attendez-vous d'eux ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Je pense que nous avons déjà commencé à mettre en œuvre une politique étrangère qui peut être qualifiée de proactive, pour ne pas rester dans l'expectative, mais essayer de contribuer, de nous impliquer à la fois sur le terrain, mais aussi dans les processus de négociation diplomatique. L'exemple le plus révélateur en la matière, ce sont les trois opérations qui ont été menées en Syrie : c'était de notre point de vue des initiatives qui avaient pour but de donner une chance à la diplomatie. Et nous avions raison. Après l'opération « Source de paix », nous avons conclu un accord avec les Etats-Unis, le 17 octobre 2019, et de même avec la Russie, le 22 octobre 2019. Cela me permet de donner une réponse intéressante à la question de tout à l'heure sur la légalité internationale. Ainsi, en signant avec deux des principaux pays du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Turquie a établi une certaine légitimité. Ce qui a renforcé le caractère légitime de l'opération « Source de paix » en Syrie.

Geopragma : Les accords passés avec les Etats-Unis et la Russie ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Les accords post-opération, oui.

Geopragma : Donc vous voulez dire que l'opération sert aussi à créer cette légitimité ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Ces accords post-opération ont renforcé la légitimité de ce qui a été fait. C'est d'ailleurs toujours comme ça que ça se passe, comme ce fut le cas lors de la signature du Traité de Versailles ou des accords de Yalta.
La Turquie va poursuivre dans cette direction qui caractérise notre politique étrangère depuis deux décennies : d'abord ne pas rester dans l'expectative, prendre des initiatives quand c'est nécessaire, mais aussi coupler cette politique étrangère avec une dimension humaine.
Qu'est-ce que je veux dire par là ? Eh bien, il n'y a qu'à voir ce que nous avons fait avec le dossier syrien concernant le volet migratoire. Il y a plus de 3,6 millions de Syriens qui sont aujourd'hui en Turquie, ce qui porte avec les Afghans et les autres le nombre des réfugiés à 4 millions. D'après les statistiques des Nations Unies, notre pays accueille 20% des réfugiés à l'échelle globale. 20% ! Donc un réfugié sur cinq dans le monde est accueilli en Turquie. Autre donnée significative : notre pays est celui qui contribue le plus dans le monde en termes de l'aide publique au développement par rapport à son revenu national avec plus de 8 milliards de dollars au titre de l'année 2018.

Ce qui caractérise aussi notre politique étrangère, c'est la dimension humaine. Ce n'est pas toujours une situation donnant-donnant. Par exemple, quand vous êtes en Afrique, vous n'allez pas demander 50 000 euros parce que vous avez construit des puits pour la distribution de l'eau potable. Parfois, il faut faire des choses sans contrepartie tangible. La Turquie a recours à ce genre d'instruments très souvent. Naturellement, il faut que notre aide soit durable donc soutenable dans le temps. Nous faisons attention à cela, mais il faut bien agencer les priorités.

Pour résumer, la Turquie sera encore plus présente dans les questions régionales et globales à l'avenir. Que ce soit pour un soutien financier, humain ou autre, cette présence existera toujours dans le cadre des processus de négociation diplomatique. Regardez le forum diplomatique, qui était prévu pour le mois de mars 2020 à Antalya, avec la participation des leaders politiques, d'anciens chefs d'Etat et de gouvernement, des journalistes, des Organisations non gouvernementales (ONG), des Think tanks, des dirigeants de cercles de réflexion, etc.

Par conséquent, notre politique étrangère à l'avenir pourra se résumer de cette manière-là.

Vous avez aussi parlé des relations avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France et l'Union européenne. Commençons peut-être dans l'ordre.

Vous savez qu'avec les Etats-Unis, nous avons des relations d'alliance vieilles de presque 70 ans, mais aussi des relations bilatérales. Nous y attachons une importance particulière. Nous sommes alliés et amis en même temps. On veut bien assumer nos responsabilités, mais on exige le respect. Nos alliés ne devraient pas soutenir une organisation terroriste que nous combattons depuis 40 ans. Si je cite l'exemple des relations avec les Etats-Unis, ce n'est pas par hasard. Depuis 2014 au moins, tout en essayant de travailler avec nous, les Etats-Unis ont coopéré sur le terrain au nom - comme ils le disent - de la lutte contre Daech, et passé des alliances avec l'antenne syrienne de l'organisation terroriste PKK, PYD/YPG, qui nous avait agressés. Cela avait provoqué, il faut le dire, une tension sérieuse entre nos pays. C'est cette tension qui nous a poussés à intervenir en Syrie pour mettre fin à ce projet « pseudo étatique kurde ». Nous savions qu'il y avait une structure « étatique » au stade embryonnaire dans ce qu'ils appellent le Rojava. Vous avez suivi la suite : cela a provoqué des réactions en Europe et en France. Dans un autre contexte : compter sur le fait que les Turcs n'allaient pas réagir à cet engagement avec les terroristes de PYD/YPG en Syrie, c'est ne pas connaître les Turcs. Il fallait faire ce constat dès le début. S'engager ainsi avec une antenne syrienne du PKK est une invitation ouverte à la collision avec la Turquie. Il fallait se dire qu'un jour ou l'autre cela allait se produire. Donc, le 9 octobre 2019, la Turquie a lancé l'opération « Source de paix ». Mais il faut dire aussi qu'une opération de cette nature ne se décide pas en une semaine. Parce qu'on voyait bien que ça n'allait pas, qu'un jour, la dernière goutte ferait déborder le vase. Et c'est arrivé. Cela a affecté nos relations avec les Etats-Unis, s'ajoutant au fait que nous avions décidé d'acheter des missiles (russes) de défense S-400. C'est un autre sujet qui a contribué à ce climat de tension avec Washington. Vous en connaissez les paramètres : nous voulions acheter des Patriot. Depuis 10 ans, le Sénat et le Congrès des Etats-Unis refusaient de nous les vendre. Quand la décision de les acheter ailleurs a été prise, les Etats-Unis nous en ont demandé la raison. Ce fut l'incompréhension totale dans l'opinion publique turque. « Mais que voulez-vous donc ? Mais vendez-nous-en ! Vous ne voulez pas ? C'est comme acheter une baguette. Vous

allez dans une épicerie, une boulangerie, on ne vous vend pas la baguette. Vous voulez aller chez le voisin, on vous dit : "Non, non il ne faut pas y aller." Mais arrêtez, tant pis, je vais voir avec le voisin s'il veut bien nous le vendre ou pas ». C'est un peu ce qu'il s'est passé avec les S-400.

Geopragma : Quelle est la suite de l'histoire ? L'étape d'après est celle que les Américains ont constatée. Si vous achetez des missiles russes, cela pose alors un problème que vous achetiez des avions américains. C'est le problème du F-35. Si les Américains vous disent : dans ces conditions-là, le fait que vous soyez partie prenante au programme F-35 pose un problème, vous allez dire : « Eh bien, je vais acheter autre chose… ». N'avez-vous pas mis le doigt dans un engrenage dont personne ne maîtrise la fin ?

Ambassadeur de la République de Turquie : On est l'un de ces neuf pays qui participent à ce projet. Pour ce qui nous concerne, nous avons investi un peu plus d'un milliard deux cents millions de dollars.

Geopragma : C'est l'avion le plus cher du monde.

Ambassadeur de la République de Turquie : Oui. Le plus cher du monde. On n'est pas n'importe quel client, comme tous les autres pays d'ailleurs. Les Etats-Unis ne peuvent pas nous exclure d'un tel projet. Un projet dans lequel nous sommes partenaires. Je parlais de justice globale tout à l'heure : voilà, l'une des carences. Il n'y a plus un seul acteur dans le quartier qui dit « Je fais ce que je veux ! ». Ce n'est plus possible. Et quand quelqu'un comme le Président Erdogan le dit haut et fort, alors ça gêne.
En ce qui concerne ce projet, nous avons proposé à nos amis Américains, au niveau bilatéral et dans le cadre de l'OTAN, la création d'un comité technique composé des Turcs, des Américains et aussi des experts de l'OTAN, pour voir s'il y a vraiment interférence (entre les F-35 et les S-400). Alors on reverra la chose. Les Américains prétendent que les S-400 auraient des effets néfastes sur le système électronique des F-35 qui compromettraient l'interopérabilité. C'est la thèse. Vérifions. Selon nous, cela ne devrait pas être le cas puisqu'en Norvège, on a utilisé le F-35 et qu'à 50 km il y a des S-400. En Syrie, sur la base de Hmeimim qui est à 70 km de la frontière turque, il y a des S-400 basés là-bas et les avions F-35 survolent l'espace syrien. Comment cela se fait-il que ces systèmes ne soient pas affectés dans ces deux endroits ?

Geopragma : Oui, donc c'est un faux argument ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Justement ! C'est parce que c'est un faux argument et que nous l'avons compris qu'on insiste là-dessus. Vous avez raison d'évoquer la chose. Que se passe-t-il ? Le 15 décembre 2019, il y a eu une interview du Président Erdogan sur deux télévisions turques. On lui a posé ces questions justement. La commission des Affaires étrangères du Congrès américain qui avait pris une décision sur le soi-disant génocide, mais aussi sur les systèmes d'armement S-400. La réponse était simple : si les Etats-Unis prennent une décision pour infliger des sanctions à la Turquie,

la Turquie va envisager la fermeture pure et simple de la base turque d'Incirlik. Demandez à un militaire, au grade de général, connaissant bien les dossiers de l'OTAN ce que signifie la base d'Incirlik en termes militaires. Est-ce que la Turquie peut le faire ? Oui. Elle peut le faire si nous n'avons pas de dénominateur commun quant à la perception des menaces, à la définition des organisations terroristes ainsi qu'une solidarité dans la définition même des noyaux de menaces et de terrorisme. Qu'est-ce que cela veut dire ? À quoi ça rime ? À pas grand-chose ? Ce sera remis sur la table. Et pas seulement : il y a aussi la base de Kürecik qui abrite les systèmes radar de l'OTAN. Parce que depuis des années, on n'arrête pas de nous dire « ça risque de nuire à nos relations, à notre coopération au sein de structures internationales, de l'OTAN, des Nations Unies, etc. ». Arrêtez de nous mettre des barrières de cette nature et arrêtez de nous entraver. C'était pourtant simple. Ils n'ont pas voulu vendre les missiles Patriot. C'est là, l'origine du mal. Le président américain Donald Trump l'a d'ailleurs dit publiquement. C'est l'Administration Obama qui a pris une mauvaise décision et qui, de fait, a donné lieu à ces développements désagréables. Aujourd'hui, plus pour les uns que pour les autres. Avec les Américains, c'est de cette manière-là que les choses se présentent.

Pour la Russie, j'aimerais dire quelques mots là-dessus. De la même façon que l'on avait une approche biaisée en ce qui concerne la qualité de l'allié que nous sommes, on a eu cette même approche biaisée en Occident en ce qui concerne nos relations avec la Russie. Quand les forces armées turques ont abattu cet avion russe le 24 novembre 2015, il y a eu une tension sérieuse entre nos deux pays. Nos amis occidentaux revenaient à la charge en disant : « Il faut tout faire pour faire retomber la tension et trouver une solution pacifique ». Tout le monde ! Et quand on a remis les choses sur les rails avec les Russes, ces mêmes alliés nous disent : « Oh, mais vous êtes allés trop loin avec les Russes. Est-ce que vous êtes en train de changer d'alliance ? Changer d'axe ? ». Il faut savoir ce que vous voulez. Quand on est en conflit avec les Russes, ça ne fait pas votre bonheur. Quand on développe nos relations avec eux, ça ne fait pas votre bonheur non plus. Alors que voulez-vous faire ? C'est là une erreur d'appréciation. Nous, nous voyons ces choses d'une façon très simple. Et je peux dire que les Turcs connaissent les Russes mieux que quiconque. On a eu des conflits armés plus de douze fois dans notre histoire. Et des conflits sérieux. Donc on les connaît bien. Et eux aussi ils nous connaissent. Il faut leur reconnaître une chose. Ils savent très bien que la Turquie est un acteur important dans la région. Elle a son mot à dire quand elle a envie de le faire. Les Turcs aussi savent que la Russie est un partenaire, un pays important dans la région et qu'elle y a aussi des sensibilités. Le tout est de trouver un terrain d'entente. Est-ce que c'est impossible ? Non. Est-ce que c'est facile ? Pas du tout. Chacun connaît les sensibilités et les attentes de l'autre. C'est sur cette base-là que nous avons pu lancer le processus d'Astana. À l'heure où l'on estimait ne plus rien pouvoir faire dans le dossier syrien. Même si de nouvelles attentes se dessinent pour le moment, on a pu recourir au seul processus qui essaye de produire quelque chose, tant bien que mal. Et le résultat est plutôt bien que mal.

La Chine revient à la charge. Moi, quand j'étais étudiant, la Chine avait des taux de croissance de 5-6%, voire 8%. Nos professeurs d'économie politique nous la donnaient en exemple. À l'époque, je parle des années 80, la Chine était un pays en développement. Avec les conséquences que cela implique. Aujourd'hui, c'est la deuxième puissance économique mondiale. Et quand on parle de la

puissance économique, cela implique nécessairement une puissance politique. Il faut en tenir compte et il faut, non pas considérer les concurrents en ennemis, mais comme des concurrents sérieux. C'est-à-dire qu'avec la Chine, il y a peut-être plus de moyens pour coopérer et collaborer que d'aller au conflit. Il faut qu'eux aussi le comprennent, bien sûr.

Geopragma : Y a-t-il déjà des accords conclus avec la Chine dans le cadre des Routes de la soie ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Non. Mais il y a des infrastructures réalisées par notre pays qui complètent ce projet. Je vous donne quelques exemples. Nous avions commencé par exemple le Pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) en mer Méditerranée. On a procédé à son ouverture il y a quelques années de cela. Il peut s'inscrire dans ce cadre-là. Il en est de même pour la voie ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars (BTK). Cette voie ferroviaire moderne a été construite à notre initiative, et est devenue un projet conjoint Turquie-Géorgie-Azerbaïdjan. Que s'est-il passé ? Un train qui est parti d'une province en Chine il y a quelques semaines, en empruntant cette voie BTK, est arrivé jusqu'à Ankara et, à partir de là, est passé en Europe. Il a traversé aussi le Marmaray. Un projet que nous avions construit nous-mêmes. C'est la première voie ferroviaire sous le Bosphore. Elle relie l'Asie et l'Europe.

Geopragma : Je ne connaissais pas cette voie. Elle est opérationnelle ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Oui ! Chaque jour un million et demi de voyageurs passent d'une rive du Bosphore à l'autre.

Geopragma : Je confesse mon ignorance.

Ambassadeur de la République de Turquie : Il faut qu'on fasse des séances d'information avec nos amis !

Geopragma : Certainement.

Ambassadeur de la République de Turquie : Le premier pont sur le Bosphore a été construit dans les années 70. Par la suite, mais assez récemment, on a construit deux autres ponts. Il y a maintenant trois ponts classiques sur le Bosphore. Et ce n'est pas fini. Il y a deux ans de cela, on a fini ce projet ferroviaire souterrain, le Marmaray, qui relie les deux rives du Bosphore, en métro, en train, et est conçu pour accueillir des trains de longue distance. Il y a aussi un autre tunnel sous le Bosphore pour les voitures, le tunnel Euro-Asie. Vous pouvez traverser le Bosphore, soit par les trois ponts classiques existants, en tant que voyageur sans voiture, en train, soit en voiture *via* le tunnel Euro-Asie. Donc il y a cinq voies de transfert sur le Bosphore. Ces trois projets d'infrastructure sont d'une certaine manière complémentaires du projet chinois.

Geopragma : C'est une prolongation…

Ambassadeur de la République de Turquie : Absolument. Surtout le Marmaray qui est la voie ferroviaire immergée.

Geopragma : Donc vous êtes en pleine Eurasie, en pleine dimension eurasiatique assumée et souhaitée ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Absolument. On s'inscrit dans ce contexte eurasiatique. Et ce n'est pas fini : on a mis en œuvre le gazoduc TANAP, opérationnel depuis quelques années et qui permet le transit de gaz à partir de l'Azerbaïdjan jusqu'à la Turquie. Mais avec cette extension dont on a posé la première pierre il y a une dizaine de jours, le TAP (Trans Adriatic Pipeline) qui va aller jusqu'en Italie, en Grèce, en Albanie, il aura une capacité de 25 milliards de mètres cubes de gaz par an, etc.

Geopragma : Il y a aussi le gazoduc Turkish Stream.

Ambassadeur de la République de Turquie : Merci de le rappeler. Le gazoduc, lancé le 8 janvier 2020 à Istanbul, part d'Anapa en Russie, traverse la mer Noire et arrive à Kıyıköy en Turquie. Il y aura aussi le Turkish Stream 2. Le premier est destiné au marché intérieur turc. Le second, c'est pour l'Europe.

Geopragma : Alors, vous faites comme le North Stream 2, vous le doublez pour le rendre plus efficace ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Pour l'exporter sur le marché européen. C'est une deuxième ligne qui s'étendra de la Bulgarie à la Serbie et la Hongrie.

Geopragma : Donc, vous vous inscrivez dans la dimension de l'Eurasie telle que moi je la vois.

Ambassadeur de la République de Turquie : C'est quelque chose qui vous intéresse, j'imagine, il y a de la matière !

Geopragma : Oui, parce que je suis convaincue que c'est l'avenir. Et c'est l'avenir aussi de l'Union européenne de s'inscrire dans cette dimension-là au lieu de rester comme elle est, toute congelée avec ses problèmes intérieurs. Le futur c'est de se relier à tout ça.

Ambassadeur de la République de Turquie : Puisque vous avez abordé le sujet de l'Union européenne et que vous avez posé des questions, je vais y répondre. Je ne peux pas ne pas commencer ma réponse par une question. Pourquoi cette Union européenne est-elle tellement dupe ? Pourquoi est-elle si *short sighted,* si peureuse ? Elle construit des murs autour d'elle, mais pas autre chose. C'est décevant. Sur la

Turquie, ils essayent de nous coller par tous les moyens une image « d'extraterrestre » qui n'a rien à voir avec nous. Je n'y comprends plus rien. Pas en tant que Turc, ni en tant qu'Ambassadeur de Turquie, mais en tant qu'homme. Je me dis : comment expliquer que les gens dans l'Union européenne puissent être habités de cet état d'esprit ? Qu'est-ce qui leur fait si peur ? Ils ont peur d'eux-mêmes, je crois.

Geopragma : Je crois pour ma part que nous sommes devenus trop peu sûrs culturellement de ce que nous sommes pour pouvoir envisager une telle extension… Parce que c'est ça aussi le problème à mon avis : les nations qui peuvent envisager d'accueillir « l'autre » sereinement sont celles qui arrivent à assumer, à exprimer fièrement ce qu'elles sont ou ce qu'elles ont été historiquement, dans toutes les époques de l'Histoire, les pires, les meilleures, les plus grandes. Ce que font très bien les Russes, les Turcs ou encore les Iraniens…

Ambassadeur de la République de Turquie : Ils peuvent le faire !

Geopragma : Certes. Mais nous en Europe, n'y arrivons pas du tout. On a un gros problème. On a un gros complexe, en fait. On a un complexe politique et historique terrifiant. Et à partir de ce moment-là, on devient faible, peureux.

Ambassadeur de la République de Turquie : Mais justement, au lieu de rester dans la peur et dans la carence, on peut essayer de s'en sortir. Moi, j'ai toujours pensé sincèrement que la Turquie conférerait à l'Union européenne cette dimension internationale qu'elle n'a pas et qu'elle ne pourra jamais avoir sans elle. Car, si on intégrait la Turquie à l'Union européenne, le lendemain l'Union européenne serait impliquée dans les affaires du monde. Le lendemain. Cela étant, pour nous, l'Europe et l'Occident ne se réduisent pas à l'Union européenne. Contrairement à tout ce que l'on dit, je n'ai jamais cru que l'Union européenne soit un projet civilisationnel. Elle ne l'est pas. Ce n'est pas en décrétant la suprématie, la primauté des droits fondamentaux avec le Traité de Maastricht et consolidé par Amsterdam, repris par Nice, ensuite incorporé dans le Traité constitutionnel qu'on n'a pas su faire voter et dans le Traité de Lisbonne, qu'on affirme un projet civilisationnel solide.

Geopragma : Je suis d'accord... Ces cadres institutionnels sont des poupées russes sans tête et sans chair.

Ambassadeur de la République de Turquie : Oui ! Ce n'est pas ça qui en fait un projet civilisationnel. Il y a des valeurs en Europe que nous partageons, même si nous avons des difficultés parfois pour en observer le plein respect, et nous en assumons la carence. On a toujours demandé de l'empathie et de la compréhension à nos amis européens, et on n'en n'a pas toujours trouvé. Mais ce n'est pas pour autant que nous renonçons à notre projet. Cela figure toujours comme objectif étatique numéro un de notre pays, quelles que soient les difficultés. Des difficultés inhérentes à l'Union européenne, mais qui sont conjoncturelles par nature chez nous. Mais je pense que nos difficultés à nous, Turcs, sont

beaucoup plus facilement surmontables que celles de l'Union européenne. Nos difficultés sont de nature technique. Si demain, le président de la Commission européenne ou le président du Conseil faisait une déclaration à la presse et disait : « Ah les Turcs ! On s'est toujours tapés dessus, des déclarations, sur ceci, sur cela, nous les meilleurs du monde. Tout ça, on le met de côté, et si vous êtes techniquement prêts, le lendemain, vous êtes intégrés dans l'Union. ». Je vous assure qu'en maximum trois ans, la Turquie ferait tout pour être prête. Vous me direz : « Mais pourquoi vous ne le faites pas alors ? ». On ne le fait pas car pour le moment, rien ne nous encourage ni ne nous presse. Et l'anomalie se trouve à ce niveau-là. On ne nous donne aucune perspective, et en même temps on exige : « Faites ceci, faites cela ». Par exemple, on nous accuse beaucoup sur la situation des journalistes, sur la question des droits de l'Homme, sur l'efficacité de l'appareil judiciaire, etc. Depuis des années, on demande aux instances de l'Union de commencer les négociations prévues aux chapitres 23 et 24, le premier sur le pouvoir judiciaire et les droits fondamentaux et le deuxième sur la justice, la liberté et la sécurité. Entrons en négociation ! Et dites-nous ce qui nous manque dans ces chapitres-là, pour que l'on puisse se mettre au niveau. Ça, c'est du côté turc et c'est plutôt technique, je dirais. Du côté de l'Union, c'est plutôt existentiel. Ça veut dire la chose suivante : politiquement parlant et un peu culturellement - je mets la dimension institutionnelle dans ce qui est politique -, l'Union européenne n'est pas prête, et le sera difficilement à l'avenir, à accepter l'idée d'intégrer la Turquie. Chère Madame, la difficulté n'est pas le fait des pays auxquels on pense en premier. Je ne vais pas donner de noms, mais ce sont les « grands ». Ce sont les « grands » qui se posent des questions ontologiques.

Geopragma : Oui, mais c'est important cette question d'ontologie.

Ambassadeur de la République de Turquie : C'est eux qui se posent les questions les plus ontologiques. C'est devenu comme un dialogue de sourds. « Ah, les Turcs, ils ne seront jamais prêts… »

Geopragma : Il y a un énorme tabou, si vous me le permettez, qui est le tabou de l'islam.

Ambassadeur de la République de Turquie : Il y a ça aussi. Et là, je vais vous dire quelque chose, que je ne me souviens pas avoir déjà dit en public, peut-être pas devant les médias français, par rapport à l'islam. Je pense que – et ce n'est pas dans vos questions – l'Europe, et de surcroit, l'Europe de l'Union est confrontée à une question cruciale en ce qui concerne l'islam en Europe ou l'islam de l'Europe. Et sans avoir une idée précise sur cette question-là, l'Europe ne saura jamais donner une réponse à la Turquie. C'est net. Mais on n'ose pas le dire. Moi je le dis.

Geopragma : C'est pour ça que je me permets de l'évoquer car à mon sens, c'est le nœud gordien implicite.

Ambassadeur de la République de Turquie : L'Europe n'arrive pas à se poser cette question : comment la traiter, avec quels paramètres ? Regardez un peu le débat en France. Pour certains, il suffit de voir

une femme voilée pour dire que c'est la dernière militante de Daesh. Ce n'est pas comme ça qu'on va y arriver. Bien sûr, Daesh exploite la croyance de certains, de certaines religions, c'est vrai, mais est-ce qu'on a le droit de tout réduire à une simple apparence ? Est-ce qu'un Hindou qui marche dans les rues autour de Saint-Germain, est assimilable pour autant à quelque chose de dangereux ?

Geopragma : Mais c'est un peu différent, c'est l'aspect prosélyte des choses. Il y a une collision entre des problématiques sociétales et religieuses. Il y a l'incapacité que nous avons nous, en tant qu'Etat, d'édicter des règles et de les faire respecter, ce qui est un sérieux problème. Et tout ça nourrit un grand sac de confusion et d'excuses politiques !

Ambassadeur de la République de Turquie : Je crois que la politique peut faciliter la compréhension des choses. Je me rappelle des propos de Michel Onfray, professeur à l'Université populaire de Caen, juste après les attentats du 13 novembre 2015. Il avait regretté qu'« aucun débat serein ne soit plus possible en France au sujet de l'islam » et repoussé la publication de son essai « Penser l'islam ». Si l'on aborde des questions nouvelles avec des approches anciennes, à coup sûr, on ne pourra pas avancer. À coup sûr. Ma question est simple : en France ou en Europe, la loi de 1905 est une loi fondamentale. Mais lorsqu'elle fut écrite, modelée, quelle était la donne en France, en Europe ? Il y avait tout sauf l'islam.

Geopragma : Bien sûr.

Ambassadeur de la République de Turquie : Il y avait le christianisme, c'est normal. L'orthodoxie, c'est normal. Le protestantisme, c'est normal et le judaïsme, c'est normal.

Geopragma : C'est l'histoire de l'Europe.

Ambassadeur de la République de Turquie : C'est l'histoire de l'Europe. Il n'y a rien d'anormal à cela, mais aujourd'hui il se trouve que vous avez en France presque 10 millions de musulmans. Est-ce que leurs demandes les plus légitimes seront assimilées à une déviation de la République ou y a-t-il un moyen de faire en sorte que l'on trouve les moyens de vivre ensemble, de concevoir un projet sociétal plus pacifique tenant compte des sensibilités des uns et des autres ?

Geopragma : Et en tenant compte aussi des besoins d'intégration du pays et même d'assimilation à la culture française qui est celle d'un pays façonné par le christianisme puis sécularisé mais où, par nature et culture, le christianisme demeure au fondement des valeurs et des pratiques sociales et politiques avec une laïcité permettant de renvoyer le religieux au domaine de l'intime. Parce que c'est ça le problème. C'est qu'on a un pays éclaté maintenant, en voie de communautarisation, et donc de fragilisation nationale. Nous, on n'est pas dans le retour des nations.

Ambassadeur de la République de Turquie : Je ne sais pas si on peut être aussi pessimiste. On insiste trop sur des thèmes qui ne peuvent que mener à des situations d'éclatement. Quand je lis certains articles dans la presse, j'ai l'impression que la terre tremble, que l'édifice s'écroule, on reste en dessous, et puis on a besoin des pompiers qui sont en retard. C'est un peu cela. Oui, il y a des gens qui instrumentalisent certaines choses. La Révolution, ou autre. L'Etat est là, les services de l'ordre sont là. Il faut qu'ils soient impitoyables.

Geopragma : Mais ils ne le sont pas, car le doute identitaire et souverain nous a saisis et l'on cherche notre salut dans le déni de l'histoire et de notre singularité.

Ambassadeur de la République de Turquie : Ils doivent être impitoyables quand il le faut. Mais ça ne doit pas nécessairement mener à une restriction de la liberté des uns et des autres. Si un juif se promène dans la rue avec sa kippa, moi ça ne me gêne pas. Est-ce que ça gêne quelqu'un ? Il y en a qui le sont.

Geopragma : Oui, mais il y a un problème de proportion, il y a un problème de vision, il y a un problème de perception d'une unité nationale et il y a un problème d'autorité de l'Etat. Si vous sentez que vous avez un Etat structuré, vertébré qui réagit, qui fait des lois - Dieu sait si on en fait - et surtout qui les fait respecter ! Parce que nous déjà, on ne les met pas en pratique. Si on a tout ça, on peut devenir infiniment plus tolérant, parce qu'on est plus rassuré. Mais si vous sentez que l'Etat lui-même hésite, fluctue, n'ose pas être ferme et promouvoir une véritable intégration (et une intégration, c'est contraignant, ce n'est pas à la carte), si l'on sent qu'il a peur de son histoire, de son passé. La Turquie n'a pas peur de son passé !

Ambassadeur de la République de Turquie : Je ne crois pas en effet.

Geopragma : Il faut comparer ce qui est comparable. Les problèmes à mon avis — encore une fois je parle en mon nom propre —, c'est que malheureusement, on faseille identitairement, et dès qu'on faseille identitairement, toutes les perceptions sont différentes. Ce n'est pas le cas de la Turquie. Ni celui de la Russie, pays historiquement multiculturel et multiconfessionnel par exemple. Dès qu'on vacille identitairement, tout ce qui paraît être massif, différent et conquérant fait peur. Par ailleurs, certains faits sont inadmissibles. Il y a des choses qui ne devraient pas exister, de mon point de vue, dans ce pays. Parce qu'on est un pays souverain, vous ne l'accepteriez pas chez vous ! Voilà.

Ambassadeur de la République de Turquie : Chère Madame, est-ce que l'on préfère par exemple une femme voilée qui fait son travail, qui éduque ses enfants et qui vit en harmonie avec la société, sans plus ? Ou un type qui travaille à la préfecture d'Île-de-France, qui n'est pas voilé du tout, qui n'est rien du tout, mais qui égorge quatre personnes ? Pour vous dire combien les apparences sont trompeuses. Ce type-là a pu se dissimuler pendant des années.

Geopragma : Je suis bien d'accord avec vous sur cet exemple, mais pour moi, c'est encore un autre sujet. Moi, j'ai une vision un peu drastique sur le voile qui n'a pas lieu d'être porté dans l'espace public au sens large. Je ne pense pas que ce soit un signe religieux, mais plutôt un signe politique et social, un signe d'affirmation incompatible avec ce qu'est la France, avec ses valeurs d'égalité et de liberté notamment pour les femmes, et donc avec la République.

Ambassadeur de la République de Turquie : C'est parce que c'est un problème aujourd'hui social.

Geopragma : Ça l'est devenu.

Ambassadeur de la République de Turquie : Ça l'est devenu. Nous suivons le débat. Je vois que c'est un problème public en France.

Geopragma : Il n'y a jamais eu autant de voiles. Il n'y en avait pas autant avant.

Ambassadeur de la République de Turquie : Oui.

Geopragma : Les femmes ne ressentaient pas le besoin de se voiler il y a vingt ans. Elles ne se voilaient pas en France. Il y en avait très très peu. Dans le Sud de la France, je peux vous dire que tous les villages ont changé. Tout a changé parce qu'on a laissé faire. Il y a plein de pays dans le monde où cela ne se produirait pas. Mais nous, on a laissé faire. Et maintenant, on a de vrais sujets qui du coup se cristallisent bêtement – ce qu'on voit, ce sont les apparences – et diabolisent, déforment une pratique qui peut avoir ses dérives. Mais là, nous parlons des gens de l'ordinaire. C'est la colonne vertébrale qui est importante. On n'est pas un pays musulman. On est un pays d'origine catholique.

Ambassadeur de la République de Turquie : Tout à fait. Mais c'est normal !

Geopragma : Et nous le sommes. Et on le sera toujours j'espère. Mais il ne s'agit plus de le démontrer. Le sujet n'est plus la religion ostentatoire. Justement la religion devrait rentrer sous les lois de la république. C'est quand même ça la laïcité. Il est évident qu'il y a quand même une prime à ce qui a été l'histoire de France. L'histoire de France, c'est l'histoire d'un grand pays chrétien qui a su s'autonomiser politiquement par rapport à l'Eglise. Nous n'avons pas fait tout cela pour tomber sous un quelconque autre joug.

Ambassadeur de la République de Turquie : Ça, on ne peut pas le remettre en cause. Ce serait une erreur d'ailleurs. C'est l'identité du pays.

Geopragma : Et justement. Comme on a un problème identitaire, parce qu'on n'ose plus le dire tout en le ressentant, ça devient compliqué pour le reste de la population qui est sans confession ou d'autres confessions.

Ambassadeur de la République de Turquie : Quand on pousse vers les extrêmes, on ne s'en sort pas. Il y a un autre exemple : un enfant musulman qui ne veut pas manger du porc à la cantine à l'école.

Geopragma : Eh bien, il n'en mange pas.

Ambassadeur de la République de Turquie : Voilà, c'est tout ! Mais on en fait un problème.

Geopragma : Oui, on en fait un problème à partir du moment où il faut faire des menus différents.

Ambassadeur de la République de Turquie : Ceux qui veulent manger, qu'ils mangent. Mais ceux qui n'en veulent pas, qu'ils ne mangent pas. On ne doit pas le présenter comme un problème.

Geopragma : Il y a toujours plein de questions. Mais ce sont de faux problèmes.

Ambassadeur de la République de Turquie : Ce sont de faux problèmes.

Geopragma : Quels sont pour vous les axes d'alliance à venir ? Et quid de vos « adversaires », « concurrents » ou « partenaires » ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Des axes d'alliance…

Geopragma : Est-ce que ça existe encore ? Ou sont-ce des alliances à géométrie variable ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Des axes d'alliance… Il est difficile de parler d'axes. Il y a différents axes qui s'ébauchent, mais des axes d'alliance ? Je crois que c'est trop tôt pour le dire. Quand par exemple, il y a le changement de pivot des Etats-Unis, déjà à l'époque du Président Obama, vers le Pacifique, c'était un changement d'axe, une nette prise de position. Mais est-ce que cela, c'est une alliance ? Est-ce qu'il faut voir nécessairement d'autres pays autour de cela ? Ce n'est pas nécessairement le cas.

Geopragma : Mais pour vous, la Turquie ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Pour nous, la Turquie, il est sûr qu'elle fera alliance avec elle-même. C'est sûr. Ça veut dire qu'elle va de plus en plus tenir compte de ses capacités nationales à elle. Nous avons eu assez d'expériences frustrantes avec les Patriot, avec les S-400, et très récemment

avec la suspension des exportations d'armes après l'opération « Source de paix », de différents pays européens, de nos amis français aussi. Donc, il y a une prise de conscience de plus en plus prononcée, nette, consistant à dire qu'il faut que l'on développe nos capacités propres. Au-delà, je ne sais pas s'il faut parler d'alliance, mais de cercles de coopération. Par exemple, ce qu'on fait avec les Russes et les Iraniens sur le dossier syrien : ce n'est pas une alliance.

Geopragma : Ce n'est pas une alliance ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Je ne pense pas que ce soit une alliance.

Geopragma : Parce que ce n'est pas durable.

Ambassadeur de la République de Turquie : Il y a des coopérations qui durent autant, sinon plus que les alliances.

Geopragma : C'est vrai.

Ambassadeur de la République de Turquie : Il y a ça aussi. Ce n'est pas une alliance en tout cas.

Geopragma : Pas formelle.

Ambassadeur de la République de Turquie : Mais de fait, ça existe. C'est une structure de coopération, en fonction des dossiers à l'ordre du jour, et cette structure est efficace. Enfin, dans une large mesure. Mais il n'y a pas d'alliance totale. On l'a vu au sommet de Londres, les 3 et 4 décembre 2019. Le caractère d'allié, l'engagement en tant qu'allié n'est malheureusement pas toujours total. Si tel était le cas, on n'aurait pas eu certaines déclarations avant même le sommet de Londres. Permettez-moi de ne pas entrer dans les détails…

Geopragma : Oui.

Ambassadeur de la République de Turquie : Vous voyez à quoi je veux en venir ?

Geopragma : Si vous me permettez, à ce sujet, ce qui m'a surpris tout à l'heure, c'était l'importance que vous accordiez à l'Union européenne. Ma perception, qui est peut-être erronée, c'est que pendant très longtemps, votre orientation politique majeure, c'était effectivement l'inclusion dans l'Union européenne, et que depuis déjà un certain temps, vous aviez vous-même fait l'opération de bascule que vous évoquiez à propos d'Obama. C'est-à-dire qu'en réalité, votre priorité n'est plus l'Europe occidentale, mais la région de la Méditerranée orientale, les Balkans, l'Asie centrale et l'Afrique, que vous avez citée tout à l'heure à propos de l'aide au développement. J'avais l'impression que l'Europe

de l'Ouest n'était plus tellement votre priorité, et que vous aviez une politique beaucoup plus large et avec une ambition globale. N'avez-vous pas vous-même changé d'orientation diplomatique, non pas pour créer de nouvelles alliances, j'ai bien noté ce que vous venez de dire et qui est important, mais pour changer d'horizon ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Merci pour la question. Je l'entends. Elle me permet de faire une autocritique de notre diplomatie. La réponse à votre question est : non. Nous n'avons pas changé d'horizon. Nous avons complété notre horizon. Ce n'est pas pareil. Il est vrai que jusqu'à une vingtaine d'années, notre diplomatie s'était contentée du camp occidental seulement. Le reste, je ne dirais pas qu'il n'avait pas d'importance du tout, mais il n'avait pas de priorité. On a pris conscience de cela, et ça c'est le propre du Président Erdogan, il faut le lui reconnaître. C'est le Président Erdogan qui a procédé à cette ouverture. C'est quand même lorsque le Président Erdogan était Premier ministre qu'il a abordé et réalisé les réformes les plus importantes en ce qui concerne le rapprochement avec l'Union européenne dans tous les domaines. Il n'y a jamais eu autant de décisions, d'engagements favorables que sous le premier et le second gouvernement Erdogan. Après vous allez me dire : pourquoi ça a changé ? Cela n'a pas changé. Il s'est rendu compte d'une chose : nous ne nous intéressions pas assez au Moyen-Orient, alors que pourtant nous sommes dans la région ! Nous ne nous intéressions pas assez à l'Asie centrale, alors que pourtant nous sommes de la même famille. Les Azéris, les Ouzbeks, les Turkmènes, les Kirghizes… Tout ça, c'est la même famille.

Geopragma : Est-ce que vous ne changez pas d'identité d'une certaine manière ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Non, non. On ne change pas d'identité. Il y avait toujours une identité qui n'était pas aussi visible, c'est tout. On s'est rendu compte qu'on était à côté du Moyen-Orient et qu'on ne s'y intéressait pas assez. On avait des liens de famille avec l'Asie centrale, et on les pensait loin, psychologiquement, politiquement. On avait quand même assez de liens avec l'Afrique, mais on ne s'y intéressait pas assez. Tous ces axes, on a voulu les développer, les inclure à l'ordre du jour de notre politique étrangère, sans nécessairement négliger l'Europe. Les difficultés avec l'Europe sont d'une autre nature. On en a parlé longuement tout à l'heure. Je le vois de cette manière-là. Je pense que c'était une carence pour nous de ne pas nous intéresser assez au Moyen-Orient, assez à l'Asie centrale, assez à l'Afrique. Et c'était une carence que l'on a corrigée. Ce n'est pas au détriment de l'Europe ou du projet européen. Regardez, aujourd'hui encore, *grosso modo,* 40 à 45% de notre commerce extérieur est avec l'Europe. 47% des exportations, 42% des importations ou vice versa. C'est énorme. Et avec le Moyen-Orient, ça doit faire dans les 15-17%, avec l'Asie, comprenant la Chine et la Russie, ça ne fait pas autant que l'Europe, et ensuite, le reste du monde. Vous voyez ! Quand on voit de l'extérieur, on n'a pas cette impression. Mais il est vrai qu'il y a un élargissement de notre angle. Mais dans cet angle, il y a toujours l'Europe, omniprésente. Nous sommes toujours pays candidat, même si ça n'avance pas. Nous sommes en négociation avec l'Union européenne. Nous sommes, malgré le débat, un membre actif et responsable de l'OTAN. Nous sommes l'un des pays fondateurs,

et nous y tenons beaucoup, du Conseil de l'Europe. On est en Europe. Notre pays est en Europe depuis le XVème siècle. On y sera toujours, avec environ cinq millions de ressortissants en Europe. L'Europe pour nous ne se résume pas à l'Union européenne, et heureusement, avec les difficultés actuelles auxquelles elle est confrontée. Vous voyez la réponse à votre question, c'est un peu cela. Et ne négligez pas que l'on ne voit pas nécessairement d'adversaires. On voit des partenaires. On peut travailler avec tout le monde, mais à condition que l'on nous respecte. On considère plutôt les autres comme des partenaires, au mieux des concurrents. Adversaires… si on ne nous considère pas comme un adversaire, on n'a pas de raison de qualifier qui que ce soit d'adversaire.
Sur la France. Peut-être un mot pour la France. Quand même. Il ne faut pas se fier aux apparences. Il ne faut pas que certaines déclarations de part et d'autre nous découragent. Nos pays sont des alliés, des amis de longue date. Pour nous, nos relations remontent à 1483. Ça fait 536 ans. À l'époque, j'aime bien le dire et le répéter, ça me fait plaisir, imaginez le nombre de pays en Europe. Une dizaine : la France, l'Allemagne, l'Espagne qui était presque Française… Et puis l'Italie, l'Autriche. Qu'est-ce qu'il y a de plus ? Vous aviez quelques pays en Europe. Mais déjà à l'époque ces pays-là étaient en relation, alors que tous les autres n'existaient pas. Les Etats-Unis, dont on parle tant, n'existaient pas. Nous avions déjà alors établi des relations diplomatiques avec la France, la Pologne, l'Angleterre. Les Américains n'étaient pas là.

Geopragma : Il y en avait quand même, mais ce n'était pas les mêmes.

Ambassadeur de la République de Turquie : Pardon ?

Geopragma : Les Indiens d'Amérique, mais je plaisante. Ils n'étaient pas exterminés encore.

Ambassadeur de la République de Turquie : Je n'en parle pas. Alors que nous, Français, Turcs, nous étions en relation, alors que tous ces pays-là n'existaient pas encore. Nous avons un recul historique qui constitue une base propice considérable pour travailler davantage ensemble. Nous avons beaucoup à gagner et à mettre en valeur en travaillant davantage ensemble. Et je sais que c'est possible, même dans les dossiers les plus sensibles, il est possible de le faire, à condition de faire preuve d'un peu plus d'empathie.
Durant plus de cinq siècles, dans les domaines économiques, commerciaux, politiques, militaires, sécuritaires, culturels, scientifiques, historiques, de lutte contre le terrorisme, etc., on a développé un éventail considérable de coopération entre nos deux pays. On a un volume de commerce de plus de 14 milliards d'euros. Ce n'est pas négligeable, mais ce n'est pas suffisant. Il y a d'énormes potentialités : il y a presque 1500 entreprises françaises qui opèrent en Turquie. Les firmes les plus grandes, Thales, Engie, Renault, Safran, etc., travaillent en Turquie, et à ce que je sache, elles ne sont pas mécontentes.

Geopragma : Vous avez abordé la France, alors on aurait pu s'intéresser au rôle que vous aimeriez voir jouer la France, au rôle mondial. Est-ce que vous estimez qu'elle le joue, et sinon, quelles seraient les conditions pour qu'elle le joue ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Mais cette question, on ne la pose pas à un ambassadeur en poste.

Geopragma : Je sais, je sais. Mais je pose des questions irrévérencieuses. Vous pouvez ne pas répondre ceci dit.

Ambassadeur de la République de Turquie : La France est une grande nation, une grande puissance. Est-ce qu'elle assume le rôle qui peut être tiré de tous ces éléments-là ? Ça, c'est un aspect qui pourrait être apprécié par les interlocuteurs français. Mais de manière générale, on peut toujours dire qu'on peut toujours mieux faire. Et c'est valable pour tout le monde. Nous voyons la France comme un ancien et grand ami, donc on souhaite qu'elle ait un rôle plus prépondérant et qu'on puisse travailler davantage ensemble.

Geopragma : Sur quels dossiers ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Il y a des dossiers, par exemple, dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. C'est peut-être le dossier où notre coopération a pu prendre l'élan le plus profond. Dans la lutte contre le terrorisme, c'est très avancé. En dépit des difficultés. Mais il y en a toujours ! Par exemple, je l'affirme encore une fois : la France n'a jamais eu de relation plus poussée sur le dossier Daesh qu'avec la Turquie. Il y a des choses que je ne peux pas citer pour des raisons évidentes, mais je peux me contenter de ce constat : l'étendue de notre coopération dans la lutte contre le terrorisme et Daesh est beaucoup plus large que l'on en a l'impression. Et c'est du sérieux. Ce qu'on attend de la France ? Nous, Turcs, souhaiterions que l'on puisse pousser aussi loin notre coopération dans la lutte contre le PKK. Il y a certains développements, mais pas à la hauteur de nos attentes. On travaille à tous les niveaux : aux niveaux présidentiel, ministériel, diplomatique, mais aussi au niveau des services des renseignements. C'est ce qui est le moins visible.

Geopragma : Mais ça se fait.

Ambassadeur la République de Turquie : Et comment !

Geopragma : C'est une bonne chose.

Ambassadeur de la République de Turquie : L'essentiel des choses transite par cette voie.

Geopragma : Et vous pensez que nous serions utiles, qu'on aurait des choses à donner, à partager concernant le PKK ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Contre le PKK, il y a des choses qu'on pourrait faire. Par exemple, que la France procède davantage à des gels d'avoirs de certains militants qu'ils ont identifiés. Nous leur avons communiqué quelques dossiers, des noms. Pour ces personnes-là aussi, on espère un jour avoir le même traitement. On espère que nos amis français pourront prendre des mesures contre ces individus. Et aussi, puisque vous avez parlé des attentes, nous avons vécu un tremblement de terre sans précédent le 15 juillet 2016. Je parle de la tentative de coup d'Etat qui est le fait de l'organisation terroriste FETÖ**.** Cette structure n'est pas considérée comme une organisation terroriste en France. Ça me ferait plaisir de voir cette structure considérée comme telle par les autorités françaises.

Geopragma : Vous n'avez pas parlé non plus des Etats-Unis.

Ambassadeur de la République de Turquie : Non plus.

Geopragma : Non, non. Mais je vous pose la question.

Ambassadeur de la République de Turquie : Les Etats-Unis ne reconnaissent pas FETÖ comme organisation terroriste. Ce sont eux qui hébergent le leader de cette organisation terroriste…

Geopragma : Oui, mais c'est un grand allié de votre président quand même.

Ambassadeur de la République de Turquie : Justement ! C'est un allié de notre pays aussi, comme la France. Mais là justement, tout à l'heure, on parlait de nos relations avec les Etats-Unis, de nos difficultés. L'une des difficultés fondamentales entre nous et les Etats-Unis, c'est justement cette question.

Geopragma : Vous pensez que ce sont eux qui ont essayé d'organiser le coup d'Etat ? C'est une simple hypothèse.

Ambassadeur de la République de Turquie : Nous sommes sûrs de la personne qui en est l'instigateur. On leur avait transmis des dossiers, des dizaines de classeurs. Mais les Etats-Unis n'arrivent pas à changer leurs procédures, leurs approches en la matière. Et nous sommes sûrs qu'eux en savent au moins autant que nous sur cette structure. Que reste-t-il dans le volet terroriste ? Il y a bien sûr l'antenne syrienne du PKK qui est le PYD/YPG. Elle n'est pas considérée comme telle, comme terroriste. Il y a quelques six ou sept pays européens dont la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, etc. qui ne la considèrent pas comme telle. Ça, ça va continuer à rester sur la table, pour ne pas le dire autrement,

entre notre pays et nos amis alliés. Je crois qu'on a besoin de reprendre cela sérieusement en main. C'est comme un clou dans la chaussette. On ne peut pas continuer à marcher dessus, ça fait mal.

Geopragma : Peut-être cela pourrait-il se faire si la France était intégrée avec le soutien de la Turquie au processus d'Astana… Parce que nous, on a un autre problème : on est totalement exclus du jeu ! Par notre faute certes…

Ambassadeur de la République de Turquie : Puisque vous m'avez posé la question, je vais vous répondre franchement. Quand la structure a été montée, c'était d'abord la Russie et la Turquie. Cela étant, on a vu que, sans l'engagement de l'Iran dans l'équation, on ne pouvait pas avancer dans le dossier syrien. Pourquoi ? Parce que par les intermédiaires des milices, ils étaient sur le terrain, que ce soient les membres des Gardiens de la révolution, les milices chiites locales ou le Hezbollah qu'ils ont fait entrer dans le théâtre syrien fin 2013 ou 2014. On avait vu que ce n'était pas possible, qu'il fallait l'inclure. Et dès le début, nous avons proposé aux partenaires restreints que l'Union européenne, les Nations Unies et quelques pays européens puissent prendre part à ce Forum.

Geopragma : Et les Russes et les Iraniens ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Au terme des négociations, nous avons pu réussir à faire inclure les Nations Unies. Si les Nations Unies n'étaient pas présentes dans la structure d'Astana, nous non plus on n'a rien à y faire. Sans une légitimité internationale qui résulte des Nations Unies, on ne peut pas faire cavalier seul comme ça. On a fini par inclure les Nations Unies dans l'équation. Par la suite, sur proposition des uns et des autres, on a pu inclure l'Irak et le Liban comme observateurs. La France aussi depuis le début est observateur. Ils ne prennent pas part aux réunions. Mais dans chaque *round* de négociation, il y a des pourparlers en parallèle, en inter-réunions avec les différents participants, etc.

Geopragma : Oui, j'essayais de dessiner les contours d'un échange de bons procédés, si vous voulez. Par rapport à vos préoccupations vis-à-vis du YPG.

Ambassadeur de la République de Turquie : Oui, justement. Il y a aussi des attentes au niveau du YPG. On attend une position plus prononcée en ce qui concerne le PKK. C'est ce qu'on attend au niveau bilatéral avec la France, cela pourrait nous permettre d'aller plus loin. En ce qui concerne les dossiers régionaux, ou globaux, je pense que les Turcs et les Français ont tout à gagner à travailler ensemble. En travaillant ensemble, ils pourront aller encore plus loin.

Geopragma : Nous avons sauté une question. Le « choc des civilisations ». Ça existe encore ou pas ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Eh bien le « choc des civilisations », je crois que nous en avons évoqué quelques éléments. Je crois que les gens ne sont pas assez courageux et honnêtes pour nommer les choses. Par exemple, tout ce dont on parle : cette instance européenne sur la candidature turque, si ce n'est pas un choc, c'est une peur civilisationnelle.

Geopragma : Oui, c'est vrai.

Ambassadeur de la République de Turquie : Une peur civilisationnelle. Tout ce débat sociétal, cette discussion sociétale… Quand Huntington a parlé pour la première fois du « choc des civilisations », on a rédigé beaucoup d'articles, de conférences, pour dire que cet homme disait n'importe quoi. Mais il y avait quand même du vrai dans ce qu'il disait ! S'il n'y a pas de « choc des civilisations », alors tout ce qu'on vit, qu'est-ce que c'est ? Je ne veux pas dire qu'il y a le « choc des civilisations », mais il faut malgré tout nommer les conflits qui ravagent nos temps modernes. Il faut trouver quelque chose. Il ne faut pas que je sois mal compris. Qu'est-ce que l'on entend par « conflit des civilisations » ? D'un côté, les Européens, d'un autre les Africains, les Asiatiques, ou d'un côté les musulmans, de l'autre, les bouddhistes ? Par exemple, s'il n'y a pas quelques éléments de conflits civilisationnels — même s'il n'y a pas de conflit de civilisation en tant que tel —, comment peut-on aujourd'hui comprendre ce traitement infligé aux Rohingyas au Myanmar ? Comment peut-on le comprendre ? Ils n'étaient pas des terroristes. Ils n'ont pas plastiqué des préfectures. Ils n'ont pas boycotté quoi que ce soit. Ils n'ont rien fait les pauvres ! Rien du tout. Mais ils ont été pris pour cible du simple fait de leur existence. Ce n'est pas un conflit de civilisation, je suis d'accord. Mais c'est un conflit de quoi alors ? Un conflit confessionnel ?

Geopragma : C'est comme les hindous et les musulmans en Inde, ou au Pakistan.

Ambassadeur de la République de Turquie : Par exemple !

Geopragma : Ça, ce n'est pas vraiment civilisationnel, si ? Pour moi, ça ne l'est pas.

Ambassadeur de la République de Turquie : Non… C'est pour ça que je préfère dire que certaines composantes des conflits permettent de soulever cette question. Est-ce que c'est civilisationnel ? Alors, si ce n'est pas civilisationnel, c'est confessionnel. Alors, à partir de là, comment peut-on trouver une issue ? Un conflit de civilisation, c'est d'une plus grande envergure, si je comprends bien. Dieu merci, nous n'en sommes pas à ce niveau-là. Mais, il y a quelques éléments de conflit qui nous font penser quand même à ce danger-là, qui nous font dire : « Là, il faut qu'on fasse attention pour que ça ne prenne pas des dimensions beaucoup plus larges, et du coup incontrôlables ».

Geopragma : Pensez-vous que la souveraineté soit une notion dépassée ou moderne ? Et celle de peuple ? Quels sont pour vous les conditions de la cohésion nationale et ses facteurs de dilution ?

Ambassadeur de la République de Turquie : La souveraineté se trouve au cœur même du débat contemporain. Sans la souveraineté, rien n'est possible. La souveraineté n'est pas dépassée du tout. Elle est très actuelle. Il ne faut pas confondre les réalités temporelles. Si on prête l'oreille à ceux qui essayent de décortiquer la notion de souveraineté, qui veulent la démolir, ils disent : « La souveraineté, vous savez, nous l'avons vue en observant un Etat souverain ». Mais la souveraineté est « rongée ». C'est normal avec la globalisation, maintenant, il y a très peu de choses qui restent sous le contrôle étatique. À l'image de l'information, ça circule à « vitesse grand V ». Les frontières ne sont pas imperméables du tout, tout transite, etc. Mais ce n'est pas à ça que je faisais allusion quand je parlais de la réalité temporelle. C'est une caractéristique de notre époque, mais c'est peut-être une modification, liée aux changements apportés à l'exercice même de la souveraineté. Oui, c'est un développement de l'humanité, de la modernité, avec des moyens de communication, etc., mais ce n'est pas pour autant que la souveraineté perd son importance. De fait, elle est peut-être mise à l'épreuve, mais on développe aussi des procédés convenables pour faire face. J'imagine qu'avec le développement des moyens de communication, ceux qui se trouvent confrontés à un exercice existentiel, ce sont les membres des services de sécurité. Pour poursuivre les terroristes, ils développent des processus…

Geopragma : Inquisitoriaux !

Ambassadeur de la République de Turquie : Oui. Mais la souveraineté est confrontée à de nouvelles difficultés. Elle n'est pas mise en cause. Personne ne met en cause la nécessité même, la raison d'être de la souveraineté. Elle est plus que jamais d'actualité. Elle est d'autant plus d'actualité, je le disais tout à l'heure, qu'il y a beaucoup de symptômes qui peuvent nous faire dire que nous revivons l'âge des nations. La notion de souveraineté et l'âge des nations se sont reliés. Il y a une dépendance étroite entre les deux. La souveraineté est nécessairement reliée à une nation, issue d'une nation. C'est le reflet de la capacité juridique, politique d'une nation en tant que telle. C'est ça la souveraineté.

Geopragma : Sa capacité de désobéir à l'ordre des choses, à penser par elle-même, à ne pas dépendre du bon vouloir des autres pour sa survie et la protection de son peuple.

Ambassadeur de la République de Turquie : Ça, c'est autre chose.

Geopragma : Non. C'est ça la souveraineté d'un Etat aussi. De pouvoir dire « non » quand tout le monde vous dit de dire oui.

Ambassadeur de la République de Turquie : La notion de souveraineté est plus que jamais d'actualité. Il faut savoir s'en servir et en faire bon usage. Il faut en être à la hauteur. Il faut la vivre et l'exercer pleinement. Oui. Mais la souveraineté nationale ne veut pas dire que tout est sans limites. Ça, c'est sûr. On est une communauté des nations, il y a d'autres nations aussi. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas

de communication, de coopération, d'échanges, et de nécessité d'accorder des approches avec les autres nations, etc.

Geopragma : Selon vous, quels sont et seront les fondements de l'influence internationale de demain ? Est-ce que c'est le pur rapport de force, l'état de fait, les accords, l'empathie ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Aussi. Il y a beaucoup de tout ce que vous dites. Aujourd'hui, on parle beaucoup de *soft power*. Je pense que cela ne va pas perdre de son influence. Cela sera toujours présent, et c'est important. Si par exemple, vous parlez de la France à un autre peuple — je ne sais pas, Trinité-et-Tobago, par exemple — sans avoir une idée de la capacité militaire et économique de la France, il pensera à la culture française, à la littérature française.

Geopragma : Donc, vous pensez que la culture demeurera demain un vecteur d'influence ?

Ambassadeur de la République de Turquie : L'un des vecteurs. Je ne saurais dire si c'est l'un des principaux vecteurs. Mais cela restera. On ne peut pas effacer cela. L'un des principaux vecteurs de l'influence à l'avenir pourrait être la capacité de communication. Nous, par exemple, nous souffrons aujourd'hui d'un problème d'image, en France, en Europe, partout, parce que même si on peut l'expliquer dans une certaine mesure, notre carence est patente… Mais je peux vous en parler si et seulement si vous êtes prête à l'entendre. Il y a trop d'*a priori* ici et là. Les gens ne le prennent pas nécessairement à sa juste valeur.

Geopragma : Vieux comme l'humanité.

Ambassadeur de la République de Turquie : Vieux comme l'humanité. Bien sûr, la culture demeurera, mais si le *soft power* n'est pas épaulé de la force et du pouvoir en tant que tel, elle risque de rester boiteuse.

Geopragma : C'est vrai. Je suis d'accord. Que pensez-vous de l'invocation de valeurs et de principes moraux en matière internationale ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Je pense que c'est important, mais encore faut-il que ça ne reste pas seulement des discours. Des principes et des valeurs en termes de relations internationales… Si de nos jours, on avait pu faire guider les relations internationales dans une certaine mesure par ces principes et valeurs, je pense qu'on aurait un monde beaucoup plus paisible. Ça contredit Palmerston.

Geopragma : Qui ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Le fameux premier ministre britannique qui disait que l'Angleterre n'a que des intérêts…

Geopragma : De Gaulle aussi disait ça.

Ambassadeur de la République de Turquie : « Tu n'as pas d'amis, pas d'ennemis. L'Angleterre a seulement des intérêts. » Ça, par exemple, c'est incompatible avec cet énoncé de valeurs. Mais il doit y avoir quelques principes. Lesquels ?

Geopragma : Il faut qu'ils soient compatibles avec la souveraineté ? Comment faire ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Oui ! S'il n'y a pas de souveraineté... Est-ce qu'il y a une version de souveraineté qui mette en cause l'existence des principes moraux ?

Geopragma : Tout le « droit de l'hommisme » s'est basé là-dessus. Briser la souveraineté des Etats, soi-disant pour imposer des principes moraux, des droits de l'Homme, tout un tas de choses, qui en fait justifiaient les interventions.

Ambassadeur de la République de Turquie : C'est encore un autre débat. Si ces principes et ces valeurs avaient gagné dans une certaine mesure la conception internationale des choses, on serait intervenu il y a longtemps en Syrie.
D'un point de vue global, je comprends votre question de la manière suivante : l'action internationale devrait être guidée quand même par certaines valeurs et principes sur lesquels quasiment tout le monde est d'accord. Si on ne pousse pas vers les extrêmes, dans la mesure où ils ne sont pas instrumentalisés, personne ne met en cause la primauté des droits fondamentaux, ni de la démocratie. Mais quand on est démocrate chez soi et despote chez d'autres, quand on respecte les droits fondamentaux chez soi, mais pas dans le reste du monde, alors là… On a des difficultés pour fédérer les gens autour. Je peux donner des exemples, mais je ne vais pas citer de nom de pays. Il y a eu par exemple des pays où il y a eu des coups d'Etat, des despotes autoritaires ont pris le pouvoir en détrônant des leaders démocratiquement élus. Mais l'Europe et les pays européens, le lendemain, ont serré la main de ces despotes. Un autre exemple. Cette fois-ci, il s'agit de la Turquie. Il y a eu la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, certains pays en Europe ont mis sur le même pied d'égalité les putschistes et le gouvernement démocratiquement élu en disant qu'ils appelaient les parties à la retenue. C'était par exemple, la déclaration du porte-parole du département d'Etat américain à trois ou quatre heures du matin, alors que la présidence avait été prise pour cible au moins cinq fois pendant la nuit… Une voix, outre-Atlantique, appelait « les parties au calme » ! Ils n'ont pas condamné les putschistes. La réaction tardive de certains pays européens pour condamner les putschistes a soulevé des suspicions chez nous. Alors, certains de nos amis européens… La France les a condamnés le 15 par la voix de Jean-

Marc Ayrault, qui était le ministre des Affaires étrangères. Par la suite, le Quai d'Orsay a fait une déclaration. Et la France est parmi les premiers à les avoir condamnés en Europe.
Mais beaucoup d'autres pays, non. Et après, on a dit : « Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire ! ». Deux poids, deux mesures ! Alors si c'est ça la démocratie, le respect des droits de l'Homme… Comment peut-on défendre une démocratie, si elle est attaquée ? D'autres ont dit : « Oui, il y avait une tentative de coup d'Etat, mais il faut que vous soyez proportionnels dans les mesures prises pour les terroristes. ». Mais de quelle proportionnalité parle-t-on alors que nous sommes en face de terroristes ? Le type sort le couteau, il égorge le passant à la gare Saint Charles, à Marseille. Le policier le neutralise. Qu'est-ce qu'on va lui dire ? Soyez proportionnel ?

Geopragma : C'est tout le sens de ma question.

Ambassadeur de la République de Turquie : Non. C'est pour ça que j'ai dit que l'invocation de certaines valeurs et de certains principes est possible, à condition qu'ils fédèrent tout le monde, pour que l'on ne procède pas par approche biaisée et discriminatoire. Sinon, c'est démocrate chez soi et *business as usual* chez les autres. Ça risque de faire des mécontents. Voilà.

Geopragma : Auriez-vous d'autres choses à dire ? Le sujet est libre.

Ambassadeur de la République de Turquie : D'abord, merci pour l'initiative. Je pense que les cercles de réflexion comme le vôtre ont un rôle à jouer. Et c'est le propre des temps modernes. La mondialisation, la globalisation, on assiste à l'émergence d'autres acteurs que les gouvernements. Quand il y a un papier de Madame Galactéros, ou d'autres membres, les gens n'y sont pas insensibles. C'est une nouveauté importante et ça fait revenir à la question sur la souveraineté. Est-ce que ça compromet la souveraineté de l'Etat ? Ça dépend de comment vous l'interprétez. Si vous abordez la question de la souveraineté avec une approche du XIXème siècle : « Non ! Il ne s'agit pas de cela, il faut fermer tous les *Think tanks* ». C'est une approche. Si vous dites : « Mais justement, avec les temps modernes, l'Etat aussi subit une évolution ». Comment voyons-nous cette évolution ? L'Etat engage moins de fonctionnaires, moins de serviteurs, moins de ceci, de cela… Et il y a des gens qui font ce travail en dehors des cercles étatiques avec plus de liberté intellectuelle. Nous, qu'est-ce que l'on peut faire ? Dès que nous avons besoin d'un rapport, on demande aux membres de cercles de réflexion, comme vous venez de le faire, car il sera d'une meilleure qualité. C'est quelque chose de considérable. Merci pour l'initiative. J'imagine que vous le ferez encore à l'avenir. Nous pouvons poursuivre ces échanges avec vous et penser à l'organisation d'évènements, de manifestations, de panels, de conférences, etc. Je suis prêt à venir dans votre maison, la structure Geopragma. J'ai fait une conférence à l'Institut Diderot, avec Monsieur Seys. C'était l'année dernière, au mois de mars, intitulée « Turquie : perspectives régionales et européennes ». Puis ils ont fait leur propre publication.
Au sujet de l'Iran aussi. C'est un grand morceau, parce qu'il y a plusieurs paramètres. Quand on parle de l'Iran, il faut parler du pays, et ses relations avec les Etats-Unis et l'Europe, le JCPOA.

Geopragma : Mais la relation turco-iranienne ?

Ambassadeur de la République de Turquie : Nous sommes conscients d'une chose. L'Iran, comme nous, est un pays de la région. Nous avons une frontière avec ce pays qui n'a pas bougé depuis le XVIIème siècle - le 17 mai 1639. Voyez l'importance de la stabilité. Nous les connaissons, comme nous connaissons les Russes. Eux nous connaissent comme on connaît le peuple iranien. Ils connaissent nos sensibilités. Nous savons les leurs, en dépit de la différence d'approche, par exemple dans la gestion de la question syrienne, etc. Il y a des différences d'approche, des différences d'appréhension, mais ces difficultés ne nous ont pas empêchés de nous réunir dans le cadre du groupe d'Astana. L'Iran n'a pas de secret pour nous et a une politique régionale que nous connaissons et suivons de près. Il faut faire en sorte que, politiquement, cela ne déstabilise pas les équilibres régionaux. C'est le principe de base. En ce qui concerne le dossier nucléaire, c'est nous qui l'avons initié d'abord avec le Brésil, il y a eu un *deal* avec l'Iran en 2009 et 2010, avec pas mal de pourparlers et des progrès. C'est la Turquie et le Brésil qui avaient initié un accord nucléaire avec l'Iran. Mais à la dernière minute, les Américains n'étaient pas satisfaits de certains éléments, et ça n'a pas vu le jour. Par la suite, ça a été 5+1. Le retrait des Etats-Unis de JCPOA a créé les difficultés que l'on connaît tous. L'Iran a réagi à ce retrait de façon un peu plus mesurée au début, mais par la suite a haussé le ton. Ils ont accru leurs engagements dans le dossier nucléaire, en disant que s'il n'y avait pas de levée des sanctions, alors à quoi bon poursuivre ? Cela étant, il y a trop d'éléments disparates en la matière. Mais il faut, en dépit des difficultés, que l'on puisse trouver une solution par la voie des négociations, sinon cela risque de créer d'autres difficultés. Encore une fois, je ne vais pas donner de noms. Mais, ce sont les Etats-Unis qui sont sortis du deal nucléaire. Ce sont eux qui appliquent les sanctions. Les Européens, sans rien déclarer, suivent Washington et les acteurs économiques aussi (banques, firmes, etc.). Le problème iranien est le suivant : ils disent que ce sont uniquement les Etats-Unis qui ont remis en cause leur engagement dans l'accord du nucléaire. Mais vous, faites-vous autre chose en pratique ? Ce quelque chose, c'est peut-être le mécanisme (INSTEX)… Mais apparemment cela ne donne pas les résultats escomptés. Dans le dossier iranien et nucléaire, il faut que nos amis américains, ou le reste du monde, comprennent une chose : ce n'est pas en les montrant du doigt que l'on pourra faire quelque chose aux iraniens. C'est ne pas connaître ce peuple, ce pays. Ce n'est qu'en communiquant, en échangeant qu'on pourra avancer avec l'Iran, pas en les menaçant. Depuis 30 ans, ils sont sous embargo.

Geopragma : 40 ans presque.

Ambassadeur de la République de Turquie : Et l'Iran est toujours là.

Geopragma : C'est un peu comme les Russes.

Ambassadeur de la République de Turquie : Il faut faire attention aux instruments que l'on privilégie. L'Iran, ce n'est pas un pays que l'on peut faire avancer en menaçant. Les Iraniens ressemblent beaucoup aux Turcs.

Geopragma : Passons maintenant à la crise mondiale sanitaire. Quels ont été les effets en Turquie ? Comment la Turquie a réagi ?

Ambassadeur de la République de Turquie : La pandémie, qui a débuté à la fin de l'année, a achevé son huitième mois dans le monde et le cinquième mois en Turquie. Le premier cas de Covid-19 en Turquie a été confirmé le 11 mars. Cependant, la Turquie a pris précocement des mesures sérieuses afin d'empêcher la diffusion du virus sur son sol. Dès janvier, un Conseil scientifique sur le Covid-19 est constitué, et des caméras thermiques sont mises en place dans les aéroports. Les vols sont suspendus le 3 février avec la Chine et le 23 février avec l'Iran, en plus de la fermeture de la frontière terrestre. La Turquie a mené un combat acharné dans la lutte contre le Covid-19. Dès le 11 mars, des équipes de filiation composées de plus de 20.000 médecins et dentistes ont suivi les patients positifs et les personnes qu'ils ont rencontrés. Au total 600.000 études de filiations ont été réalisées. 99% des personnes qui ont été en contact avec des patients positifs ont pu être contactés dans les 20 heures qui ont suivi le résultat du test.
A ce jour, le 6 août, 5 081 802 tests de dépistage ont été effectués, avec 237 265 cas positifs. La Turquie a déploré 5 798 décès et plus de 220 546 personnes sont guéries du virus. Il reste 580 personnes en réanimation. La Turquie a une capacité de 50 000 tests par jour, possède presque 40 000 lits de soins intensifs et 20 000 machines de ventilation. Au pic de la pandémie, le taux d'occupation des lits de soins intensifs n'a pas dépassé les 6%. Seulement 5% des ventilateurs ont été utilisés. L'infrastructure hospitalière, dans son ensemble, a été utilisée entre 40 et 60% dans les grandes villes.
La Turquie a reçu des demandes d'aides en masques, blouses, ventilateurs, etc. de 152 pays et a répondu positivement à plus de 140 pays. Le Gouvernement turc a décidé d'apporter son soutien avec un don de matériel médical pour la région du Grand Est et le département de l'Orne. La Turquie a par ailleurs rapatrié 90 000 ressortissants de 130 pays dont 2 000 de la France. Dans le cadre des mesures de retour à la normalité pour le tourisme, le Ministère du Tourisme a mis en place un certificat de « tourisme sécurisé ». Les transporteurs et hébergeurs doivent être en conformité avec un cahier des charges qui comprend 132 points. Des sociétés de classification, dont le français Bureau Veritas (bureau d'Istanbul), l'allemand TÜV, le britannique Lloyd's Register et TSE (la compagnie turque) ont été habilités à certifier la conformité des hôtels et transporteurs. Les noms des hôtels conformes peuvent être consultés sur le site internet du Ministère du Tourisme et de la Culture. Nous pensons avoir surmonté cette pénible épreuve et espérons accueillir nos amis français dans nos complexes touristiques cet été.

Geopragma : Merci Monsieur l'Ambassadeur.